TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 122 12 PAGES DERNIÈRE ÉDITION MARDI 16 AOUT 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Le président Sadate suspend les exportations de coton égyptien vers l'U.R.S.S.

LIRE PAGE 2

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le racisme en Grande-Bretagne

Les émeutes qui ont opposé, samedi, à Lewisham, dans le sud-est de Londres, les militants du Front national aux manifestants antiracistes de gauche ont fait plus de cent blessés, dont plus de la moitié de policiers. Deux cent quatorze arrestations ont été opérées. Jamais, depuis les manifestations de Grosvenor Square, en 1968, en pleine guerre du Vietnam, la capitale britannique n'avait connu pareilles scènes de violence.

Symbole des libertés civiques, la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui confrontée à un grave problème démographique. L'origine en est le geste généreux du cabinet Attlee, qui, en 1948, alors que l'empire victorien commençait à craquer de toutes parts, décida de conférer la nationalité britannique à tous les habitants des colonies ou possessions du Royaume-Uni, avec le droit de s'installer en métropole. Vingt ans plus tard, près d'un million de citoyens de l'ancien et du nouveau Commonwealth — le Commonwealth « blanc » et le « non blanc » — avaient usé de ce privilège. L'instabilité politique du tiers-monde, le chômage endémique qui y règne, n'ont cessé, depuis, de grossir le flot des arrivants, pour la plupart originaires des Antilles, de l'Inde et du Pakistan. En 1972, l'arrivée de vingt-sept mille Ougandais d'origine indienne et pakistanaise, expulsés par le président Idi Amin, relançait les polémiques. Depuis 1971, les gouvernements britanniques successifs ont bien cherché à endiguer la vague d'immigration, mais conservateurs ou travaillistes hésitent à tracer une ligne de démarcation trop voyante entre « blancs » et « non-blancs », et le laxisme de la loi autorise de nombreux abus.

En 1971, la population immigrée du « nouveau Commonwealth » était officiellement estimée à un million trois cent soixante-dix mille personnes. Elle dépasserait aujourd'hui les deux millions. Dans certaines villes des Midlands, un habitant sur cinq est d'origine antillaise ou indo-pakistanaise ; en 1973, 17 % des enfants nés dans le Grand-Londres étaient de parents noirs ou asiatiques.

Un nombre non négligeable de ces immigrés se sont bien adaptes : on ne compte plus les entreprises indiennes ou pakistanaises florissantes, et il est de notoriété publique que le service national de santé ne saurait fonctionner sans ses centaines de médecins antillais ou asiatiques. Mais, en dépit d'une législation rigoureuse contre la discrimination raciale, la masse des « non-blancs » constitue les gros bataillons des chômeurs et des mal-logés. Un nombre croissant d'adolescents de couleur, nés et élevés en Grande-Bretagne, refusent leur avenir de citoyens de seconde zone.

Le Front national, qui se réclame des thèses racistes et hostiles au Marché commun chères à M. Enoch Powell, n'est qu'un petit parti sans représentation au Parlement. Mais, lors des dernières élections municipales à Londres, il a marqué des points importants. L'augmentation persistante du chômage lui a acquis de nouveaux soutiens, et c'est sans difficulté qu'il a pu rassembler quelque deux mille manifestants pour protester contre l' « insécurité » que la population noire ferait régner dans les rues de la capitale.

Malgré sa ferme intention de ne pas dramatiser, le gouvernement britannique ne peut pas ignorer l'avertissement de Lewisham : comment une société développée et libérale peut-elle faire face à ses obligations historiques et humanitaires sans cesser de protéger la paix de ses citoyens lorsqu'elle est ainsi interpellée sur son sol même par le tiers-monde ? Ce n'est plus une hypothèse d'école diplomatique : il en va de la vie quotidienne de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, et peut-être de l'avenir d'une certaine idée de la démocratie.

(Lire nos informations page 12.)

LE CONFLIT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

• Moscou lance à Addis-Abeba et à Mogadiscio un « appel à la sagesse »
• La Somalie menace d'intervenir ouvertement

Dans une « déclaration autorisée » de l'agence Tass, Moscou a lancé, dimanche 14 août, un nouvel appel à l'Ethiopie et à la Somalie, formulant l'espoir que leurs dirigeants « feront preuve de sagesse et mettront immédiatement un terme au conflit militaire ».

Cette déclaration traduit l'inquiétude soviétique au moment où la guerre non déclarée que se livrent Addis-Abeba et Mogadiscio dans l'Ogaden menace de se transformer en conflit ouvert. Le président Syaad Barre a en effet menacé, dimanche soir, visant implicitement Moscou, de faire intervenir son armée s'il était prouvé que des « forces étrangères à l'Afrique » *prenaient part aux combats.*

La situation ne cesse de s'aggraver en Ethiopie, tant en Ogaden qu'en Erythrée. Dans ces deux régions, les mouvements nationalistes font état d'importants succès. Le Front de libération de l'Erythrée-Conseil révolutionnaire (F.L.E.-C.R.) revendique l'occupation de la ville de Adi-Qualla, à environ 80 kilomètres au sud d'Asmara, et assure y avoir tué ou fait prisonniers *« trois mille soldats éthiopiens »*. En Ogaden, un communiqué du Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), diffusé samedi par Radio-Mogadiscio, annonce la chute de deux agglomérations sur la voie ferrée Djibouti-Addis-Abeba. Le Front assure que la *bataille fait rage, dans la province* de Bale, autour des villes de Ginir, de Goba et de Shek-Husen, et dans la province de Sidamo, près de Negele et de Moyale, ville frontière avec le Kenya. L'Ethiopie a démenti lundi avoir perdu deux appareils dans un *« raid au-dessus de la Somalie »*, comme l'assurait Mogadiscio en faisant état, pour la première fois, de bombardements éthiopiens sur son territoire.

Le correspondant de l'agence U.P.I., qui faisait partie d'un groupe de journalistes étrangers admis par les autorités éthiopiennes à visiter les villes encore tenues par Addis-Abeba, a pu voir, près de Jijiga, un Mig-21 abattu par les Ethiopiens qui portait l'étoile somalienne. En outre, deux prisonniers de guerre, présentés aux journalistes, ont dit appartenir à l'armée de Mogadiscio et ont assuré que leurs unités avaient été haranguées, avant leur départ pour le « front », par le vice-président somalien.

(Lire la suite page 2.)

M. de Guiringaud réplique vertement à des accusations soviétiques sur l'aide nucléaire à Pretoria

De notre envoyé spécial

Lusaka. — L'article publié dimanche 14 août par l'agence Tass, sous la signature d'Alexandre Bokhondo, indiquant que, grâce au contrat nucléaire conclu avec la société française Framatom, l'Afrique du Sud allait produire du plutonium et *« fabriquer cent bombes atomiques d'ici un an »*, a provoqué une très vive réaction de M. de Guiringaud à son arrivée à Lusaka. Le ministre des affaires étrangères déclara immédiatement aux journalistes qu'une dépêche similaire diffusée par Tass le 9 août (*le Monde* du 11 août), avait fait l'objet d'une démarche de l'ambassade de France à Moscou pour protester contre cette « manœuvre diffamatoire » à l'égard de la politique française. Les autorités soviétiques, ajouta le ministre, ne peuvent pas ignorer que les affirmations de l'agence Tass sont dénuées de fondement. D'abord, les centrales électro-nucléaires commandées à la France par l'Afrique du Sud ne commenceront à fonctionner qu'en 1982. En outre, le contrat Framatom prévoit expressément — et les autorités soviétiques le savent — que le combustible usé sera retraité en France et que le plutonium ne sera pas restitué à l'Afrique du Sud.

On remarque la vigueur du vocabulaire du ministre français et son insistance à mettre en cause les autorités soviétiques elles-mêmes. Les circonstances qui entourent la publication de l'article de l'agence Tass ne permettent pas de douter que les Soviétiques ont lancé une campagne contre la politique française en Afrique. Le 9 août, Tass annonçait que l'Afrique du Sud allait fabriquer des bombes atomiques. L'ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, M. Tchervonenko, a personnellement attiré l'attention de M. de Guiringaud sur cette « information ». Les ambassadeurs soviétiques ont fait les mêmes démarches à Bonn, Londres et Washington. Le même jour, un commentateur de l'agence Tass mettait en cause, en termes assez vagues, le contrat Framatom, mais son article passa inaperçu. Aussi, l'agence soviétique a-t-elle cru nécessaire de donner, le jour où M. de Guiringaud arrivait dans un des pays d'Afrique de la « ligne de front » (c'est-à-dire frontalier d'un des régimes blancs d'Afrique australe), des précisions d'un caractère sensationnel destinées à frapper l'opinion africaine.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 2.)

L'actualisation du programme commun

M. Mitterrand ne souhaite pas de nouvelles négociations avant le « sommet » de la gauche

M. François Mitterrand a pris part en Crète, les 13, 14 et 15 août, à un séminaire sur le thème « Socialisme et culture », organisé à l'Institut orthodoxe de Chania par le compositeur grec Mikis Théodorakis et auquel participaient une trentaine de responsables politiques et d'intellectuels, en majorité grecs et français (voir page 4). M. Mitterrand devait rentrer en France mardi 16 août.

Dans une déclaration à TF 1, le premier secrétaire du parti socialiste a souhaité que « sans autre intermédiaire », et donc sans nouvelles négocations, le « sommet » de la gauche soit saisi en septembre des divergences qui subsistent entre les trois partenaires.

A l'occasion de ce colloque considéré comme « bien curieux » par *l'Humanité* et où quelques observateurs ont voulu voir une prise de conscience de l'euro-socialisme, le premier secrétaire du part socialiste a donné à TF 1 une interview dont plusieurs extraits ont été diffusés le 14 août dans le journal télévisé de 20 heures. Les déclarations de M. Mitterrand à TF 1 relatives à l'actualisation du programme commun précisent ce qui avait été annoncé le 28 juillet dernier, à l'issue de la dernière réunion du groupe des quinze, chargé de préparer cette actualisation.

M. Mitterrand, en effet, ne prévoit plus de nouvelle rencontre avant la réunion « au sommet » qui devrait permettre aux chefs des trois formations de gauche de trancher les derniers points en discussion, sur les nationalisations et la défense en particulier. *« Nous disposons d'un bon document*, a-t-il déclaré. *Il conviendra, sans autre intermédiaire, que ce que l'on appelle la réunion « au sommet », qui aura lieu, je le pense, en septembre, puisse définitivement conclure l'actualisation du programme commun. »*

Ce vœu du premier secrétaire du parti socialiste dissipe une incertitude qui subsistait sur la procédure après l'achèvement des travaux du groupe d'actualisation. M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S., qui conduisait la délégation socialiste, avait souligné, en effet, que la rencontre « au sommet » devrait être précédée *« de la réunion des instances dirigeantes »* des trois formations, et il avait été précisé ensuite qu'il incomberait aux trois chefs de délégation, MM. Bérégovoy, Fiterman et Loncle, *« de dégager les options entre lesquelles les dirigeants des trois partis pourront trancher sur les nationalisations comme sur la défense, qui restent les deux principaux points de divergence »* (*le Monde* du 30 juillet).

On notera toutefois qu'une reprise des contacts entre les trois chefs de délégation avant la rencontre « au sommet » ne constitue pas une exigence des communistes puisque M. Fiterman écrivait dans *l'Humanité* du 10 août que, sur les paragraphes pour lesquels *« la discussion n'a pas permis d'aboutir à une rédaction commune, les délégations ont alors décidé, d'un commun accord, de renvoyer la mise au point définitive du texte, ou aux discussions devant avoir lieu dans le cadre du comité de liaison, ou à la rencontre au sommet »*.

ALAIN GUICHARD.

(Lire page 4 la déclaration de M. Mitterrand.)

LES RASSEMBLEMENTS DU WEEK-END

- CORSE : succès pour les autonomistes à Furiani ;
- LARZAC : plusieurs dizaines de milliers de personnes sur le terrain militaire ;
- FLAMANVILLE : une kermesse antinucléaire sans incident.

(Lire page 3.)

PRÊTRES DE CAMPAGNE ET CAMPAGNE SANS PRÊTRES

Que deviennent les prêtres de campagne ? Hier notables, artisans exclusifs du culte, célébrant seuls la messe, absolvant les péchés, enseignant le catéchisme, prodiguant des conseils de toutes sortes, respectueusement écoutés. Aujourd'hui membres d'une communauté dont les laïcs se trouvent coresponsables, présidant l'Eucharistie, ne confessant presque plus, ayant confié à des femmes le soin d'apprendre la religion aux enfants, de moins en moins sollicités de donner leur avis — concurrencés qu'ils sont par toutes sortes de spécialistes profanes, — souvent mêlés aux fidèles et aux incroyants dans un travail salarié, les prêtres ont quitté leur piédestal. Ils ont renoncé à constituer une caste. Ils cultivent la ressemblance avec le même zèle que jadis la différence. Ils écoutent plus qu'ils ne sont suivis. Ils reçoivent autant qu'ils donnent. Leurs effectifs ne cessent de diminuer.

I. — Une disparition progressive

De notre envoyé spécial
ALAIN WOODROW

Tréguier. — *« Il n'y a plus de masses croyantes ; une très grande partie du peuple n'admet plus le surnaturel, et on entrevoit le jour où les croyances de ce genre disparaîtront dans les foules, de la même manière que les croyances aux farfadets et aux revenants ont disparu (...). La religion est irrévocablement devenue une affaire de goût personnel. »*

Ce n'est pas un sociologue religieux qui parle. Ces lignes prémonitoires ont été écrites en 1883 par Ernest Renan, dans la préface de ses « Souvenirs d'enfance et de jeunesse ». Presque un siècle plus tard, à quelques pas de la maison natale du célèbre auteur de la *Vie de Jésus*, à l'ombre de la statue d'un Renan déjà vieux et bedonnant, dont l'installation sur la grande place de Tréguier en 1902 avait failli allumer une guerre religieuse, l'archiprêtre de la cathédrale lui fait inconsciemment écho :

« La pratique religieuse est faible ici, avoue-t-il, *surtout depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Aujourd'hui, ce sont les jeunes qui décrochent de plus en plus, ce qui rend préoccupant le manque de vocations sacerdotales. Nous sommes privilégiés dans les Côtes-du-Nord d'avoir encore un prêtre par paroisse, mais demain ?... »*

Une tournée, même rapide, dans les petites paroisses rurales qui émaillent cette côte toute en dentelle d'une Bretagne encore considérée par beaucoup comme terre de chrétienté, avec ses chapelles, ses calvaires, ses processions et ses pardons, confirme amplement le diagnostic pessimiste du curé de Tréguier.

Penvenan, petite ville de deux mille six cents habitants, voit sa population doubler pratiquement en période de vacances. Malgré cela, en trente ans la pratique religieuse est passée de 40 % à 10 %. Le curé blâme pêle-mêle l'évolution rapide du monde, la perte du sens du sacré, le matérialisme des jeunes et surtout la remise en question tous azimuts provoquée par le concile. *« On a touché à trop de choses trop vite*, constate-t-il amèrement. *La modernisation n'a pas été payante. Pour la première fois cette année il n'y a pas eu d'ordination dans le diocèse. Remarquez, c'est logique : s'il n'y a plus de pratique, pourquoi voulez-vous qu'il y ait des prêtres ? Nous, curés de campagne, nous avons l'impression d'être les derniers de la race ! »*

Cette phrase, *« les derniers de la race »*, reviendra, au demeurant, comme un leitmotiv tout au long de notre enquête sur les prêtres de campagne. Certains la prononceront sur le ton lugubre d'un glas qui sonne la mort de leurs espoirs, d'autres parleront de la fin d'un certain type de ministère et de la transition vers un autre, quelques-uns, enfin, iront jusqu'à souhaiter *« la fin de cette race »*, pour permettre à l'Eglise de renaître différente.

Port-Blanc est un petit village de pêche de moins de quatre cents âmes sur la côte nord de la Bretagne. Une petite chapelle juchée sur un gros rocher domine la baie. C'est là que monte tous les matins pour dire sa messe le vieux curé de soixante-quinze ans, en « mi-retraite ». Nous l'avons rencontré dans son presbytère, situé à 1 kilomètre de la mer.

Il rentrait de faire des courses pour sa vieille gouvernante, plus âgée que lui, et arrivait, portant deux brocs d'eau. Ressemblant à Jean Gabin, dont il a la verdeur de langage, il n'est pas tendre pour la situation actuelle de l'Eglise. S'il y a crise, c'est qu' *« il y a trop d'imbéciles dans le clergé qui cherchent à traumatiser les gens par leurs élucubrations. Il n'y a plus de confessions, mais on pousse les gens à communier n'importe quand et n'importe comment, après des absolutions dites « collectives », mais qui sont sûrement interdites par le pape »*.

Pour l'abbé Camper, chacun a son rôle à jouer dans l'Eglise, et le mal vient du fait qu'on a *« brouillé les cartes »*. *« Le prêtre est l'homme du sacré*, rappelle-t-il. *Pourquoi vouloir faire « participer » les laïcs à notre fonction ? Si j'invite une personne à lire l'épître et pas une autre, cela fera des jaloux »*, ajoute-t-il ingénument.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

PILULES

Il y a les pilules pour dormir, les pilules pour maigrir, les pilules pour courir vite, les pilules pour être viril, les pilules pour être intelligent, les pilules pour gagner au tiercé, et bien d'autres pilules encore faisant office de béquilles tout au long de l'année pour étayer la pathétique supériorité du surhomme civilisé.

Mais, dans cette course aux signes extérieurs de bonheur, le 15 août représente le point culminant de la libération de l'individu, qui peut se passer de la pilule à bronzer en se dorant la pilule durant quelques semaines d'un exercice qui lui permettra d'être fin prêt pour avaler la pilule de la rentrée.

BERNARD CHAPUIS.

« DANS LE LIT DU RHONE »
PAR LE THÉATRE DE LA CARRIERA

Une farce écologique

Le Théâtre de la Carriera est une des rares troupes à se déplacer encore, d'un village à l'autre, à aller au fin fond d'une vallée, dans les montagnes, à s'installer sur une place devant la mairie, à jouer devant les paysans et leurs enfants, à parcourir un « pays ».

Né en 1970 à Lyon, aujourd'hui à Arles, où il bénéficie, depuis 1975, d'une aide spéciale de la ville, le Théâtre de la Carriera, théâtre militant, occitan, est devenu, en quelques années, l'expression réelle d'une région. Ce théâtre déraisonnable, qui écrit ses textes directement avec la population, vit, survit à peine.

La Carriera s'est toujours exprimée en occitan. Cela fait partie d'une démarche générale, les revendications économiques allant de pair avec les revendications culturelles. « Dans le lit du Rhône », sa dernière création, est en provençal — parfois en français. C'est un double spectacle, composé d'une pièce et d'un montage de sketches et de chansons. Représenté pour la première fois le 5 juillet à Arles, il a parcouru, depuis, une vingtaine de villes. Il *était le 11 août à Beaucaire.*

Les joueurs de boules remuent dans l'ombre et la lumière des arbres, il fait doux, incroyablement doux sur l'esplanade immense entre le fleuve et les remparts. La nuit tombe.

La municipalité avait préparé une grande estrade, mais, comme il y avait très peu de chaises, la Carriera a dû se rapprocher des escaliers des remparts et construire une autre estrade juste devant la première. C'est un peu bizarre, ce minuscule baldaquin devant ces tréteaux inutiles, cela forme un bric-à-brac à côté des voitures, car on n'a pas fermé non plus la place et les sons disparaissent de temps à autre sous les bruits d'une auto. C'est cela aussi, le théâtre populaire.

Cent cinquante personnes attendent, patiemment assises sur les marches comme on prend le frais, ici, le soir à Beaucaire. Le spectacle est gratuit. Il y a des grand-mères, des enfants, qui se déplacent. Les conditions sont difficiles mais, curieusement, ce morceau d'esplanade ouvert à tous les vents convient mieux qu'on n'aurait pu le croire.

CATHERINE HUMBLOT.

(Lire la suite page 9.)

PROCHE-ORIENT

APRÈS LA MISSION DE M. VANCE

M. Jimmy Carter « espère toujours que la conférence de Genève pourra reprendre cet automne »

Le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, a rendu compte, dimanche 14 août, à M. Carter de sa récente mission au Proche-Orient. A l'issue de cet entretien, la Maison Blanche a rendu public un communiqué dans lequel elle affirme que le président des Etats-Unis recevra en septembre, en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, les ministres des affaires étrangères d'Israël et des pays arabes pour s'entretenir avec eux de l'évolution des négociations de paix au Proche-Orient.

Le communiqué de la Maison Blanche note que pendant la visite de M. Vance au Proche-Orient, « *des progrès ont été réalisés dans quelques domaines, en particulier dans la réaffirmation des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité comme bases de négociation, et pour la formulation d'un concept commun des obligations mutuelles impliquées par la paix* ».

Le chef de l'exécutif américain « *espère toujours que la conférence de Genève pourra reprendre cet automne, bien que des divergences majeures* » existent toujours entre Israël et les pays arabes sur « *la représentation des vues palestiniennes dans ces négociations, la définition de frontières sûres et reconnues et la nature d'un règlement du problème palestinien* », ajoute le communiqué qui précise que M. Vance rencontrera cette semaine l'ambassadeur de l'Union soviétique à Washington, M. Anatoli Dobrynine, pour l'informer de ses conversations avec les responsables israéliens et arabes.

● A BEYROUTH, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., s'est montré, en revanche, dans une interview publiée dimanche par l'hebdomadaire libanais *Monday Morning*, très pessimiste sur les chances d'une conférence à Genève, affirmant qu'il tenait pour plus probable « *une guerre préventive israélienne contre les pays arabes* ». « *Il ne faut pas nous laisser berner par les Américains et les Israéliens,* a-t-il dit. *Nous devons garder le doigt sur la détente, parce que le langage du fusil est le seul que comprenne l'impérialisme américain.* »

Evoquant la possibilité d'un ralliement de l'O.L.P. à une version amendée de la résolution 242, M. Kaddoumi a fait observer que la modification d'une résolution déjà adoptée n'avait aucun précédent. « *Ce qui est par contre possible et souhaitable,* a-t-il dit, *c'est que des pays amis soumettent à la prochaine session du Conseil de sécurité un texte englobant la résolution 242 et des garanties concernant le droit au retour des Palestiniens dans leurs foyers de 1948 ou au dédommagement, le droit à l'autodétermination et le droit de disposer d'un Etat souverain et indépendant en Cisjordanie et à Gaza.* »

« *C'est seulement,* a-t-il dit, *si un texte de ce genre est adopté et si les Etats-Unis ne s'y opposent pas que l'on pourra qualifier de « positive » l'action menée par Washington. Entre-temps, les Palestiniens continueront à considérer les agissements et les paroles des Américains comme des manœuvres visant à tromper le monde.* »

● A JERUSALEM, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a déclaré dimanche que les Etats-Unis opposeront leur veto à toute tentative de modification de la résolution 242. M. Dayan a affirmé au conseil des ministres qu'il avait reçu à ce sujet des assurances de la part de M. Vance. Il a également noté qu'il n'avait pas de confirmation des informations selon lesquelles la France préparerait un projet de résolution au Conseil de sécurité, qui constituerait, en fait, une modification de la résolution 242 dans le sens demandé par les Etats arabes et l'O.L.P. — (*A.F.P., U.P.I.*)

LE DIRECTEUR DU BUREAU DE L'A.F.P. A BEYROUTH EST REMIS EN LIBERTÉ

Beyrouth (*A.F.P.*). — M. Paul Deiller, directeur du bureau de l'Agence France-Presse à Beyrouth, et M. Khalil Fleyhane, collaborateur occasionnel de cette agence, ont été libérés, le samedi 13 août dans l'après-midi, et reconduits par les autorités syriennes à leurs domiciles respectifs dans la capitale libanaise.

Ils avaient été arrêtés, dans la nuit du 7 au 8 août, et gardés à vue « *quelque part au Liban* », jusqu'à leur libération. Au cours de leur détention, ils ont été interrogés par des officiers syriens sur « *certaines informations récemment diffusées par le bureau de l'A.F.P. à Beyrouth* ».

Les deux journalistes ont déclaré avoir été bien traités pendant les six jours de leur détention.

Israël

Les Arabes de Cisjordanie et de Gaza auront droit aux services de l'État au même titre que les Israéliens

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a décidé, au cours de sa réunion hebdomadaire du dimanche 14 août, d'assurer à la population de Judée, de Samarie (la Cisjordanie) et de Gaza des services identiques à ceux dont bénéficie la population israélienne. Dans un premier stade, ce sont les services de santé et la réglementation du travail qui vont être touchés par les nouvelles décisions.

Des mesures seront prises pour accélérer la construction d'hôpitaux et la création de nouveaux dispensaires, de crèches et de centres de soins aux nouveau-nés. En ce qui concerne la réglementation du travail, le but recherché est de mettre un terme à l'exploitation, par le biais des « *raïs* » — ces entrepreneurs qui fournissent une main-d'œuvre recrutée en dehors des bureaux de l'emploi, — de plusieurs milliers de personnes qui travaillent quotidiennement dans des entreprises en Israël même et dans les territoires occupés. La réglementation du travail interdira également l'embauche au-dessous d'un certain âge, afin de mettre un terme au travail des enfants.

Malgré les efforts déployés par les porte-parole officiels, afin de donner à ces décisions un caractère anodin, les réactions dans l'opinion israélienne sont très vives. Pour l'opposition travailliste, il s'agit d'un pas de plus en vue d'une annexion de fait, et une réunion extraordinaire de la Knesset pourrait être convoquée à la demande de nombreux partis.

Annexion, c'est également le mot qui revient dans les titres principaux des trois quotidiens arabes paraissant à Jérusalem. *Al Kouds* voit dans les décisions de dimanche la réalisation du plan visant à annexer les territoires sans la population, alors qu'*Al Chaab* les dénonce comme une manœuvre tendant à torpiller les efforts de médiation américains.

Le secrétaire du gouvernement, qui est aussi son porte-parole, M. Arieh Nasr, a rejeté toutes ces accusations en rappelant un principe de base du nouveau gouvernement, selon lequel « *il est illogique de parler d'annexion lorsqu'il s'agit de territoires qui appartiennent à Israël* ». M. Nasr a ensuite ajouté que les mesures adoptées ne prévoient pas l'extension de la loi israélienne à la Cisjordanie, ni à Gaza, et que ces territoires et leur population conservent donc leur statut actuel. Le gouvernement israélien, a-t-il dit, est *de facto* le gouvernement de ces territoires, et estime de son devoir d'améliorer le sort des populations qui y vivent, en leur assurant des services du même niveau que ceux accordés aux Israéliens.

Il y a lieu de croire que les décisions annoncées dimanche ne sont que les premières d'un plan plus vaste attribué au ministre de la défense, M. Ezer Weizmann, qui prévoit en quelques années la disparition totale de tous les camps de réfugiés et le reclassement de ces derniers dans le circuit économique dont l'embryon a déjà pris corps en Cisjordanie et à Gaza.

ANDRÉ SCEMAMA.

Selon « Time »

MILLE CINQ CENTS CHRÉTIENS LIBANAIS AURAIENT ÉTÉ ENTRAINÉS DANS DES BASES MILITAIRES ISRAÉLIENNES

New-York (*A.F.P.*). — Le gouvernement israélien a fourni 30 à 35 millions de dollars d'aide directe aux chrétiens libanais au cours de la guerre civile, affirme le magazine *Time* dans son dernier numéro.

L'hebdomadaire, citant un ancien membre du cabinet Rabin, sans préciser le nom de son informateur, ajoute qu'Israël aurait entre autres fourni 110 tanks, 5 000 mitrailleuses et 12 000 fusils aux forces chrétiennes. Cette décision aurait été prise en mai 1976, lors d'une rencontre secrète entre MM. Itzhak Rabin, alors premier ministre israélien, son ministre de la défense, M. Shimon Pérès, et les leaders libanais chrétiens Camille Chamoun, dirigeant du parti national libéral, et Pierre Gemayel, chef du parti des Phalanges.

De plus, des officiers israéliens auraient assuré la liaison dans certains villages chrétiens au Sud-Liban, et mille cinq cents Libanais auraient été entraînés dans des bases militaires israéliennes, ajoute *Time*.

● *M. Begin, premier ministre israélien* fera, dans une dizaine de jours, une visite officielle de quatre jours en Roumanie. Le gouvernement roumain avait invité le chef du gouvernement israélien, il y a un an, et a confirmé son invitation après les élections israéliennes. On attache à Jérusalem une grande importance à ce voyage de M. Begin dans le seul pays communiste à n'avoir pas rompu ses relations diplomatiques avec Israël, à la suite de la guerre de 1967. (*Corresp.*)

Egypte

Le président Sadate suspend les exportations de coton vers l'U.R.S.S.

Alexandrie (*A.F.P.*). — Le président Sadate a annoncé dimanche 14 août qu'il avait décidé de suspendre les exportations de coton égyptien à destination de l'U.R.S.S., en raison de l'embargo soviétique sur les pièces de rechange destinées à l'armée égyptienne.

Le chef de l'Etat égyptien, qui s'adressait à un groupe d'étudiants d'Alexandrie, a précisé qu'il avait donné des instructions à son premier ministre pour que soient arrêtées ces exportations à l'U.R.S.S. et à un « *deuxième pays* » du bloc socialiste, qu'il n'a pas nommé. Il a souligné à ce propos que l'Egypte avait acheté des chars à ce pays, et que Moscou en avait arrêté la livraison. (Selon *Al Ahram*, il s'agirait de la Tchécoslovaquie.)

Le dialogue pourrait reprendre « dès demain »

Le président Sadate a mis l'accent, au cours de son allocution, sur l'attitude de l'Union soviétique qui, a-t-il dit, a cessé d'approvisionner l'Egypte en armements et en pièces de rechange.

Il a précisé à ce propos que, au cours de la visite du ministre égyptien des affaires étrangères au printemps dernier à Moscou, l'Union soviétique avait annulé tous les contrats d'armes conclus précédemment, sans les avoir honorés. Moscou exige, selon le chef de l'Etat égyptien, que les armes soient dorénavant payées en devises « *lourdes* ». Il a ajouté que l'embargo sur les pièces de rechange transformerait en « *ferraille* » les armes soviétiques dont dispose l'armée égyptienne.

« *Nous attendrons,* a encore dit le président égyptien, après avoir annoncé la suspension des exportations de coton vers l'Union soviétique, *pour voir s'ils vont, oui ou non, nous donner notre dû.* » M. Sadate a ajouté qu'il était disposé toutefois à reprendre le dialogue « *dès demain* » avec Moscou.

Le chef de l'Etat égyptien a fait état, d'autre part, de la « *collusion* » entre l'Union soviétique et la Libye, et a brandi à nouveau la menace d'une « *riposte d'une extrême violence* » si une quelconque opération est entreprise aux frontières ou à l'intérieur de l'Egypte.

Un accord de troc

L'U.R.S.S. et, à un degré moindre, la Tchécoslovaquie, « *enlevaient* » un peu plus de la moitié de la production égyptienne de coton. Il s'agissait de l'exécution d'un « *accord de troc* » entre les trois pays : l'Egypte n'ayant ni devises ni matières premières pour payer les armements livrés par les pays de l'Est, il ne lui restait, comme monnaie d'échange, que le coton.

Au début du siècle, l'Egypte était le troisième producteur mondial de coton, avec 7 % du marché, loin derrière les Etats-Unis (60 %) et l'Inde (20 %). Aujourd'hui, si la qualité du coton égyptien reste, de l'avis des spécialistes, la meilleure du monde, sa part sur le marché mondial a sensiblement diminué. De nouveaux producteurs sont arrivés. La production mondiale annuelle avoisine 60 millions de balles (1 balle = 216 kilos). Sur ce total, les pays de l'Est et la Chine produisent 24 millions de balles (40 %), les Etats-Unis, 11,5 millions (19 %). Le reste du monde — essentiellement le tiers-monde — fournit 27,5 millions. L'Egypte produit, bon an mal an, 2 millions de balles (3,3 % du total).

Premier producteur mondial, l'U.R.S.S. exporte une partie non négligeable de son coton vers l'Asie (Japon, Hongkong, Thaïlande, Vietnam et Corée du Nord). Quant à l'Egypte, elle a paradoxalement importé ces dernières années du coton de qualité moyenne de Chine et des Etats-Unis pour approvisionner ses propres usines textiles, la production locale — de qualité — étant destinée à l'étranger et représentant 60 % en valeur des exportations égyptiennes.

La décision du président Sadate de suspendre les livraisons vers l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie ne devrait aucunement gêner ces deux pays. De même, l'Egypte n'aura aucun mal à écouler son coton sur le marché mondial.

AFRIQUE

L'aide nucléaire à Pretoria

(*Suite de la première page.*)

Cet incident marque une sérieuse détérioration des relations franco-soviétiques quelques semaines après la visite de M. Brejnev à Paris.

Pourquoi l'U.R.S.S. attaque-t-elle sur ce terrain la France avec laquelle elle proclame par ailleurs sa volonté d'entretenir les meilleures relations ? Probablement parce que la France est aujourd'hui la puissance occidentale qui s'emploie le plus activement à contrôler la politique soviétique en Afrique. On l'a vu il y a quelques semaines au Zaïre ; on le voit actuellement dans la « Corne de l'Afrique ».

Dimanche, en partant pour Lusaka, M. de Guiringaud a rencontré sur l'aérodrome de Nairobi le ministre éthiopien des affaires étrangères, le colonel Ghiorgis. Fortuite ou non (le ministre éthiopien rentrait à Addis-Abeba venant de Libreville) la rencontre a eu lieu en présence du ministre kényan des affaires étrangères, M. Waiyaki. M. Ghiorgis a bien entendu demandé à M. de Guiringaud, comme l'avait fait précédemment son collègue kényan, si la France se disposait à vendre des armes à la Somalie. Le ministre français a répondu, comme il l'avait fait aux dirigeants de Nairobi, que rien n'était décidé, que la France n'étudiait qu'un dixième de la demande d'armement somalienne et ne livrerait éventuellement que des armes défensives.

M. Ghiorgis aurait confirmé pour sa part que son pays avait reçu des armes soviétiques. M. de Guiringaud lui ayant demandé s'il savait que l'U.R.S.S. avait débarqué, il y a environ une semaine, quelque soixante-dix chars à Berbera (Somalie), le ministre éthiopien aurait indiqué qu'il était au courant. Interrogé par le ministre français sur les relations entre l'Ethiopie et la nouvelle République de Djibouti, M. Ghiorgis s'en est déclaré satisfait, tout en soulignant que le trafic entre les deux pays était nul. Les dirigeants éthiopiens regrettent également de ne pas avoir encore obtenu que leur ambassadeur soit accrédité à Djibouti. Les deux ministres ont pris rendez-vous à New-York en septembre pendant l'assemblée de l'ONU.

Avant sa rencontre avec le ministre français, M. Ghiorgis avait tenu une conférence de presse à Nairobi. Après avoir minimisé les pertes éthiopiennes en Ogaden, il avait déclaré que son pays était victime d'une agression somalienne. « *Aujourd'hui c'est l'Ethiopie, demain ce sera le tour du Kenya, et après-demain celui de Djibouti.* » Interrogé ensuite au micro de R.T.L., il a célébré l'amitié franco-éthiopienne et rappelé la responsabilité de la France dans le maintien de l'indépendance de Djibouti. « *Je crois,* dit-il, *que si la France répond à ses engagements et à ses obligations dans cette région (...), ce pourrait être un facteur de stabilité, de maintien de la paix et de la sécurité.* »

MAURICE DELARUE.

● *Selon l'hebdomadaire britannique « Observer »*, l'avertissement de l'agence Tass selon lequel l'Afrique du Sud pourrait avoir les moyens de se doter de la bombe nucléaire serait en rapport avec un vol important de documents secrets à l'ambassade d'Afrique du Sud à Bonn. Certains de ces documents, en provenance de l'attaché militaire, feraient état de visites en Allemagne d'experts militaires sud-africains, de la fourniture d'équipements nucléaires et de cours techniques donnés par des Allemands. — (*A.F.P.*).

● *Un détenu politique noir*, arrêté début juillet, a été retrouvé pendu, le 14 août, dans sa cellule du commissariat de Brighton, quartier africain de Durban, où il était incarcéré. C'est le deuxième détenu interpellé en vertu des lois antiterroristes qui est retrouvé mort dans ce commissariat en quinze jours. — (*Reuter.*)

Le conflit dans la corne de l'Afrique

(*Suite de la première page.*)

A Mogadiscio, le général Syaad Barre a appelé, dimanche, la population à « *être prête à défendre sa liberté* » et ajouté : « *Nous ne resterons pas passifs si des forces étrangères interviennent dans le conflit.* » Toutefois, le président somalien a assuré ne pas croire à la présence de troupes venues de Cuba, « *pays socialiste révolutionnaire, qui soutient les opprimés* », aux côtés des forces éthiopiennes.

Selon l'agence Associated Press citant des diplomates en poste à Nairobi, les Etats-Unis se seraient refusés à fournir des armes à la Somalie aussi longtemps que durent les affrontements. La Grande-Bretagne et la France hésiteraient à le faire. Paris, Londres et Washington auraient en effet la conviction que Mogadiscio a engagé des forces importantes de son armée régulière dans l'Ogaden, ce qui expliquerait les succès remportés par les rebelles.

Sur le plan diplomatique, le ministre somalien des affaires étrangères, M. Jama Barre, a déclaré samedi à Rome, où il se trouve en séjour privé, qu'il n'excluait pas une tentative de médiation italienne. Le ministre a affirmé que « *des troupes étrangères* » soutenaient l'armée éthiopienne, sans en préciser la nationalité. Pour sa part, le gouvernement de Djibouti a catégoriquement démenti, samedi, que des volontaires djiboutiens prenaient part au conflit et a proclamé sa « *stricte neutralité* ».

L'UNION SOVIÉTIQUE INVITE A NOUVEAU LA SOMALIE ET L'ÉTHIOPIE A « ENGAGER UN DIALOGUE CONSTRUCTIF »

(*De notre correspondant.*)

Moscou. — L'agence Tass a diffusé, le dimanche 14 août, une « *déclaration autorisée* » par laquelle elle invite la Somalie et l'Ethiopie à ouvrir les négociations. L'agence officielle soviétique « *exprime l'espoir que la Somalie et l'Ethiopie feront preuve de sagesse politique et de réserve, qu'elles mettront un terme immédiat au conflit militaire et prendront place autour de la table de négociations pour engager un dialogue constructif dans l'intérêt de la normalisation des rapports entre les deux pays voisins, en se fondant sur les principes du respect de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires d'autrui* ».

En même temps, l'agence Tass reprend les accusations déjà formulées contre la Somalie en évoquant « *les combats entre les unités de l'armée régulière somalienne et les troupes éthiopiennes* ».

LA CRISE RHODÉSIENNE

Les entretiens de Londres ne semblent pas avoir abouti à des résultats importants

De notre correspondant

Londres. — La nouvelle initiative anglo-américaine de règlement de la crise rhodésienne n'est pas sortie renforcée des entretiens qui viennent de s'achever à Londres (*le Monde* daté 14-15 août). Les deux gouvernements partent du principe que toute stratégie pour assurer le remplacement du régime de M. Ian Smith par un système majoritaire doit être acceptable par « *toutes les parties* ». Au cours de leur déjeuner de travail aux Chequers samedi, MM. Callaghan, David Owen et Cyrus Vance ont longuement examiné les nombreuses difficultés restant à aplanir avant de trouver une solution satisfaisante.

Le secrétaire au Foreign Office a insisté à nouveau sur la nécessité de prendre en considération les points de vue des cinq présidents des pays « *de première ligne* », voisins de la Rhodésie (Tanzanie, Zambie, Mozambique, Botswana et Angola). M. Owen a répété son refus de soutenir un « *règlement intérieur* » élaboré par le premier ministre rhodésien, M. Smith, sans la participation de ces cinq pays.

MM. Owen et Vance ont chargé sans grande conviction le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, de défendre leur plan de règlement auprès de M. Smith. M. Botha, qui ne s'est pas montré très loquace à Londres, semble en effet en faveur du « *règlement interne* ».

La course contre la montre est maintenant engagée pour mettre définitivement au point le nouveau plan anglo-américain avant les élections générales prévues par M. Smith, le 31 août prochain.

(*Intérim.*)

Zaïre

M. Karl I Bond, ministre des affaires étrangères a été arrêté pour « haute trahison »

Kinshasa (*A.F.P.*). — M. Nguza Karl I Bond, commissaire d'Etat (ministre) zaïrois des affaires étrangères, membre permanent du bureau politique du Mouvement populaire de la révolution (M.P.R.) et vice-président du conseil exécutif, a été accusé, samedi 13 août, de « *haute trahison* » par le président Mobutu. M. Karl I Bond a été destitué de toutes ses fonctions et mis en état d'arrestation.

L'ancien ministre est accusé de n'avoir pas fait part au président des menaces d'invasion imminente du Shaba, dont il était informé.

Dans une interview à l'agence Zaïre presse (AZAP), le chef de l'Etat zaïrois indique que M. Nguza Karl I Bond a rencontré à Paris le 10 juin 1977, lors du voyage du président zaïrois en France, M. Tshilenge, représentant en Europe des anciens gendarmes katangais. M. Mobutu assure que l'ancien commissaire d'Etat aux affaires étrangères ne lui a pas fait part de cette rencontre.

D'autre part, il est reproché à M. Karl I Bond, originaire du Shaba et neveu de Moïse Tshombe, d'avoir rencontré en janvier 1977 en Belgique l'ancien ministre des finances de Tshombe, M. Kibwe, qui l'aurait averti — pour qu'il en prévienne le président Mobutu — de l'invasion imminente du Shaba.

Selon l'agence AZAP, rapportant les propos du chef de l'Etat, M. Karl I Bond a « *délibérément tu* » la menace qui pesait sur le Shaba, se bornant à indiquer au président que M. Kibwe avait demandé « *son pardon et la restitution d'une ferme* ».

Par ailleurs, le chef traditionnel des Lunda, ethnie dominante au Shaba (ancien Katanga), a été arrêté et également accusé de « *haute trahison* », dans l'affaire du Shaba.

[M. Karl I Bond, dont la destitution et l'arrestation ont causé, selon l'A.F.P., une vive surprise dans les milieux diplomatiques de Kinshasa, avait été présenté à plusieurs reprises comme un successeur éventuel du président Mobutu. Il avait commencé sa carrière diplomatique en 1964 comme chargé d'affaires à Bruxelles et avait représenté le Zaïre à l'ONU de 1966 à 1973. Nommé à cette date commissaire d'Etat aux affaires étrangères, il avait quitté, en février 1974, la direction de la diplomatie zaïroise pour diriger le bureau politique du Mouvement populaire de la révolution, puis repris, en février 1976, le portefeuille des affaires étrangères. Le 23 février 1977, il devenait l'un des deux vice-présidents du conseil tout en conservant ses fonctions précédentes.]

EUROPE

Irlande du Nord

LA « MARCHE DES APPRENTIS » A LONDONDERRY

« Souvenez-vous de 1690 ! »

De notre envoyé spécial

Belfast. — Où, quand et comment les républicains de l'IRA provisoire allaient-ils répondre à la brève visite de la reine d'Angleterre, la semaine dernière, en Irlande du Nord ?

Serait-ce le samedi 13 août, à Londonderry, lors du 288e anniversaire du siège de la ville par les troupes de Jacques II ? La « marche des apprentis » qui défendirent la cité commémore chaque année l'événement. D'importants renforts de police avaient été amenés, et le calme étrange et oppressant qui régnait samedi matin dans toute la ville ne laissait rien présager de bon. Mais les catholiques du quartier du Bogside n'ont pas bougé. Le défilé s'est déroulé normalement sur un parcours de 5 kilomètres dans le secteur protestant, situé de part et d'autre de la rivière Foyle.

Une procession avec bannières, tambours, flûtes et cornemuses. Plus de dix mille personnes venues de toute l'Irlande du Nord, d'Ecosse, d'Angleterre, près d'une centaine d'orchestres, des costumes colorés, des kilts, et les « apprentis » avec leur écusson sur lequel est écrit : « *No surrender club. Remember 1690* » (Le club de ceux qui ne se rendent pas Souvenez-vous de 1690). Les « apprentis », jeunes aux bras tatoués et aux cheveux longs, adultes aux joues rougies par le grand air, portant autour du cou une large écharpe grenat brodée d'or. La plupart défilent en gants blancs, chapeau melon, leur parapluie à la main. Certains portent des sabres. Ils avancent au pas cadencé, raides. Les tambours-majors des formations musicales rivalisent dans l'art de lancer et de rattraper leur canne à pommeau. En tête du cortège, bien protégé par des policiers vêtus de gilet pare-balles, postés tous les 2 mètres, le pasteur Ian Paisley, leader des « loyalistes ». Le quartier catholique, le Bogside, à l'entrée duquel on peut lire en lettres capitales noires sur un mur blanc entouré de grillage : « *Vous entrez dans Derry libre* » — souvenir de l'été 1969, — sommeille. Dans William Street, à proximité d'un des nombreux petits blockhaus qui séparent les zones protestante et catholique, et que l'on franchit après une fouille minutieuse, deux cents jeunes ont, en fin d'après-midi, lancé des pierres et des bouteilles en direction des militaires. Les soldats britanniques ont riposté en tirant des projectiles de matière plastique. Quatre manifestants ont été blessés au cours de ces affrontements qui ont duré jusque dans la soirée ; cinq autres ont été interpellés. Ce sera le seul véritable incident de la journée.

Le matin, lors de la cérémonie protestante à la cathédrale, le doyen de Londonderry avait déclaré : « *La presse du monde entier est venue cette semaine en Irlande du Nord, mais pas pour voir des signes de bonne volonté et de paix. Ce qu'elle cherchait, c'était une « réaction », une confrontation. Remercions Dieu qu'elle n'ait pas trouvé ce qu'elle espérait.* »

Les « provos » sont effectivement restés chez eux. Comment expliquer cette décision ? Les forces de l'ordre étaient sans doute trop importantes et Londonderry est peut-être fatiguée de la violence.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Chypre

M. Kyprianou assumera les fonctions de président jusqu'aux élections de février prochain

Nicosie *(A.F.P.)*. — M. Spyros Kyprianou, chef du parti démocratique chypriote grec, assumera les fonctions de président de la République de Chypre jusqu'aux élections de février 1978. Les partis politiques chypriotes grecs ont en effet décidé soit de de soutenir M. Kyprianou, président par intérim depuis la mort de Mgr Makarios le 3 août dernier, soit de ne pas lui opposer de candidat aux élections présidentielles complémentaires qui se dérouleront le 10 septembre prochain.

Le parti communiste Akel, le parti socialiste Edek, M. Tassos Papadopoulos, négociateur chypriote grec aux négociations intercommunautaires, et les puissants syndicats agricoles de Chypre ont décidé d'appuyer la candidature de M. Kyprianou aux élections du 10 septembre.

De son côté, M. Glafcos Cleridès, chef du Rassemblement démocratique (droite), sans appuyer la candidature de M. Kyprianou, a décidé, le samedi 13 août, « *de ne pas poser sa candidature aux élections complémentaires, mais de mettre l'accent sur la préparation des élections de février 1978* ».

En dépit des nombreuses consultations de ces derniers jours, de sérieuses divergences demeurent entre d'une part M. Cleridès et, d'autre part, MM. Kyprianou, Ezechias Papaioannou (Akel) et Vassos Lyssaridès (Edek). Ces divergences ne portent pas tant sur la personne de M. Kyprianou que sur la politique que ce dernier appliquera.

Sans exclure, en septembre, un nouveau recours de Chypre aux Nations unies, qui serait appuyé sans réserve par les trois autres partis, M. Cleridès est plutôt favorable à un règlement du problème de Chypre « *dans un cadre bilatéral* ». Il préfère encourager « *des initiatives nouvelles de la part des Etats-Unis et des pays membres de la Communauté économique européenne, afin de persuader la Turquie de faire preuve de modération et de raison dans l'affaire de Chypre* ».

D'autre part, M. Cleridès n'est pas favorable à la convocation d'une conférence internationale chargée de trouver une solution au problème de Chypre. Une telle conférence a été proposée par l'Union soviétique, approuvée en principe par le gouvernement chypriote, et elle est appuyée par les partis socialiste, démocratique et communiste.

M. Kyprianou a affirmé pour sa part qu'il « *suivra fidèlement la politique du président Makarios dans tous les domaines.* »

A travers le monde

Irlande du Nord

● A L'OCCASION DU HUITIEME ANNIVERSAIRE de l'arrivée des troupes britanniques en Irlande du Nord, le *Times*, de Londres, publie lundi 15 août le bilan de huit années de combats dans la province, selon les chiffres que l'armée lui a communiqués. Pendant cette période, deux cent soixante et onze soldats ont été tués et trois mille vingt-cinq blessés (au moins quatre jours d'hôpital). Seize des soldats tués étaient membres de la brigade anti-bombes. Il y a eu soixante-seize tués parmi les membres de l'Ulster Defence Regiment (armée auxiliaire recrutée localement).

Italie

● LE PRESIDENT DU CONSEIL ITALIEN, M. GIULIO ANDREOTTI, rencontrera M. Helmut Schmidt, le chancelier ouest-allemand, le 19 août prochain à Vérone. La situation économique des deux pays sera au centre des conversations. Rome craint qu'un éventuel ralentissement de l'activité industrielle allemande ne se répercute en Italie. MM. Andreotti et Schmidt devraient également aborder le thème de l'élargissement de la C.E.E. — *(Corresp.)*

Roumanie

● M. CEAUSESCU a reçu, samedi 13 août, dans la station balnéaire de Neptune, au bord de la mer Noire, M. Giancarlo Pajetta, chargé des questions de politique étrangère dans le P.C. italien. Cet entretien intervient après la brève visite du chef du parti et de l'Etat roumain en Crimée pour rencontrer M. Brejnev, au lendemain d'un voyage éclair à Bucarest de M. Santiago Carrillo, chef du P.C. espagnol. — *(A.F.P.)*

LES MANIFESTATIONS DU WEEK-END

Corse

A Furiani, huit mille personnes acclament un homme du maquis

De notre envoyé spécial

Bastia. — Edmond Simeoni vient d'achever son discours programme, qui pas duré moins de trois heures, en invitant la jeunesse corse à « *ne pas se cantonner dans le dilettantisme, à ne pas succomber à un gauchisme infantile, à ne pas se satisfaire d'une agressivité inutile* ». Une dernière mise en garde : « *Rentrez calmement chez vous. Rien ne doit ternir cette journée historique.* »

Bousculades, chuchotements, flottements sur le podium où sont rangés les vingt et un membres du bureau politique du mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse (U.P.C.). Soudain, comme un diable sorti de sa boite, Max Simeoni apparaît ; il y a près d'un an depuis le dynamitage de la cave Cohen Skalli, le 22 août dernier, que le frère d'Edmond court le maquis. Délire dans l'assistance : les drapeaux blancs aux têtes de Maure s'agitent en tous sens, les conques marines se mettent à mugir.

Ses amis lui avaient déconseillé de venir ainsi hors programme. Max n'en a pas tenu compte. « *J'ai cru de mon devoir, et sous ma seule responsabilité, d'être aujourd'hui parmi vous*, explique-t-il. *J'ai voulu prendre un petit risque sans aucun esprit de provocation.* » Il évoque brièvement la possibilité de se constituer prisonnier. Edmond s'inquiète : « *Ça va faire des salades* » ; il contraint son frère à lâcher le micro et à filer à l'anglaise. Cet impromptu aura duré à peine cinq minutes.

Une *messa nustrale*, c'est-à-dire en langue corse une messe « *à la mode de chez nous* », avait ouvert, le dimanche matin 14 août, le grand rassemblement populaire de Furiani organisé par l'U.P.C. L'abbé Sauveur Casanova, archiprêtre de Bastia, officie malgré les récriminations de quelques-uns de ses collègues qui lui ont reproché de servir de faire-valoir à un mouvement politique.

Lorsque, en début d'après-midi, sous le double chapiteau du cirque Robba, au chevet du stade de Furiani, haut lieu du football insulaire, le profane succède au sacré, la foule des grands jours est là : plus de huit mille personnes. Jamais rassemblement autonomiste n'avait mobilisé autant de monde. On se souvient de quelque cinq mille participants à Corte, il y a deux ans, à la veille du drame d'Aleria. Ce n'est peut-être pas la démonstration de force qui aurait permis tous les espoirs, mais du moins est-ce un honnête succès.

Derrière les stands des militants, de jolies filles vendent la bonne parole autonomiste et toutes sortes de gadgets frappés de la tête de Maure. Beaucoup de jeunes sur les gradins. Beaucoup de Corses du continent.

Au milieu de la foule, quelques « élus de progrès », selon la terminologie autonomiste. En vacances dans l'île de beauté, l'amiral Antoine Sanguinetti est au rendez-vous de Furiani. Il se dira « *agréablement surpris* » par les propos d'Edmond Simeoni et « *d'accord avec lui sur l'essentiel de son analyse* ». A son avis, « *le problème qui se pose aujourd'hui à la Corse par rapport à la France se posera demain à la France par rapport à l'Europe* ».

La loi du retour

Edmond Simeoni se fait attendre. On demande au micro deux motocyclistes pour escorter sa voiture, qui, paraît-il, est prise dans un embouteillage monstre. Pour créer le climat, un responsable de l'U.P.C. lit des télégrammes des Corses de la diaspora, d'Etampes aussi bien que de Porto-Rico. L'hymne « national » *U Colombu* retentit lorsque le leader autonomiste — chemise noire et complet bleu — monte à la tribune. Les bras levés, il sourit de satisfaction, d'émotion aussi. Il aime son île, et son île le lui rend bien.

En préambule, Edmond Simeoni s'excuse de parler français. Efficacité et courtoisie obligent : la presse nationale et internationale est là. Pendant deux bonnes heures, il va ausculter le passé de la Corse pour y découvrir « *la permanence granitique d'un sentiment national* » et constater « *son inaptitude chronique à l'unité* ». Au terme de ce cours d'histoire, il en vient à dresser un quasi-constat de faillite.

S'il n'hésite pas à s'attaquer comme de tradition aux chefs de clan « *vautrés dans la corruption, la prévarication et le népotisme* », il n'en critique pas moins ses compatriotes pour « *leur goût excessif du verbe, de l'intrigue et du faux courage* ».

Le leader autonomiste dénonce ensuite l'action des polices parallèles. « *Barbouzes, nous vous connaissons tous*, lance-t-il. *Vous êtes bagués comme des pigeons.* » Et de citer deux « *fonctionnaires fascistes* », l'un relevant du ministère des armées, l'autre de la préfecture. « *Des noms, des noms* », crient des jeunes. Ils resteront sur leur faim. Edmond Simeoni se contente de préciser : « *Ces traitres-là ne seront pas épargnés.* »

Lorsqu'il se met à interpeller les nationalistes du Front de libération nationale (F.L.N.) — « *Clandestins, qui êtes-vous, je ne vous connais pas, soyez lucides, abandonnez un combat suicidaire* » — des sifflets couvrent sa voix. Manifestement, ce passage déplaît à une partie de l'auditoire, la plus jeune. Il n'en continue pas moins son propos : « *La lutte armée est impossible aujourd'hui. Elle le sera demain. Les actions violentes du F.L.N. hypothèquent gravement l'avenir, réjouissent le pouvoir et lui seul.* » A l'entracte, un étudiant commentera sèchement : « *Il aurait mieux fait de se taire.* »

Une demi-heure pour souffler. On lit un télégramme de soutien des paysans du Larzac. On quête pour alimenter les caisses du mouvement. A la reprise, le leader autonomiste aborde les buts et les moyens de la lutte.

« *Avant un an nous présenterons un projet de statut pour la Corse autonome*, annonce-t-il. *Un projet complet, institutionnel, économique, social et culturel. Dès maintenant nous cherchons à constituer un groupe de personnalités capables de prendre en main le destin de la Corse.* »

Dans ses tiroirs, l'U.P.C. a d'autres projets en réserve. Edmond Simeoni en dévoile certains : le recensement du peuple corse en réponse à celui de l'INSEE ; la création d'une banque de développement avec notamment comme trésor — *du moins*, l'espère-t-il — les quelque 300 milliards d'anciens francs que les insulaires stockent dans les caisses d'épargne ; l'établissement d'un code des investissements, l'étude d'une « loi du retour ».

Quoi qu'il en soit de ces projets, l'insistance avec laquelle Edmond Simeoni a invité son auditoire à faire preuve de maturité aura incommodé plus d'un jeune autonomiste. « *La responsabilité, voilà le maître-mot*, indique-t-il. *Le peuple fera seul la décision. En Corse la force n'a jamais primé le droit et ne le primera jamais.* »

En tout cas, même si Edmond Simeoni s'est employé plus nettement que jamais à dénoncer la violence, il est probable que beaucoup de Corses continueront de faire l'amalgame entre les autonomistes et les indépendantistes, l'U.P.C. et le F.L.N., de critiquer pêle-mêle « *ces fauteurs de troubles* », ceux qui les inspirent et ceux qui les commettent. A cet égard, les propos d'Edmond Simeoni auront moins d'écho dans les villages de la montagne que le récent dynamitage de la station-relais de télévision de Serra-di-Pigno. Après le rassemblement de Furiani, les insulaires n'y voient pas beaucoup plus clair dans leur esprit que sur leur petit écran.

JACQUES DE BARRIN.

Larzac

Les participants occupent symboliquement le terrain militaire

De notre envoyé spécial

Millau. — Il était 15 h. 30, dimanche, lorsque la ferme des Agastous, située sur le terrain militaire du Larzac, au creux d'un léger vallon, a été « enlevée ». Les deux corps de bâtiment ont été rapidement investis, et une dizaine de personnes, montées sur les toits, y plantaient des drapeaux. Cet épisode, symbolique, a été le « sommet » du rassemblement qui, pendant deux jours, samedi et dimanche 13 et 14 août, a fait converger sur le célèbre causse cinquante mille manifestants selon les organisateurs, quinze mille selon la préfecture de Rodez (Aveyron). Aucun incident n'est venu troubler l'oganisation, très au point mise en place par les paysans du Larzac et le Comité millavois de défense du Larzac, qui avaient appelé leurs amis à manifester.

Précédée par une centaine de tracteurs venus des régions avoisinantes, devancée par quinze jeunes militaires en uniforme aux visages dissimulés par des cagoules, une foule aux mains nues surmontée d'étendards noirs, rouges, verts, frappés de la croix languedocienne et partie du « Roquet-Blanc » distant de 4 kilomètres des Agastous — ô surprise ! — occupait, avec les paysans du Larzac, de manière pacifique, un espace acquis par l'armée.

Certes, la marche des contestataires « pacifiques et non violents » *n'avait pas été interdite*, à l'inverse de celle de Malville. Certes, il ne s'agissait que d'une « invasion » momentanée. Mais tout de même ! Ce paysage de thalwegs, de lignes de crêtes, de buttes de tir, avait brusquement changé de propriétaire. Il était devenu « leur ».

La détermination des « 103 »

Des phrases « bien senties » montaient aux lèvres des organisateurs de cette marche aux allures de pèlerinage. « *Là où nous marchons, nous irons moissonner demain* » ; ou encore : « *Cette manifestation est provocante, c'est vrai, mais nous voulons crever l'abcès.* » Comme l'avait déclaré solennellement un agriculteur du plateau en introduction aux meetings tenus samedi 13 août au soir, les « 103 » avaient « *besoin de réaffirmer que le Larzac ce n'est pas fini* »...

Après les deux rassemblements de 1973 et de 1974, les paysans du Larzac et le comité millavois ont voulu rappeler cette année que deux échéances les attendent. D'abord celle de l'expiration de validité de la déclaration d'utilité publique. Celle-ci, qui date du *26 décembre 1972, devient caduque* au bout de cinq ans, c'est-à-dire à la fin de cette année. Il est tout à fait probable que le préfet la reconduira pour cinq nouvelles années par simple arrêté, mais, pour les paysans, cet « anniversaire » donne la mesure de leur résistance.

Ensuite, autre échéance, mais capitale, c'est, bien sûr, celle des prochaines élections législatives. A cet égard, les « 103 » ne laissent planer aucune équivoque. Ils seront toujours là en 1978, « *aussi déterminés qu'auparavant quel que soit le pouvoir en place* ».

Cette intention « pédagogique » et militante des organisateurs du rassemblement devait donner sa tonalité à l'immense caravansérail installé pendant quarante-huit heures sur le causse. Forums et meetings ont eu la part belle, comme à l'accoutumée. Innovation : deux radios « libres » — Radio-Larzac et Radio-93, dont les animateurs viennent de Seine-Saint-Denis — ont émis sur le plateau grâce à de puissants groupes électrogènes.

Pour le reste, les personnalités étaient acceptées, sans plus. M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, resta anonyme. Appuyés par de nombreux groupuscules, les « 103 » entendaient bien ainsi que le Larzac reste le point fort de la contestation écologique de l'été. Mais en même temps, après Malville, ils voulaient dédramatiser cette contestation. Leur affiche, un sabot fiché dans la terre par des racines, en a témoigné éloquemment. « Vivre et travailler au pays », tel était le thème de Larzac 77. Un groupe de douze Bourguignons saluait samedi soir cette « *lutte exemplaire de paysans qui mènent eux-mêmes leur combat* ».

LAURENT GREILSAMER.

Flamanville

Crachin sur une kermesse anti-nucléaire

De notre correspondant

Cherbourg. — Organisée par le comité contre la pollution atomique dans la Hague, avec le concours des vingt-cinq comités anti-nucléaires de la Manche la fête anti-nucléaire de La Hague s'est déroulée dans le calme, samedi 13 et dimanche 14 août, où environ deux mille personnes ont participé à la manifestation.

Dans un herbage prêté par un agriculteur de la commune voisine de Gréville-Hague, en bordure de la route nationale Cherbourg-Anderville, les éconologistes du CRILAN (comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire) avaient dressé, dès le 12 août, un podium, un chapiteau et *une trentaine de stands destinés à* accueillir les comités, organismes, syndicats et partis invités à s'exprimer sur le nucléaire.

Le site de la future centrale de Flamanville se trouve à quelque treize kilomètres de là. Pas question d'organiser une marche « sauvage » vers le chantier, ni même vers l'usine de plutonium située à cinq kilomètres. Qualifiées de « populaires et pacifiques » par les organisateurs, les festivités prévues ont mêlé le folklore normand à la chanson pop et à la danse, le sketch « anar » à la projection de films, et aux débats sur le retraitement des combustibles irradiés, les déchets atomiques et le développement de la lutte anti-nucléaire. Tout cela dans une atmosphère bon enfant. C'est d'ailleurs le reproche que certains manifestants, venus de loin, n'ont pas manqué de faire aux organisateurs en critiquant leur parti pris *de non-violence*.

En attendant, la kermesse anti-nucléaire *n'aura* certainement pas procuré au mouvement d'importantes ressources, malgré les efforts des militants. La participation n'a été, en effet, que de quelques centaines de personnes samedi soir. Environ deux mille le lendemain après-midi, quatre mille selon les organisateurs. Il est vrai que les averses n'ont pas manqué. Les partis politiques, à l'exception du P.S.U. et des mouvements gauchistes, se sont tenus à l'écart (*le Monde* du 13 août).

M. Alex Boivin, nouveau président du CRILAN, a rappelé : « *Nous n'oublions pas que l'usine de La Hague demeure le plus grave danger attaché à l'énergie nucléaire. Nous sommes peut-être loin des sites, mais nous n'avons pas besoin d'être le nez sur le grillage pour réfléchir sur les dangers, sur la société qu'elle nous prépare, et sur les luttes que nous devons mener pour la combattre.* » Dans l'immédiat, le CRILAN va essayer non seulement d'empêcher la construction de la centrale de Flamanville, mais aussi l'extension du centre nucléaire de la Hague.

Pour Flamanville, l'espoir de réoccuper le site par la force, comme *à Pâques dernier, paraît en tout cas* exclu après ce qui s'est passé à Malville. C'est en réunissant les parcelles des agriculteurs touchés par le projet au sein d'un groupement foncier agricole que le comité régional espère reculer l'échéance. Une souscription nationale — comme au Larzac — va être lancée. Mais, pour l'ensemble du problème, et notamment pour le centre de La Hague, c'est sur le débat national, à l'occasion des législatives de 1978 que *le CRILAN compte désormais en* priorité.

RENÉ MOIRAND.

Le troupeau de l'impuissance

Un pré à peine grand comme un terrain de foot et loin d'être plein : vue du ciel, la fête anti-nucléaire de Beaumont-la Hague devait paraître dimanche 14 août une goutte dans la mer. L'avion de tourisme qui épiait le bocage, sans le courage d'avouer sur ses ailes au profit de qui, a pu rassurer la préfecture. Il n'y aurait pas de Malville normand. Force resterait à la loi que quelques technocrates ont dictée aux paysans de Flamanville du haut des maquettes de l'E.D.F.

L'indicateur de police dépêché à la fête même a dû confirmer ces bonnes nouvelles. Pas un monsieur à cravate ni un seul décoré, autant dire personne de poids : rien que des 2 CV branlantes, des chevelus, des zozos grattant la guitare, rêvant d'éolienne, mâchonnant de la crêpe de sarrazin sous le crachin. Tout juste quelques prots en famille, le contingent habituel de gauchistes vendeurs de brochures *et une poignée de militants* C.F.D.T., aphones à force de bonne volonté : bref, la marge de la marge.

Seuls les paysans du cru, reconnaissables au chaume de leurs cheveux, proposent du solide : au moins retarder l'opération en refusant collectivement de vendre les terrains guignés par l'E.D.F. (1). Mais les autres participants n'expriment que déboire et perplexité. Rien n'a empêché Malville ni Gravelines ; les travailleurs ne pensent qu'au chômage ; le légalisme paralyse les plus résolus. Seules les villes administrées par des ministres échappent, comme par hasard, au quadrillage nucléaire.

Le pouvoir peut donc envoyer les bulldozers et les grenades. *Les brebis bêleront à peine.* Mais il faut savoir que dimanche à la Hague, sous l'avion de la préfecture victorieux mais étranger comme un occupant, ce troupeau de l'impuissance rassemblait plus d'intelligence, d'amour, de pureté que tous les conseils malicieux du gouvernement, et finalement plus d'avenir parce qu'il est attentif aux seules lois qui veillent, celles de la *nature.* — B.P.-D.

(1) On peut souscrire à partir de 100 francs des parts au Groupement foncier agricole auprès de Me Lerouvillois, notaire à Flamanville

POLITIQUE

A propos du régime des suppléants

M. François Mitterrand relève « l'insolence de M. Chirac à l'égard du président de la République »

Dans une interview diffusée dimanche soir 14 août par TF 1, M. François Mitterrand, évoquant le refus opposé par M. Jacques Chirac au projet de réforme du statut des suppléants que M. Giscard d'Estaing souhaitait voir adopter avant les élections sénatoriales (*le Monde* du 11 août), a notamment déclaré : « *Je pense que cela révèle d'abord un état de désagrégation de la majorité que l'on tente de dissimuler, dans les médias notamment, mais qui n'en est pas moins très réel. On a mis l'accent depuis quelque temps sur les controverses de la gauche, mais en réalité celles de la droite sont, si je puis le dire, pires. Mais elles sont camouflées.* » (...)

Le premier secrétaire du parti socialiste a ensuite donné son point de vue sur le déroulement des négociations pré-électorales entre les principales formations de la majorité : « *M. Chirac l'a emporté sur toute la ligne. Du moment qu'on lui cède, on se demande pourquoi il se plaindrait. Il n'y aura pas de candidature unique de la droite au premier tour, c'est ce que demandait M. Chirac. Il n'y aura pas de programme commun de la droite, c'est ce que demandait M. Chirac. Alors, naturellement, cela se passe bien autour de lui lorsqu'il s'agit simplement de s'incliner devant sa volonté.* »

M. François Mitterrand a ajouté : « *Et voilà que l'affaire des suppléants, affaire mineure, bien entendu, révèle plus encore que le reste, sur le plan psychologique, la capacité de refus, je dirais même d'insolence, de M. Chirac à l'égard du président de la République, qui déclarait il y a peu de temps que cette réforme lui paraissait nécessaire. Il est important qu'on le sache, cette affaire est donc le révélateur des graves disputes internes de la droite.*

» *A cet égard, je pense que le rôle des dirigeants de la gauche est surtout de mettre l'accent sur les choses importantes. Et pour moi, ce qui est important, ce ne sont pas les disputes de la droite, pas davantage celles de la gauche, c'est la situation réelle des Français, notamment sur le plan économique et social. Quand on connaîtra, et nous nous chargerons de le faire connaître pendant les mois qui viennent, l'état de délabrement de l'économie française et la situation difficile de millions de Français, en raison de la carence de la politique gouvernementale de la droite, alors on se rendra compte que c'est là l'essentiel.* »

Le leader de la gauche a poursuivi, à propos des travaux d'actualisation du programme commun : « *Qu'il y ait divergences, c'est normal. Qu'elles soient débattues en public, c'est normal aussi. Seulement, il ne faut pas en rajouter. C'est rendre un service à la droite que d'ajouter aux divergences et au débat public l'agressivité. Il faut montrer aux Français, parce que c'est possible, que la gauche est en mesure de gouverner et de gouverner sur un programme. A quoi bon employer le ton de la mauvaise humeur, le ton de l'accusation ou le ton du procès d'intention ? Moi, en tout cas, je m'y refuse, et j'inviterai les socialistes à respecter l'opinion publique française en donnant toujours au débat de la gauche la dignité nécessaire.* »

Interrogé sur le point de savoir si la gauche parviendrait à surmonter ses divergences, M. François Mitterrand a répondu, en conclusion : « *Je l'espère, j'y travaille. Il y a eu les réunions du comité des quinze, pendant le mois de juin et le mois de juillet, et c'est fini. Nous disposons maintenant d'un bon document. Il conviendra sans autre intermédiaire que ce que l'on appelle la réunion « au sommet » qui aura lieu, je le pense, en septembre, puisse définitivement conclure l'actualisation du programme commun.* »

Au colloque de La Canée

FRATERNITÉ ET LUTTE DES CLASSES

(De notre envoyé spécial.)

La Canée. — Intitulé « Socialisme et culture », le séminaire qui a réuni, du 11 au 15 août, à l'académie orthodoxe de La Canée, en Crète, à l'initiative de Mikis Theodorakis, une trentaine de responsables politiques et d'intellectuels, en majorité grecs et français — parmi lesquels M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., — a surtout porté sur la question des libertés en régime socialiste. M. Ilias Iliou, président du parti de la gauche démocratique (EDA), a abordé ce thème dès l'ouverture du colloque en dénonçant, dans le cours d'un exposé sur « Socialisme et civilisation », la violation des accords d'Helsinki dans les pays de l'Est.

Parallèlement, M. Roger Garaudy, ancien membre du bureau politique du P.C.F., tentait d'engager un autre débat portant sur les rapports entre christianisme et marxisme, mais aussi sur la part que les civilisations non européennes pourraient prendre dans la définition d'un nouvel humanisme socialiste.

Dimanche soir, l'écrivain Claude Manceron a mis l'accent sur la pérennité des valeurs de la Révolution française pour les militants socialistes. M. François Mitterrand a pris alors la parole pendant une heure pour critiquer cette conception, qui, selon lui, ne permet pas de définir le socialisme. « *Rien ne se serait fait sans la lutte des classes,* a déclaré notamment le premier secrétaire du P.S. *Et la lutte des classes, mon cher Manceron, ce n'est pas très fraternel.* » Mais, tout en mettant ses auditeurs en garde contre un retour pur et simple à la « démocratie politique » établie par les révolutions libérales, M. Mitterrand a longuement souligné l'importance de cet héritage et critiqué les partisans d'un déterminisme économique simpliste, qui a produit, a-t-il dit, la société bureaucratique et technocratique des pays de l'Est. — P. J.

LE PRÉSIDENT DU R.P.R. SOULIGNE L'« UNITÉ PROFONDE » DE LA MAJORITÉ

M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., a déclaré, dimanche 14 août, dans une interview à Sud-Radio :

« *La majorité, si elle connaît des difficultés, manifeste actuellement une unité tout à fait complète et profonde au-delà des divergences de forme plus que de fond. Il y a une adhésion commune au même principe de société, de liberté, de solidarité et de responsabilité. A l'inverse, l'opposition reste divisée sur des problèmes fondamentaux, même si elle donne une impression d'unité de façade. (...) Le parti communiste aura raison grâce à l'appui de son syndicat et les socialistes reculeront.* »

M. EDGAR FAURE PRÉCONISE UNE ENTENTE ENTRE MAJORITÉ ET OPPOSITION SUR DES OBJECTIFS PRÉCIS

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a préconisé, samedi 13 août, au micro de *France-Inter*, une « *union nationale d'entente entre les partis de la majorité et de l'opposition* » pour trouver des solutions aux problèmes que posent en France la situation économique et l'inflation. Il souhaite qu'il y ait « *accord sur certains objectifs limités ou temporaires d'intérêt national (...) entre toute la majorité d'un côté et toute l'opposition de l'autre. Le bon sens indique,* a-t-il précisé, *que cet accord ne pourrait avoir lieu avant les élections législatives* ».

Un « compromis historique ? »

Dans *l'Express*, daté 15-21 août, M. Edgar Faure envisage un compromis historique avec les communistes, si la majorité gagne aux élections législatives, « *à la manière italienne, sur des propositions d'action et non sur des hommes. Les communistes,* assure-t-il, *on peut travailler avec eux, sur des problèmes concrets* ».

Le président de l'Assemblée nationale déclare dans ce même hebdomadaire : « *J'envisage d'entrer à l'Assemblée européenne. Il faudrait lui donner une compétence, économique et sociale — créer des sociétés européennes, imposer un code aux multinationales, harmoniser les diplômes. Ce n'est pas de la rigolade.* » A la question de savoir s'il est candidat à la présidence de cette Assemblée, M. Edgar Faure répond : « *On pourrait tomber plus mal.* »

● *M. Jacques Douffiagues,* délégué général du parti républicain, chef de la délégation du P.R. aux réunions communes des formations de la majorité, a tracé vendredi 12 août, sur TF 1, un « bilan positif » des travaux engagés par la majorité pour la préparation des élections législatives.

En ce qui concerne le « manifeste », dont le principe a été décidé lors de la réunion du 10 août, le délégué du P.R. espère que sa rédaction définitive, « *qui sera,* a-t-il précisé, *un travail commun* », pourra être terminée en septembre.

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA JEUDI CHEZ LES AGRICULTEURS DE LA MEUSE

M. Giscard d'Estaing fera, le jeudi 18 août, dans le département de la Meuse, en compagnie de MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, et Jacques Blanc, secrétaire d'État à l'agriculture, un voyage consacré aux problèmes agricoles.

Le président de la République doit notamment visiter une usine de traitement de produits laitiers et une coopérative, avant de présider à Bras-sur-Meuse une réunion de travail à laquelle participeront les présidents des principales organisations professionnelles nationales.

MORT DE Mme CARDOT ANCIENNE VICE-PRÉSIDENTE DU SÉNAT

Nous apprenons le décès de Mme Marie-Hélène Cardot, ancienne vice-présidente du Sénat, survenu à Plombières-les-Bains (Vosges).

[Née le 14 juillet 1899 à Tétaigne (Ardennes), Marie-Hélène Cardot avait poursuivi l'action, dans la Résistance, de son mari, Ernest Cardot, assassiné en 1943 par un faux résistant. En 1945, elle avait été élue conseiller général du canton de Mouzon (Ardennes), mandat dont elle n'avait pas sollicité le renouvellement lors des élections cantonales de mars 1976. Entrée au conseil municipal de Douzy, après la guerre, Marie-Hélène Cardot en avait été le maire jusqu'aux élections municipales de mars dernier, auxquelles elle ne s'était pas représentée. Membre du premier Conseil de la République (1946-1948), Marie-Hélène Cardot a représenté le département des Ardennes au Sénat de 1948 à 1971, date à laquelle elle avait renoncé à faire acte de candidature. Marie-Hélène Cardot, qui avait adhéré au M.R.P. puis au Centre démocrate, avait été vice-présidente du Sénat de 1959 à 1968.

Elle avait joué au Palais du Luxembourg un rôle important, se spécialisant dans les questions relatives à la famille et à l'enfance.]

ATTENTAT EN POLYNÉSIE AU COURS DE LA VISITE DE M. STIRN

A l'issue de la visite officielle de quatre jours qu'il vient d'effectuer en Polynésie française, M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM a évoqué, dimanche 14 août, au cours d'une conférence de presse la « confiance » manifestée par la population polynésienne à l'égard de la métropole. Interrogé sur l'explosion d'une charge de dynamite, dans la nuit de vendredi à samedi, sur le chantier d'agrandissement de la poste centrale de Papeete, M. Olivier Stirn a affirmé : « *Je ne crois pas que cet acte soit de nature à altérer la confiance que j'ai constatée. Je crois que ce type d'actions fera baisser l'influence des groupuscules indépendantistes, qui représentent 2 % des voix du territoire.* »

M. Francis Sanford, vice-président du conseil de gouvernement, a déclaré : « *Cet attentat qui survient au moment où le problème du statut est réglé est ridicule.* »

● *M. Jacques Chaban-Delmas* a annoncé, samedi 13 août, à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil municipal de Bordeaux, dont il est maire, qu'il accepte l'éventualité de laisser la présidence de la communauté urbaine à M. Michel Sainte-Marie, député socialiste, maire de Mérignac (*le Monde* du 13 août). En revanche, l'ancien premier ministre demande qu'une charte communautaire soit signée et que les sièges du conseil de la communauté soient également répartis entre la majorité et la gauche, soit trente-cinq pour chaque tendance.

● *Le Conseil de Paris* est convoqué dimanche 4 septembre, à 9 heures, pour désigner les deux mille deux cent soixante-deux « grands électeurs » qui, associés aux conseillers et aux députés de la capitale, éliront le 25 septembre prochain les douze sénateurs de Paris (soit au total deux mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf électeurs).

RAPATRIÉS

● *M. Jacques Dominati, secrétaire d'État auprès du premier ministre,* chargé des problèmes des rapatriés, fera le mois prochain une visite en Haute-Garonne, annonce le Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord. Le RANFRAN précise notamment que M. Jacques Dominati doit se rendre, le vendredi après-midi 9 septembre, à Saint-Gaudens et à Luchon et présider, le samedi 10 septembre, à Toulouse, une réunion publique au cours de laquelle il présentera les grandes lignes du projet de loi d'indemnisation et les dispositions prises par le gouvernement pour aménager les prêts consentis aux rapatriés réinstallés (*le Monde* du 11 août).

RELIGION

PRÊTRES DE CAMPAGNE ET CAMPAGNE SANS PRÊTRES

(Suite de la première page.)

Que faut-il penser du glissement à gauche observé lors des récentes élections municipales, particulièrement sensible dans les régions de tradition chrétienne comme la Bretagne ? L'abbé Camper voit rouge, et son émotion est telle qu'il mélange quelque peu ses métaphores : « *La victoire de la gauche ? Impensable — ce serait tuer la vache aux œufs d'or ! L'union des socialistes et des communistes est contre-nature : Les chrétiens feraient mieux de relire l'encyclique de Pie XI, qui qualifie le communisme d'intrinsèquement pervers.* »

Notre dernière visite en Bretagne fut à Louannec, près de Perros-Guirec, chez l'abbé Loeiz Ar Floc'h, grand spécialiste de la langue bretonne (1). Pour lui, les gains enregistrés par la gauche s'expliquent tout simplement par l'opposition des Bretons au gouvernement central — de quelque tendance qu'il soit. Et de citer une déclaration récente du Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) selon laquelle les forces de gauche représentent « *la seule opposition, pour le moment, au pouvoir en place* ».

Sur le plan religieux, le recteur de Louannec, qui nous reçoit en soutane dans sa belle bibliothèque où les œuvres d'art religieux voisinent avec des œuvres d'érudition en hébreu, grec et breton, est farouchement traditionaliste. Il se plaint, d'une part, du pouvoir excessif des évêques — « *incultes, pour la plupart, philosophiquement et théologiquement, sans parler de leur ignorance du breton* », — dont il conteste les orientations collégiales, et regrette, d'autre part, une mise en application excessive du concile, qui a déconcerté les fidèles. « *Les gens ne tiennent pas à des changements radicaux,* affirme-t-il, *au contraire, ils ont un bon sens conservateur.* »

Président de la commission diocésaine de liturgie en langue bretonne, créée sur son initiative, l'abbé Le Floc'h se vante de célébrer ce qu'il appelle « *une liturgie F.L.B. — c'est-à-dire, en français, latin et breton !* » Existe-t-il, dans cette région, de la sympathie pour les idées exprimées par Mgr Lebebvre ? La réponse est circonspecte.

« *Certains trouvent qu'il a raison sur beaucoup de points,* dit-il. *Les difficultés actuelles ont provoqué un sursaut chez le peuple, une réaction saine chez les paysans, qui en ont assez de la marxisation de l'Eglise, de la démagogie de l'Action catholique, de tous les changements anarchiques. Prenez la formation des futurs prêtres ; si j'avais un candidat sérieux au sacerdoce, je ne l'enverrais pas au séminaire interdiocésain de Rennes, ni à une université catholique. Mais où, alors ? Voilà le drame... Dans le diocèse de Vannes, on a décidé de rouvrir le séminaire diocésain, car il y a une trentaine de jeunes, candidats au sacerdoce qui cherchent une formation sérieuse. C'est encourageant.*

» *Voilà ce qu'il nous faut : des vrais prêtres, formés à l'ancienne. Qu'avons-nous à faire de tous ces « prêtres au travail », qui veulent faire l'andouille en devenant charcutiers ? S'ils veulent travailler, faire de la politique ou courir les filles, qu'ils s'en aillent ! Ceux qui restent feront un travail plus sérieux, même si nous sommes moins nombreux. Si je reste optimiste malgré tout, c'est que je crois que nous avons touché le fond.* »

Plus de prêtres « bonnes à tout faire »

Dans la Mayenne, près de Laval, un petit village de moins de mille habitants a la chance d'avoir encore un curé à demeure, tandis que les communes avoisinantes doivent se contenter de visites passagères. Cinquante-cinq ans, la carrure solide du paysan — son père et son frère sont marchands de grains, un autre frère marchand de bestiaux, — le curé habite seul avec son aide ménagère un ancien « château » de dix-sept pièces, qu'il a essayé, en vain, de donner à la commune en échange d'un logement plus facile à entretenir. Le maire, qui fait partie de la faction anti-cléricale, n'a rien voulu savoir.

En place depuis douze ans, le curé connaît son petit monde sur le bout des doigts. Dans une région agricole assez prospère, la localité s'enorgueillit d'une élite bien fournie en « notables » : cinq vétérinaires, trois marchands de bestiaux, deux assureurs, un médecin, un pharmacien, un notaire... Les méthodes « démocratiques » adoptées par le curé, son refus de faire des visites protocolaires et sa manie de fréquenter les gens simples, les jeunes, les bals, les buvettes, les matches de football — « *on me voit partout où on peut mettre les pieds décemment* », dit-il en souriant, — lui ont valu l'hostilité de plus d'un.

Dédaignant les précautions oratoires, le curé n'a pas peur de défendre ses options, que ce soit en chaire, dans le bulletin ronéoté qu'il produit lui-même chaque semaine ou dans le journal régional dont il est le correspondant. Les gens qui se plaignent de la diminution du nombre de prêtres, note-t-il, se lamentent souvent en raison de la disparition du « service » dont ils profitaient.

« *Le prêtre était devenu un élément de confort — spirituel et social. Il était là pour baptiser, marier, enterrer, dire la messe, faire le catéchisme, passer à la maison pour dire bonjour, bref, pour rassurer et conforter. Les paroissiens avaient leur « fournisseur » à la portée de la main. L'Eglise se décomposait en deux catégories : un cheval de trait pour un millier de passagers dans la voiture ! Le cheval étant, comme il se doit, dans les timons sa vie durant et exclusivement, alors que les passagers montent et descendent de la voiture au gré de leur humeur et de leurs exigences, sans se préoccuper davantage de sa progression.* »

C'est pourquoi, aux yeux de ce prêtre qui se dit lui aussi « *le dernier d'une race qui s'éteint* », la crise des vocations a cela de positif qu'elle fera prendre conscience aux chrétiens que l'Eglise c'est aussi eux, c'est même essentiellement eux. « *Le sacrement de l'ordre,* explique-t-il, *existe pour donner des guides au peuple de Dieu, non pour lui procurer des bonnes à tout faire spirituelles ou des valets toutes mains religieux.* »

Mais, si le rôle des laïcs gagne en importance et en précision, celui du prêtre devient plus flou. Il se pose des questions sur l'efficacité de son ministère. « *Je suis le brave type, le copain,* dit le curé mayennais, *mais cela ne donne rien sur le plan de la pratique ou de la réflexion religieuses. Le témoignage d'amitié que je porte auprès des gens est peut-être un début d'évangélisation, qui sait ? Je ne souffre pas tellement de ne pas voir la moisson, mais je me demande même par moments si seulement je sème... Du point de vue purement humain, je dirais que c'est foutu ! En tant que croyant, en revanche, je pense que l'Eglise est soumise à une période de purification, pénible sans doute mais nécessaire.* »

Dans une autre partie de la Mayenne — plus traditionnellement chrétienne — se poursuit une expérience de prêtres en équipe, associée à la Mission de France : la deuxième à être tentée dans son diocèse par Mgr Paul Carrière, évêque de Laval. Ils sont quatre prêtres à s'occuper de cinq communes (cinq mille habitants). Deux sont permanents, tandis que les deux autres travaillent à plein temps, ce qui est assez exceptionnel à la campagne et mal vu par beaucoup de fidèles.

L'un d'entre eux, qui travaille chez un fabricant de meubles, nous a reçu dans la maison qu'il partage avec ses confrères, dans la petite ville de Cossé-le-Vivien. C'était son jour de congé, seul jour en dehors du dimanche où il peut exercer un ministère plus classique : visite des paroissiens, aumônerie à l'ACO, etc. Il explique son choix ainsi : « *Au départ, je voulais simplement partager la vie des gens, mais très vite j'ai compris qu'il fallait s'engager dans la lutte des travailleurs et je me suis syndiqué il y a dix-huit mois. J'ai choisi le grand commerce parce que beaucoup de gars et de filles de la campagne, sans diplômes y sont exploités. C'est un secteur à éveiller humainement, avant de parler d'évangélisation.* »

Ce qui est clair, c'est que, tout comme le curé précédent, ces prêtres refusent de se cantonner dans l'exercice du culte ou d'essayer de pallier le manque de prêtres en multipliant des « stations-service » des sacrements. Ils commencent à habituer les paroisses à organiser, à tour de rôle, des liturgies sans prêtre et à prendre en main l'organisation de leur propre vie religieuse.

L'équipe de prêtres est-elle la solution de demain pour assurer la présence de l'Eglise dans le monde rural ? Cela paraît peu probable, puisque le clergé de la Mayenne vieillit, comme partout, et les nouvelles vocations sont pratiquement inexistantes. Même la formule des liturgies sans prêtre est qualifiée par l'un des membres de l'équipe comme une « *solution transitoire* », car, poursuit-il, « *on sera obligé, un jour ou l'autre, de conférer le sacerdoce à des laïcs choisis dans et par les communautés chrétiennes — qu'ils soient mariés ou non. Pour moi, du reste, il n'y a aucun problème à ce qu'il y ait des femmes prêtres. Nous représentons une fin de race,* ajoute-t-il, lui aussi. *Nous devons l'accepter et ne pas avoir peur de l'avenir* ».

ALAIN WOODROW.

(1) L'abbé Le Floc'h a publié des traductions du Nouveau Testament et des psaumes en breton, et travaille actuellement à l'Ancien Testament. D'autre part, un recueil de poèmes populaires de la Bretagne, choisis par lui, vient de paraître sous le titre *le Brasier des ancêtres,* en deux volumes, dans la collection « 10-18 ».

Prochain article :

LES ASSEMBLÉES DOMINICALES DE LAÏCS, SOLUTION D'AVENIR ?

par HENRI FESQUET

De plus en plus de salariés

Les entrées dans les centres de formation au ministère presbytéral s'élèvent en moyenne à 160 par an, et on note une stabilisation après l'effondrement des années 1968-1972 : en 1968 il y avait 789 candidats au sacerdoce ; en 1973 : 151 ; en 1974 : 194 ; en 1975 : 155 ; en 1976 : 164. Les ordinations suivent le même rythme : en 1965 : 646 ; en 1974 : 170 ; en 1976 : 136.

En dix ans, le nombre de prêtres en France est passé de 41 000 à 32 000 et, à moins d'un changement spectaculaire de tendance, ils ne seront plus, en l'an 2000, que 10 000. En outre, le vieillissement du clergé s'accentue sans cesse. Les prêtres de vingt-cinq à quarante-cinq ans étaient 50 % en 1950, 25 % en 1970 ; en 1980 ils ne seront que 10 %.

Le diaconat permanent, restauré depuis le concile, peut remplir certaines fonctions comme la prédication, les baptêmes, les enterrements (il n'y a que 45 diacres permanents actuellement en France, où cette solution ne semble guère séduire).

Une chance énorme

Certains refusent de dramatiser, voire d'admettre, cette pénurie de prêtres. Dans le diocèse de Laval, par exemple, il y a 275 prêtres en activité (100 en milieu urbain, 175 en milieu rural). « Quel parti politique ou syndicat disposerait d'un aussi grand nombre de « militants à plein temps » pour une population de 252 000 habitants ? » nous a déclaré un responsable diocésain.

De plus en plus de prêtres encore en activité commencent à aider les laïcs à assumer leurs responsabilités, en refusant d'être des « bonnes à tout faire » et en choisissant, notamment, de prendre un travail salarié. Les motivations sont très variées : nécessité de subvenir à des besoins matériels, désir de partager la vie des gens, souci d'apostolat auprès des exploités et des plus pauvres, mais le résultat est le même : on porte atteinte au cléricalisme en rendant floue la frontière entre des prêtres qui partagent de plus en plus d'aspects de la vie des hommes et des laïcs qui prennent en charge progressivement les formes extérieures de leur vie religieuse.

Dans le diocèse de Laval, par exemple, où le « salaire » mensuel du prêtre varie entre 1 200 et 1 500 francs, vingt-sept prêtres ont choisi de travailler à plein temps et nombreux sont ceux, surtout dans les régions rurales, qui ont trouvé un emploi à temps partiel : élevage de lapins, assurances, journalisme, etc. Paradoxalement, moins les prêtres sont nombreux, plus ils cherchent à s'intégrer à la condition « séculière », et, inversement, plus les laïcs sont amenés, bon gré mal gré, à se soucier de l'avenir d'une Eglise dont ils se découvrent, étonnés, responsables à part entière.

PAUL VI S'INQUIÉTERAIT DU SORT DES JEUNES PRÊTRES D'ÉCONE

Cité du Vatican (*A.F.P.*). — Confirmant la rupture du dialogue entre Paul VI et Mgr Lefebvre (*le Monde*, du 12 août), *l'Osservatore Romano* a publié, samedi 13 août, un éditorial estimant que « *ce n'est vraiment plus la peine de poursuivre des discussions stériles, et à la longue monotones, sur Mgr Lefebvre* ».

Il vaut mieux, selon le journal, se préoccuper des jeunes prêtres ordonnés par le prélat traditionaliste à Ecône. Soulignant l'inquiétude de Paul VI sur leur sort, l'éditorial ajoute : « *Si l'on en juge par leurs déclarations, il s'agirait de jeunes poussés au fanatisme par une aventure qui les dépasse (...). La responsabilité de Mgr Lefebvre est immense.* »

SOCIÉTÉ

Tribune internationale

L'Europe des femmes

SOCIÉTÉ

Tribune internationale

L'Europe des femmes

par LILIANE THORN-PETIT (*)

LE Conseil de l'Europe vient — enfin — de recommander à ses membres des mesures visant à réduire l'inégalité entre hommes et femmes dans le domaine professionnel et de la vie familiale (1).

Dans l'ensemble de la Communauté européenne, 35 millions de femmes ont une occupation salariée ou indépendante. Dans l'emploi total, elles représentent de 35 à 40 % dans la plupart des pays membres (autour de 25 % seulement aux Pays-Bas, en Italie et en Irlande). Dans les services de la C.E.E. cependant, les femmes sont pratiquement absentes des grades supérieurs (0 % pour le A1, 1,55 % pour le A2, 0,29 % pour le A3, 2,64 % pour le A4, mais entre 76 et 83 % pour les grades C !). Il n'y en a aucune au conseil des ministres ou à la commission. Et la crainte de la « frivolité » a même conduit à écarter depuis quelques années les épouses des hommes politiques de tous les « sommets » et réunions de travail des Neuf...

Une telle situation n'est-elle pas paradoxale alors que, dans un pays comme l'Italie, deux gouvernements sont tombés récemment sur des questions dites « féminines » — le divorce et l'avortement ?

Si l'Europe n'est pas encore saisie par le féminisme, sa partie méridionale est bel et bien secouée par des tempêtes féministes, par une subversion brutale qui, à peine éclose, désoriente les partis politiques traditionnels, y compris le P.C., puisqu'elle se situe délibérément en dehors de tous les groupements politiques et même de la lutte des classes. La bourgeoise, voire la capitaliste, se sent tout autant concernée par la plupart des problèmes féminins que l'ouvrière ou la paysanne. Le divorce, l'avortement, le planning familial, la valorisation du travail, si ingrat et fastidieux, de la ménagère, le recyclage des mères une fois que les enfants ont atteint l'âge de se « débrouiller seuls », la mise en place de toute une infrastructure d'appui logistique à la mère de famille — telle l'organisation de l'aide familiale, de crèches, de crédits d'heures ou du baby-sitting, de la garde des malades, — ce sont là autant de questions auxquelles l'on doit et peut trouver des solutions sur le plan européen : ne serait-ce pas le meilleur moyen, non seulement de démystifier, mais de dépolitiser certains problèmes particulièrement sensibles, pour ne pas dire explosifs, dans certains pays ?

UNE seule et unique fois, une référence féminine apparaît dans le texte du traité de Rome : dans l'article 119, qui porte sur l'égalité des salaires masculins et féminins.

Vingt ans après, les femmes européennes sont loin d'avoir obtenu satisfaction : l'écart entre les salaires est de 20 à 50 % dans les pays industrialisés, suivant une étude du B.I.T., pour la même durée de travail, et ce malgré une communication et une proposition de directive adoptée par le conseil des ministres européen du 17 décembre 1974. Si d'autre part on rencontre ici ou là quelques « femmes alibi » à des postes de responsabilité, elles demeurent l'exception. Les femmes sont nombreuses dans les emplois les moins qualifiés et partant les moins bien payés.

Deux raisons expliquent ce phénomène : en premier lieu, encore et toujours l'éducation, et plus encore la formation des femmes, qui reste insuffisante pour l'exercice d'un métier ou d'une profession. L'influence du mariage, et surtout de la maternité, sur le déroulement de la vie professionnelle de la femme est négative, dans la mesure où elle se trouve presque toujours conduite de ce fait à l'exercice de ce qu'il faut bien appeler un double métier. Les difficultés économiques que traversent actuellement les pays de la C.E.E. et le chômage persistant rendent encore plus aléatoire la satisfaction des revendications féminines et fournissent un bon prétexte à ceux qui veulent reporter à plus tard les mesures nécessaires pour réaliser la pleine égalité, notamment dans les domaines de l'orientation et de la formation professionnelles, de la réadaptation et des conditions de travail.

LES obstacles qui empêchent les femmes de prendre de plus grandes responsabilités professionnelles sont les mêmes que ceux qui les empêchent de participer à une vie politique active, d'aider à remodeler la société. D'après une récente enquête (1976) des services de la C.E.E. auprès d'un tiers de leur personnel féminin (soit mille quatre cent quarante-deux personnes), le manque de motivation politique de la femme est dû, pour 73 %, au système éducatif et culturel ; pour 62 % aux contraintes familiales ; pour 39 % à l'attitude psychologique des militants masculins ; pour 35 % à la discrimination au sein de l'appareil dirigeant des partis politiques.

La vie politique européenne ne deviendrait certes pas automatiquement idéale le jour où la proportion des femmes serait la même aux postes de commande qu'au sein de l'électorat, mais elle ne saurait être plus mauvaise ! Si nous prenons un problème comme celui de la qualité de la vie, qui ne peut être résolu que dans un cadre européen, il devrait trouver une dimension féminine grâce à la participation des femmes aux schémas directeurs. Mais le fait qu'elles ne soient consultées à ce propos à aucun stade du processus européen ajoute à toutes les raisons qu'elles ont de n'être pas sensibilisées à l'égard de l'Europe.

LES femmes représentent plus de la moitié de la population de la C.E.E. Plus de la moitié aussi des électeurs qui désigneront, l'année prochaine, leurs députés au Parlement européen... Mais si l'Europe est devenue une réalité, un cadre de vie pour les agriculteurs, les commerçants, les industriels à la rigueur, elle n'a pas réussi à s'imposer aux ouvriers, encore moins aux employés, aux fonctionnaires, à certains indépendants ; elle est restée, pour les femmes — comme pour les jeunes, — une inconnue. Il faut bien dire qu'elle n'a que très peu d'incidences sur leur vie quotidienne, celle des ménagères et mères de famille, qu'elle n'a pas encore su — ou pu — pénétrer dans les masses.

C'est le signe révélateur d'un grand échec, d'une grande faillite de l'Europe. La C.E.E. est devenue une affaire de législateurs, d'experts, de stratèges, bref, de technocrates. On a transformé des institutions européennes en ce « jeu de perles de verre » dont parlait Hermann Hesse, hautement spécialisé sinon ésotérique, où seuls les initiés on tle droit de cogiter et d'œuvrer. L'Europe est restée un idéal, un beau rêve, un pari exaltant, mais elle ne sera réalité que le jour où elle aura pris la dimension de tous ses citoyens et citoyennes et où elle aura su les motiver pour un acte de foi, plus important que jamais. Peut-on exprimer ce vœu à une année des élections européennes, qui pourraient changer — en bien ou en mal — ce visage d'une Europe qui ne reste féminine... qu'aux yeux de la mythologie ?

(*) Présidente d'honneur de l'Association luxembourgeoise des journalistes.

(1) *Le Monde* daté 14-15 août.

● *Overdose à Mulhouse.* — Un jeune toxicomane, âgé de vingt-cinq ans, M. Jean-Michel Sigmann, a été trouvé mort, samedi 13 août, à Mulhouse, dans l'appartement de sa mère. Il a succombé à l'absorption d'une trop forte dose, non de drogue dure, mais d'un produit pharmaceutique de substitution, un analgésique très puissant.

● *Protestation du M.R.A.P.* — « *Le gouvernement a lancé depuis le début de l'année une grande offensive pour liquider les organisations africaines qui exercent leur activité en France* », estime dans un communiqué le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P). « *Il leur enjoint de se soumettre au statut défini par le décret-loi de 1939, ce qui revient à remettre en cause la plupart de leurs libertés acquises. Le mardi 9 août, les autorités sont passées aux actes en déclarant nulle la section lilloise de l'UNEC (Union nationale des étudiants du Cameroun) et en lui enjoignant de liquider immédiatement ses biens* », déclare le M.R.A.P qui « *proteste vigoureusement contre une mesure qui est contraire à l'esprit de la loi contre le racisme de 1972 et qui porte atteinte à des libertés acquises.* »

SPORTS

ATHLÉTISME

Suprématie des deux Allemagnes en Coupe d'Europe

Le stade olympique d'Helsinki, haut lieu de l'athlétisme européen, a été, durant deux journées, samedi 13 et dimanche 14 août, « théâtre d'une apothéose et d'une décadence.

L'apothéose, c'est celle des athlètes allemands, qu'ils soient de l'Est (huit victoires) ou de l'Ouest (cinq victoires). La décadence, c'est celle des Soviétiques, qui ne terminent qu'à la troisième place (deux victoires) de cette Coupe d'Europe, qu'ils remportèrent à trois reprises depuis sa création en 1965 : cruel retournement pour les spectateurs finlandais — ils étaient quarante mille — qui avaient assisté dans ce même stade, aux Jeux de 1952, à la révélation des athlètes de l'U.R.S.S., engagés dans la première compétition olympique de l'après-guerre. Si les Allemands bénéficient, de chaque côté de leur frontière, d'un entraînement rationnel, et surtout de cette émulation dans l'effort que provoquent les performances de leurs chefs de file, les Soviétiques accusent en revanche le désarroi d'une équipe qui ne compte plus, au moins dans les courses, ces individualités, du type Kuts naguère ou de Borzov jusqu'à hier, qui ont fait leur renommée.

Derrière les géants allemands et le colosse soviétique chancelant, c'est encore et toujours la Grande-Bretagne, dernier bastion de l'amateurisme intégral, qui tire le mieux son épingle du jeu, enlevant les deux plus belles victoires individuelles : le 1 500 m, gagné par Ovett, et le 5 000 m, remporté par Rose.

Un résultat convenable

Les Finlandais, hôtes et héros de ces lieux il n'y a pas si longtemps — la statue de Nurmi orne l'entrée du stade et Lasse Viren, quadruple champion olympique, était dans les tribunes, — n'ont gagné que l'épreuve du disque, se classant à la sixième place, derrière la Pologne et devant les Français.

La France dont l'équipe est à 40 % antillaise, devance l'Italie, ce qui est, somme toute, un résultat convenable. Individuellement, Rousseau, au saut en longueur, nous aura valu une première place, tandis que Demarthon et Marajo se classaient troisièmes, respectivement au 400 mètres et au 800 mètres, ce qui incite néanmoins à la mélancolie quand on évoque les luttes au finish où s'illustrèrent sur cette même piste Mimoun et Jazy.

Deux champions de la R.D.A. auront dominé ces deux journées (dont la deuxième se déroula en partie sous l'orage) : le sprinter Eugen Ray, vingt ans, 1,85 m., 79 kg, un athlète puissamment musclé, modèle américain, qui par deux fois, au 100 mètres et au 200 mètres, éclipsa l'Italien Mennea et mit fin au règne de Borzov ; le sauteur en hauteur Beilschmidt qui frôla le record *mondial du Soviétique Yachenko*, échouant de peu à 2,34 mètres.

L'équipe féminine a confirmé au-delà de toutes prévisions, la supériorité écrasante des Allemandes (11 victoires sur 15), ponctuée par deux records du monde (Karin Rossley au 400 mètres haies et Rosemarie Ackerman au saut en hauteur).

Voici donc les deux Allemagnes qualifiées pour la Coupe du monde, qui doit se disputer du 2 au 4 septembre à Düsseldorf. La troisième équipe, dite équipe d'Europe, comprenant les meilleures individualités d'Helsinki, sera désignée ce lundi 15 août.

VOILE

Septième victoire de la Grande-Bretagne dans l'Admiral's Cup

Pour la septième fois en onze rencontres la Grande-Bretagne a gagné l'Admiral's Cup, championnat du monde de la course en haute mer. Depuis la fin de juillet, dix-*neuf nations se sont mesurées*, avec trois bateaux chacune, dans cinq épreuves dont la dernière et la plus importante était la course du Fastnet (605 milles) qui provoque presque toujours des surprises. L'indolence des vents a porté, cette année, la durée de l'épreuve à cinq jours et demi pour les plus rapides. Plusieurs équipages *avaient institué un rationnement* de l'eau douce et des vivres.

Depuis 1963 on n'avait jamais autant flâné. En 1953, il est vrai, un des concurrents avait mis quinze jours pour accomplir le parcours. Quant au record du Fastnet, il est détenu depuis 1971 avec trois jours et sept heures par *American-Eagle*.

Dans toutes les épreuves de l'Admiral's Cup, l'équipe britannique a obtenu des résultats réguliers avec *Moonshine, Yeomen* et *Marionette*. Ayant obtenu 1 130 points, elle précède de 46 points les États-Unis dont l'un des voiliers, *Bay-Bea*, a subi une pénalisation de 44 points dans une des régates du Solent. Comme on le voit, la partie était très serrée entre les deux favoris de la compétition. Et, tandis que, chez les Américains, *Scaramouche* s'attardait dans le Fastnet, leur troisième représentant, *Imp*, confirmait sa supériorité. Ce voilier en aluminium de 12,20 mètres s'est montré devant *Moonshine*, le meilleur des cinquante-sept concurrents de l'Admiral's Cup après avoir, au début de cette année, dominé ses concurrents dans les épreuves du SORC (South Ocean Racing Circuit).

Ce succès renouvelé ne demeurera pas sans lendemain. Le chantier finlandais Nautor, l'un des plus importants d'Europe, qui, depuis plus de dix ans, livre en série dans le monde entier ses Swan en plastique, toujours dessinés par l'Américain Stephens, innove en préparant un Swan 39 qui ressemblera comme un frère à *Imp* et sera naturellement, comme lui, conçu par Ron Holland, jeune architecte néo-zélandais établi en Irlande.

Les Français en progrès

Bien que nettement distancé par les deux grands de la voile, Hong-Kong prend une troisième place flatteuse ; son équipe comprenait en particulier *La Pantera*, un Peterson identique au *Moonshine* anglais. La République fédérale d'Allemagne, qui avait gagné la coupe en 1973, termine quatrième, en s'appuyant sur le très bon *Champagne* (Peterson), et devance de très peu l'Italie.

La sixième place de la France est honorable et marque un progrès (huitième en 1973 et dixième en 1975). *Révolution* a déçu en ne terminant que vingt-sixième dans le Fastnet, loin derrière *Emeraude*, douzième, mais précédant largement *Alexandro*, trente-septième. L'Australie victorieuse en 1967, septième cette année, déçoit, tout comme l'Irlande, huitième, qui alignait trois Ron Holland, dont le beau *Big-Apple*.

Les deux équipes qui faisaient leurs débuts dans l'Admiral's Cup ferment *la marche : le Japon est dix-huitième* et la Pologne dix-neuvième.

YVES ANDRÉ.

AUTOMOBILISME

L'Australien Alan Jones devance Niki Lauda au Grand Prix d'Autriche

L'Autrichien Niki Lauda n'aime toujours pas la pluie et les pistes glissantes. Dimanche 14 août, dans le Grand Prix d'Autriche, il a montré encore une fois en début d'épreuve qu'il n'avait pas réussi à surmonter ses appréhensions. S'il s'est classé deuxième à 20 secondes du vainqueur, l'inattendu *Australien Alan Jones* (Shadow), c'est qu'au fur et à mesure que le grand prix se déroulait, la piste, en séchant, avait retrouvé l'essentiel de ses qualités d'adhérence. Lauda n'a pas oublié son accident survenu il y a un an, au Nurburgring, précisément dans des conditions comparables. Il avait plu juste avant le départ et, par endroits, le circuit détrempé était un piège pour les pilotes. C'est dans une zone humide que Niki Lauda avait perdu le contrôle de sa Ferrari, qui avait percuté un talus, puis un rail de sécurité, avant de prendre feu.

De toute évidence Lauda a gardé, sinon un complexe, du moins une prévention marquée pour les circuits glissants. S'il est sûr qu'il a retrouvé ses réflexes, toutes ses qualités de metteur au point et son goût de la victoire, il semble qu'il soit toujours pénalisé par ce handicap. Il a en tout cas réagi à Zeltweg comme il y a dix mois au Japon. Ce jour-là, la piste du mont Fuji était détrempée et Lauda avait volontairement abandonné dès le deuxième tour. Il renonçait, en agissant ainsi, à conserver son titre de champion du monde.

En Autriche, Lauda s'est laissé dépasser en début de course, évitant de prendre le moindre risque, mais il a progressivement refait son retard dès qu'il s'est rendu compte que le danger était moins grand. Sur la fin, la deuxième place assurée, Lauda a choisi une course tactique, c'est-à-dire de garder sa position. Il ne servait à rien de s'exposer pour essayer de rattraper Jones, qui n'est en aucune façon dangereux pour le championnat de monde. Jones était même le vainqueur que pouvait souhaiter Lauda, dans la mesure où les points qu'il *marquait n'étaient plus* à prendre par d'autres.

La preuve est cependant faite que Lauda reste vulnérable sur un point, et qu'il n'est pas tout à fait redevenu le pilote qu'il était avant son accident. Le Grand Prix d'Autriche a bien arrangé ses affaires pour la conquête du titre mondial. Ses principaux adversaires, Scheckter, Andretti, Hunt, ont été contraints à l'abandon, et Lauda, avec sa deuxième place, compte désormais 16 points d'avance sur Scheckter, 22 points sur Andretti et 32 points sur Hunt. C'est un écart important, et il faudrait beaucoup de pluie et de circuits glissants dans les cinq dernières épreuves pour que Scheckter, Andretti ou Hunt *conservent* une *chance* raisonnable de le menacer.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE FINALE

100 mètres. — 1. Ray (R.D.A.), 10 sec. 12 ; 2. Mennea (It.), 10 sec. 29. ; 3. Borzov (U.R.S.S.), 10 sec. 33 ; ... 5. Sainte-Rose (Fr.), 10 sec. 52.

200 mètres. — 1. Ray (R.D.A.), 20 sec. 86 ; 2. Borzov (U.R.S.S.), 21 sec. 10 ; 3. Bennett (G.-B.), 21 sec. 27 ; ... 5. Arame (Fr.), 21 sec. 48.

400 mètres. — 1. Herrmann (R.F.A.), 45 sec. 92 ; 2. Podlas (Pol.), 46 sec. ; 3. Demarthon (Fr.), 46 sec. 38.

800 mètres. — 1. Wuelbeck (R.F.A.), 1 min. 47 sec. 21 ; 2. Beyer (R.D.A.), 1 min 47 sec. 29 ; 3. Marajo (Fr.), 1 min. 47 sec 49.

1 500 mètres. — 1. Ovett (G.-B.), 3 min. 44 sec. 94 ; 2. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 45 sec. 38 ; 3. Paunonen (Fin.), 3 min. 45 sec. 8 ; ... 5. F. Gonzalès (Fr.), 3 min. 46 sec. 56.

5 000 mètres. — 1. Rose (G.-B.), 13 min. 27 sec. 84 ; 2. Sellik (U.R.S.S.), 13 min. 29 sec. 20 ; 3. Fleschen (R.F.A.), 13 min. 29 sec. 44 ; ... 6. Boxberger (Fr.), 13 min 45 sec. 50.

10 000 mètres. — 1. Peter (R.D.A.), 27 min. 55 sec. 50 ; 2. Uhleman (R.F.A.), 27 min. 58 sec. 79 ; 3. Moisev (U.R.S.S.), 28 min. 3 sec. 60 ; ... 7. Gomez (Fr.), 28 min. 15 sec. 66.

110 mètres haies. — 1. Munkel (R.D.A.), 13 sec. 37 ; 2. Pusty (Pol.), 13 sec. 60 ; 3. Perevertsev (U.R.S.S.), 13 sec. 63 ; ... 7. Sellier (Fr.), 14 sec. 57.

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 27 sec. 87 ; 2. Baumgartl (R.D.A.), 8 min. 31 sec. 53 ; 3. Kantanen (Fin.), 8 min. 33 sec. 27 ; ... 8. Gauthier (Fr.), 9 min. 12 sec. 9.

4 × 100 mètres. — 1. R.D.A., 38 sec. 84 ; 2. U.R.S.S., 39 sec. 27 ; 3. Pologne, 39 sec. 38 ; ... 6. France 40 sec. 6.

4 × 400 mètres. — 1. R.F.A., 3 min. 2 sec. 66 ; 2. R.D.A., 3 min. 3 sec. 23 ; 3. Pologne, 3 min. 3 sec. 83 ; ... 5. France, 3 min. 5 sec. 22.

Hauteur. — 1. Beilschmidt (R.D.A.), 2 m 31 ; 2. Wszola (Pol.), 2 m 28 ; 3. Grigoriev (U.R.S.S.), 2 m 20 ; ... 6 Poaniewa (Fr.), 2 m 11.

Longueur. — 1. Rousseau (Fr.), 8 m 05 ; 2. Podluzni (U.R.S.S.), 7 m 94 ; 3. Mitchell (G.-B.), 7 m 94.

Triple saut. — 1. Piskoulin (U.R.S.S.), 17 m. 09 ; 2. Kukaarvi (Fin.), 16 m 32 ; 3. Biskupski (Pol.), 16 m 19 ; ... 5. Lamitié (Fr.), 16 m 07.

Perche. — 1. Kozakiewicz (Pol.), 5 m 60 ; 2. Kalliomaki (Fin.), 5 m 35 ; ; Lohre (G.-B.), 5 m 30 ; ... 5. Belot (Fr.), 5 m 25.

Poids. — 1. Beyer (R.D.A.), 21 m 65 ; 2. Stahlberg (Fin.), 20 m 90 ; 3. Reichenbach (R.F.A.), 20 m 42 ; ... 8. Beer (Fr.), 18 m 07.

Marteau. — 1. Riehm (R.F.A.), 75 m 90 ; 2. Sachse (R.D.A.), 74 m 60 ; 3. Sedykh (U.R.S.S.), 73 m 60 ; ... 7. Suriray (Fr.), 66 m 12.

Disque. — 1. Tuokko (Fin.), 67 m 06 ; 2. Schmidt (R.D.A.), 66 m 86 ; 3. Vikor (U.R.S.S.), 61 m 50 ; ... 7. Piette (Fr.), 57 m 08.

Javelot. — 1. Grebnev (U.R.S.S.), 87 m 18 ; 2. Hovinnen (Fin.), 84 m 06 ; 3. Bielczyk (Pol.), 79 m 62 ; ... 6 Lutui (Fr.), 74 m 42.

Classement. — 1. R.D.A., 123 pts ; 2. R.F.A., 110 ; 3. U.R.S.S., 99 ; 4 Grande-Bretagne, 93 ; 5. Pologne, 91 ; 6. Finlande, 82 ; 7. France, 68 ; 8. Italie, 52.

Chez les dames, la R.D.A. (114 pts) s'est imposée devant l'U.R.S.S. (93 pts), la Grande-Bretagne (67 pts), la R.F.A. (67 pts), la Pologne (57 pts), la Roumanie (54 pts), la Bulgarie (52 pts) et la Finlande (35 pts).

Deux records du monde ont été battus par les Allemandes de l'Est sur 400 mètres haies par Karin Rossley (55 sec. 63) et au saut en hauteur par Rose-Marie Ackermann (1 m 97).

Automobilisme

GRAND PRIX D'AUTRICHE

1. Jones (Shadow), les 54 tours en 1 h. 37 min. 16 sec. 49/100 (moyenne 197,94 km-h.) ; 2. Lauda (Ferrari), à 20 sec. ; 3. Stuck (Brabham), à 34 sec. ; 4. Reuteman (Ferrari), à 35 sec.

Classement provisoire du championnat du monde. — 1. Lauda, 54 pts ; 2. Scheckter, 38 ; 3. Reutemann, 34 ; 4. Andretti, 32 ; 5. Hunt, 22 ; 6. Nilsson, 20 ; 7. Mass, 17.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (première journée)

GROUPE A

*Arles b. Besançon	1-0
*Alès b. Avignon	3-2
*Martigues b. Toulouse	5-0
*Cannes b. Toulon	3-2
*Chaumont b. Fontainebleau	2-1
*Saint-Dié et Ajaccio	2-2
Auxerre b. *Melun	2-0
Epinal b. *Haguenau	1-0
Angers b. *Béziers	1-0

GROUPE B

*Lille b. Guingamp	2-0
Gueugnon b. *Brest	2-0
*Rennes et Dunkerque	1-1
*Boulogne b. Paris F.-C.	2-1
*Red Star b. Poissy	3-1
*Lucé et Châteauroux	0-0
*Tours b. Limoges	2-0
*Angoulême et Nœux	1-1
*Caen et Quimper	1-1

Hippisme

Le Prix de la municipalité de Deauville, retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par Luna Reale, *suivie de* San Talino *et de* Blue Vermillon. *La combinaison gagnante est 7-3-4.*

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ANGLETERRE

250 cm3. — 1. Ballington (Afr. Sud) (Yamaha), 43 min. 37 sec. 08 (moy. 167,52 km-h) ; 2. Nannini (Ven.) (Yamaha), 43 min. 39 sec. 55 ; 3. Saul (France) (Yamaha), 43 min.

Classement final du championnat du monde. — 1. M. Lega (It.), 85 pts ; 2. F. Uncini (It.), 72 ; 3. W. Villa (It.), 67.

350 cm3. — 1. Ballington (Afr. Sud) (Yamaha), 45 min. 32 sec. 10 (moy. 172,8 km-h.) ; 2. Chevallier (Fr.) (Yamaha), 45 min. 48 sec. 41 ; 3. Williams (G.-B.) (Yamaha), 45 41 sec. 93.

Classement final du championnat du monde. — 1. K.T. Katayama (Jap.), 85 pts ; 2. T. Herron (Irl), 56 ; 3. J. Ekejold (Afr. Sud), 54 ; 4 M. Rougerie (Fr.), 50.

500 cm3. — 1. Hennen (E.-U.) (Suzuki), 45 min. 31 sec. 96 (moy. 172,9 km-h.) ; 2. Baker (E.-U.) (Yamaha), 46 min. 13 sec. 55 ; 3. Lansivuori (Fin.) (Suzuki), 46 min. 34 sec. 75.

Classement final du championnat du monde. — 1. B. Sheene (G.-B.), 107 pts ; 2. S. Baker (E.-U.), 80 ; 3. P. Hennen (E.-U.), 67 ; 4. J. Cecotto (Ven.), 50 ; 5. S. Parrish (G.-B.), 39 ; 6 ex aequo, G. Agostini (It.) et G. Bonera (It.), 37.

Tennis

L'Espagnol Manuel Orantes a gagné le championnat des États-Unis sur terre battue en battant en finale l'Américain Jimmy Connors 6-1, 6-3. L'Espagnol avait déjà gagné ce titre en 1973 et 1975.

Voile

ADMIRAL'S CUP

1. Angleterre, 1 130 pts ; 2. États-Unis, 1 084 ; 3. Hongkong, 921 ; 4. Allemagne de l'Ouest, 877 ; 5. Italie, 871 ; 6. France, 795 ; 7. Australie, 782 ; 8. Espagne, 779 ; 9. Irlande, 778 ; 10. Argentine, 747.

COUPE DE L'AMERICA

« Australia » a gagné sa troisième régate des demi-finales en battant « France-I » de 8 mn. 54 sec. « Gretel-II » a obtenu sa deuxième victoire contre « Sverige » qui a cassé son mât.

COURSE DE « L'AURORE »

Classement général. — 1. Gabinet, « Rallye », 247 h 1' 26" ; 2. Morvan, « Saumon P.C. », 247 h. 59' 26" ; 3. Malinovsky, « Roumec Delouvrier », 248 h 16' 38" ; 4. Elies, « Morbic IV », 248 h 56' 30" ; 5. Lunven « Equinoxe », 250 h 49' 44".

CHAMPIONNAT DU MONDE DES 505

Classement général. — 1 Coclough-Brown (G.-B.), 6 pts ; 2. Bixby-Tuttle (E.-U.), 37 pts ; 3. Taylor-Honey (E.-U.), 40,7 ; 4. Kirwood-Kirwood (E.-U.), 48 ; 5 Bonet-Jolly (Fr.), 57,1.

Volley-ball

L'Union soviétique a gagné le championnat d'Europe juniors féminin en battant en finale la Tchécoslovaquie par 3 sets à 2.

ÉCHECS

Tournoi des candidats

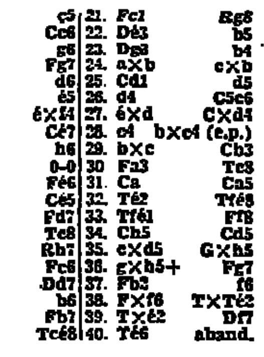
SPASSKY GAGNE LA TREIZIÈME PARTIE

Genève (*A.F.P.*). — Le Soviétique Boris Spassky a gagné dimanche la treizième partie de la demi-finale du Tournoi des prétendants au titre mondial d'échecs qui l'oppose au Hongrois Lajos Portisch.

Le joueur soviétique, qui a remporté la victoire au quarantième coup, mène actuellement par 7 points à 6.

TOURNOI DES CANDIDATS (treizième partie)

Blancs : SPASSKY
Noirs : PORTISCH



	Blancs	Noirs		Blancs	Noirs
1.	é4	ç5	21.	Fc1	Rg8
2.	Ce3	Cc6	22.	Dé3	b5
3.	g3	g6	23.	Dg3	b4
4.	Fg2	Fg7	24.	a×b	c×b
5.	d3	d6	25.	Cd1	d5
6.	f4	é5	26.	d4	C5c6
7.	Ch3	é×f4	27.	é×d	C×d4
8.	F×f4	Cé7	28.	c4	b×c4 (e.p.)
9.	0-0	h6	29.	b×c	Cb3
10.	Tb1	0-0	30	Fa3	Tc8
11.	a3	Fé6	31.	Ca	Ca5
12.	Fé3	Cé5	32.	Té2	Tfé8
13.	Cf4	Fd7	33.	Tfé1	Ff8
14.	Rh1	Tc8	34.	Ch5	Cd5
15.	Dd2	Rh7	35.	c×d5	G×h5
16.	h3	Fc6	36.	g×h5+	Fg7
17.	g4	Dd7	37.	Fb2	f6
18.	Tf2	b6	38.	F×f6	T×Té2
19.	Tbf1	Fb7	39.	T×é2	Df7
20	Dé2	Tcé8	40.	Té6	aband.

Le Monde de L'ÉTÉ

FLIRT

Comment le conquérir ?

COMMENT le conquérir ? Grave question à laquelle le magazine *O.K. !*, un hebdomadaire pour adolescentes du groupe Filipacchi, tente de répondre. Thème de cette enquête en plusieurs épisodes : « *Réussir sentimentalement son été* », « *quelle que soit votre apparence physique* ». A toutes ces questions qui « *angoissent* » ses jeunes lectrices, *O.K. !* a juré dès le premier article d'apporter des « *réponses simples* ».

Tâche ardue. Qu'on en juge : « *En été, est-ce normal de changer de flirt tous les deux ou trois jours ?* » Inquiète : « *Mon flirt est la coqueluche de toute la plage. Il est si bien que toutes les filles tournent autour de lui. Que faire ?* » Prévoyante : « *Il est mécano, moi étudiante. Pour le moment tout va bien, mais en septembre, notre amour va-t-il résister à nos différences sociales ?* » Repentante : « *J'ai honte de flirter sur la plage en maillot. Et d'abord est-ce dangereux ?* »

Les réponses sont autant de recettes « *infaillibles* » pour « *attirer, séduire puis conquérir* » le garçon convoité. S'il n'est pas interdit de « *flirter avec lui dès le premier jour* », il faut néanmoins se mettre dans la tête qu'« *un garçon aime bien se heurter à une petite résistance pour le plaisir de gagner* ». « *Même si, en fait, vous les choisissez autant qu'ils vous choisissent*, souligne doctement *O.K. !*, *laissez-leur leurs chères illusions* ». Sachez-le, « *ils détestent se faire draguer* ».

Ponctuées d'aphorismes du genre « *le langage du cœur est universel* », ces précieuses recommandations se veulent aussi un guide pratique des lieux et occasions dans lesquels il est permis de « *flirter* ». Sont ainsi vivement conseillés : le cinéma lorsque la lumière est éteinte (mais au dernier rang, « *pour ne pas gêner les autres* »), un banc public (mais — pour des raisons obscures — pas le milieu de la rue ni une porte cochère), l'arrière-salle d'un café (à condition de se méfier de l'arrivée impromptu du garçon), etc.

L'amour-toc

Ne sourions pas. Avec une diffusion de deux cent quatre-vingt mille exemplaires, *O.K. !* touche au moins huit cent mille lectrices par semaine. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour constater que de tels articles sont lus avec avidité par les adolescentes auxquelles ils sont destinés. Probablement parce qu'ils donnent à leurs lectrices l'illusion de répondre à leurs préoccupations les plus secrètes, à leurs interrogations les plus intimes.

C'est le domaine de l'amour-toc, le royaume du sentiment-gadget. Mais là n'est peut-être pas l'essentiel. Ce qui frappe surtout, c'est la manière insidieuse, pateline, dont, sous couvert de franchise, *O.K. !* multiplie en fait les interdits. Nos grands-parents se seraient récriés devant la précision des « conseils » ainsi prodigués. Mais peut-on imaginer paradis des amours enfantines plus codifié, plus contraignant, lorsque le parti pris de ne rien taire a finalement pour résultat d'allonger la liste des limites à ne pas franchir, des tabous à ne pas transgresser, sous aucun prétexte?

On imagine l'adolescente ainsi chapitrée, à l'instant de son premier baiser, tentant, malgré l'émotion, de se remémorer les bons conseils d'*O.K. !* : « *Voyons, pas une porte cochère, ni au milieu de la rue. Mais où déjà ? Ah ! oui, sur un banc. Où diable y a-t-il un banc ?* »

BERTRAND LE GENDRE.

Itinéraires

Les Puces à Es-Canar

A Es-Canar, sur la route qui mène d'Ibiza à Santa-Eulalia, il y a foule chaque mercredi, jour du marché. Il faut entrer sur la vaste esplanade où se tient cette foire aux affaires comme on pénètre dans un spectacle. Car Es-Canar, c'est avant tout, une grande scène de théâtre où chacun, marchand et touriste, joue un rôle avec conviction. Dans le dédale de cet immense souk reconstitué pour les estivants, tous trouvent leur compte. Le visiteur repartira des Baléares avec une superbe ceinture indienne ornée d'une boucle en argent ciselé, son vendeur assuré de pouvoir vivre dans quelque ferme isolée de l'arrière-pays... jusqu'au prochain vendredi !

Venant de tous les pays du monde, les jeunes vendeurs de ce marché ont, en effet, choisi de vivre « ailleurs », en marge, dans l'île d'Ibiza ou celle, plus sauvage, de Formentera. De leurs voyages, ils rapportent des chaussures « made in Hong-kong », des chemises de coton tissé dans les Philippines, des pantalons maltais, des bijoux indiens et tibétains, qu'ils proposent chaque mercredi de l'été aux visiteurs d'Es-Canar.

Artistes et artisans

Mais celui-ci n'est pas qu'un marché bon marché, — qui fait concurrence aux boutiques d'Ibiza. Artistes et artisans y présentent également leurs créations : miroirs encastrés dans des cadres de bois frappés et peints, telles des estampes, somptueux colliers de plumes aux nuances subtiles, véritables compositions picturales, vêtements brodés de motifs naïfs, robes en soie peinte à la main aux tons pastels, vestes de velours travaillées façon tapisserie, le tout présenté avec goût et offert avec bonne humeur, au bord de la mer, sous le soleil éclatant des Baléares. Es-Canar, loin de Saint-Ouen et de ses Puces.

EVELITA MOOD.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1975

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

FLANERIES

Montmartre en transparence

MONTMARTRE séduit et pourtant Montmartre saigne, Montmartre est blessé. Rue Norvins, rue des Saules, à hauteur de la rue de l'Abreuvoir, place Emile-Goudeau, des palissades prolongent des pans de mur moribonds derrière lesquels les pelleteuses fouillent le cœur de Montmartre. La seule marque de cette blessure est une toute petite pancarte qui se veut anodine : « Chantier interdit au public. » Pourtant si on lève les yeux on ne peut s'empêcher d'être inquiet : « Construction d'un immeuble de grand standing... » « Permis de construire numéro... » Le Montmartre des peintres serait-il devenu celui du « beau monde » ou des promoteurs ?

En haut de la rue des Saules, à main gauche, c'est toujours le même air d'accordéon qui donne le ton et guide le promeneur montmartrois. Mais quelque chose sonne faux : la musique n'a plus cet air spontané et plaintif qui en faisait la fidèle compagne des affligés ; des rues et des cours, elle s'est réfugiée au cœur des restaurants coûteux et ne sert plus guère que de parure à un exotisme artificiel. Le chanteur de rue ou l'aveugle qui tâtonnait et que l'on guidait sur le pavé ont cédé la place à des rythmes plus mécaniques qui facilitent la digestion en ne touchant plus le cœur. Dans les quelques boutiques de la rue Norvins on est passé du marchand de souvenirs à l'antiquaire.

L'arrivée place du Tertre relève de l'épreuve de force : à la queue leu leu, avec pour unique perspective les épaules du passant qui précède, c'est à grand-peine que l'on pénètre sur cette place, véritable centre touristique de Montmartre. Mais à peine a-t-on pu jeter un coup d'œil circulaire en se hissant sur la pointe des pieds que l'on sent une main sur l'épaule ou que l'on entend une voix douce dans son dos : peintres barbus, dessinateurs moustachus, artistes chauves avec des rouflaquettes abondantes, tout une faune qui vit des traits de votre visage s'agrippe à vous et vous arrête à chaque instant. « Un portrait ? Une silhouette ? pour vous monsieur, pour vous mademoiselle ou madame. »

Le plus agréable est alors de s'asseoir à la terrasse d'un café et de regarder la foule bigarrée qui parcourt en riant la place en circuit fermé. Tirée par la manche, interpellée dans toutes les langues suivant la même phrase type, elle réagit en automate et règle sa démarche selon un rythme lent et immuable : arrêt, bredouillement feint, rire confus, départ hésitant. Les mouvements individuels et contradictoires, multipliés et répétés sans cesse, orchestrés par les couleurs, la musique et les concerts de klaxons, agissent sur les sens et forcent le regard.

Tout place du Tertre est fait pour charmer l'œil et suspendre le jugement : les sollicitations à l'adresse des passants, les petites lampes qui découpent sur les tables dressées de minuscules circonférences lumineuses en maintenant soigneusement les visages des couples dans un halo imprécis et suggestif, le violoniste qui se penche dans un sourire et demande à la compagne un air de son choix, la musique qui, tout à coup, oppresse et fait remonter un curieux sentiment de bien-être, les éclats de rire qui enivrent et dont la fréquence augmente avec la boisson, la sensation délicieuse de se sentir soudain anonyme au milieu de la foule qui oscille. Comment refuser ? Comment s'opposer à cette sorte d'envoûtement ?

Marginal et nocturne

Tout près de là, place du Calvaire, le pittoresque revêt un aspect totalement opposé : niche minuscule délimitée sur sa droite par trois bancs perpendiculaires et un bec de gaz, cet agréable retrait à ciel ouvert surplombe un Paris qui ondule et scintille ; loin des vapeurs de la place du Tertre, il est, à lui seul, un havre de paix pour les amoureux que la vision de la grande ville rapproche délicieusement. En semaine, de paisibles vagabonds, clochards ou autres, ne dédaignent pas s'y arrêter un instant pour manger un morceau ou se désaltérer à leur guise. Mais ce n'est plus le Paris touristique et bruyant, c'est plutôt un Paris marginal et nocturne où les mouvements se font plus lents et mystérieux : avec la tombée de la nuit, Pigalle prend sournoisement possession de la Butte.

Dans les nombreuses impasses ou ruelles adjacentes qui descendent des contreforts de Montmartre vers le boulevard Rochechouart et la place Pigalle, une race patiente à provoquer les tentations s'éveille inlassablement avec le soir. Epousant l'ombre, toute une population tire alors de sa nature « en marge » de la société organisée un caractère de mystère et d'irréalité. Place Charles-Dullin, rue Houdon, rue Germain-Pilon, des êtres bizarres, étrangers nostalgiques, filles compréhensives, se mêlent dans le raccroc obsédant des âmes errantes qui rêvent de volupté et de tendresse.

Tout un fantastique naît alors de la détresse de l'ombre : dans l'obscurité l'absence de repères sensibles inquiète et angoisse plus qu'elle ne stimule l'imagination. Villa Guelma, rue André-Antoine, les promeneurs ne flânent plus, ils rôdent et ces silhouettes mal définies, ces rêves féminins qui naissent, s'épanouissent aussitôt et deviennent cauchemars, hantent la ville dans son furieux tintamarre.

A deux pas, place Pigalle, cacophonie et débauche de lumière règnent en maître : le mugissement des autobus et les pétarades venimeuses des motos sollicitent sans arrêt l'attention. Tout autour, de hautes bâtisses surmontées de réclames lumineuses, de vastes cafés rutilants engendrent un spectacle féerique : regarder devient une nécessité. Des projecteurs bleus, rouges, verts, oranges papillotent, escaladent les étages, courent aux rampes des balcons ou s'embrasent pour s'éteindre aussitôt avant de clignoter à nouveau au faîte des immeubles et des cinémas dans une course folle.

Sur le terre-plein central un homme un peu simple d'esprit court dans tous les sens avec un transistor hurlant glissé dans un sac en plastique. Seule la sirène d'une voiture de police qui démarre en trombe arrive à en atténuer le bruit. A la terrasse du plus luxueux café de l'endroit deux muets s'expliquent en faisant de grands gestes, à quelques pas, un « hercule » confortablement assis dans un siège en osier déboutonne sa chemise devant une prostituée qui passe en riant. Un obèse avec une canne minuscule marche en ondulant, tandis qu'une « Oper Diplomat » vient silencieusement glisser près du trottoir. Plus loin un chauffeur de taxi arrêté au feu rouge plonge la tête dans le moteur en faisant de grands gestes d'impuissance, à côté de lui une prostituée d'un âge respectable chante à tue-tête un air à en faire trembler sa perruque...

PIERRE SCHMIDT.

FEUILLETON N° 31 — 16 AOUT

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Kholawitski, qui s'est aperçu des recherches infructueuses de Skolinski pour découvrir le « signe » qui libérerait le prince de sa folie, décide de suivre celui-ci dans ses escapades nocturnes à travers le château. Il découvre ainsi, au fond d'une aile reculée du bâtiment, le sanctuaire secret du prince Holchanski, un mur sur lequel il écrit des messages désespérés à son fils, qui fut son valet François. A Varsovie, Maya, qui a accepté la proposition de son amie Rose, est de nouveau contactée par la présidente, Mme Halimska.

DEUX jours après la rencontre avec Maliniak et son issue malheureuse, Maya reçut un coup de fil de Mme Halimska, qui lui demandait de venir immédiatement la voir pour une affaire urgente.

La présidente l'embrassa avec attendrissement.

« Ma chérie ! Pardonnez-moi mon énervement d'avant-hier. Ce Maliniak ferait perdre son sang-froid à un saint ! Quel drôle de bonhomme ! Savez-vous ? Il se trouve que je me suis trompée, que nous avions compris de travers... Tout est en bonne voie ! Lisez ! »

Elle lui montra une carte de visite de Maliniak, griffonnée d'une écriture à peine lisible :

« *Madame. Si cette jeune fille est à la recherche d'un emploi, je peux la prendre comme secrétaire. Qu'elle se présente à mon secrétaire entre 4 et 6, à l'hôtel, mercredi.* »

« Mon enfant, fit la présidente, je suis heureuse... Je te félicite ! Tu as décroché le gros lot ! Secrétaire de Maliniak ! C'est une réussite ! Un triomphe qui ouvre devant toi de grandes perspectives ! Et moi qui croyais qu'il ne t'avait pas même remarquée ! Comment te demander pardon, mon enfant ! »

Ce succès inattendu fit également plaisir à Maya. Son orgueil féminin était sauf, surtout à l'égard de Rose et de ses amies, qui avaient appris son échec avec une secrète satisfaction.

Mais elle était perplexe. A quoi bon une secrétaire, s'il avait déjà un secrétaire ?

Mme Halimska accueillit ses réserves en riant :

« Es-tu folle, mon enfant ! C'est un vieillard, tu l'as bien vu ! Sois sûre que s'il y avait l'ombre d'un doute sur ses intentions je ne t'aurais pas proposé d'entrer à son service ! Ah ! Maya, Maya ! Si tu peux occuper un tel emploi en toute confiance chez quelqu'un, c'est bien chez Maliniak. Un vieillard millionnaire et cacochyme, on ne peut rêver personne de plus convenable pour quelqu'un de jeune ! Crois-en mon expérience ! Personne n'y trouverait rien à redire !

— Dans ce cas, que ne prend-il une secrétaire expérimentée !

— Tu ne comprends pas ! Un vieux millionnaire qui a un pied dans la tombe pense aussi à son agrément. Il aime avoir autour de lui fraîcheur et jeunesse — pour des raisons purement esthétiques. Tu lui es nécessaire comme le sont les fleurs. Il serait égoïste de lui refuser ce plaisir, peut-être le dernier qu'il connaîtra dans cette vie.

* * *

A l'hôtel Bristol, le secrétaire personnel de Maliniak, M. Tocki, moitié Polonais, moitié Américain, lui déclara d'emblée qu'il n'avait absolument pas le temps. De fait, une quinzaine de personnes au moins attendaient d'être reçues, et le téléphone ne cessait de sonner. Puis il l'informa qu'elle recevrait, pour le moment, 500 zlotys par mois. Elle devait paraître à 9 heures dans le hall de l'hôtel, tenir compagnie à M. Maliniak pour dîner...

Lorsque Maya s'enquit des obligations qu'elle aurait à remplir, il devint subitement très poli et jeta sur elle un regard suppliant.

« Mademoiselle, s'exclama-t-il à la hâte, votre première et unique obligation sera de ne pas me faire perdre de temps. Ne revenez jamais me trouver, sous aucun prétexte ! »

Et, sans lui laisser le temps de dire un mot, il la reconduisit à la porte en lui serrant très cordialement la main.

A 9 heures précises, Maya, en tenue de soirée, vit sortir de l'ascenseur Maliniak et la dame du café « L'Europe » — sa prétendue nièce.

— sa prétendue nièce.

Celle-ci se présenta plutôt fraîchement à Maya, en soulignant son titre :

« Marquise di Mildi.

— Approche », fit Maliniak à Maya, et, s'appuyant lourdement au bras des deux femmes, il pénétra dans le restaurant. Il prit place dans le fond, commanda aux six garçons qui étaient accourus deux œufs à la coque bien frais et un petit pain. La marquise désirait une pintade.

« A quoi bon ? marmonna-t-il. Mieux vaut une omelette aux petits pois. Avec du pain grillé... »

La marquise se mordit les lèvres.

« Et pour Mademoiselle ? demanda le garçon, voyant qu'on avait complètement oublié Maya.

— Je prendrai peut-être une autre omelette...

— Un instant, un instant ! s'anima Maliniak. Donnez-moi la carte ! »

Et il commanda pour elle un dîner raffiné et copieux.

Maya n'osa pas protester. Elle dut manger tout ce qu'on lui apportait, sous le regard envieux de la marquise affamée. Maliniak ne quittait pas des yeux l'assiette de la jeune fille.

« Encore de ça — il montra du doigt de petites choses exquises. C'est bon, n'est-ce pas ? Que diriez-vous, maintenant, d'un petit verre de vin ?

— Je ne pourrai jamais ! gémit-elle devant une très étrange composition d'ananas et d'une masse de fruits et de chocolat arrosée d'un liquide qui flambait.

— Que signifie ? C'est délicieux. Allons, mangez ! »

« J'ai fini !, lança brusquement Maliniak. Je vous laisse. Demain, veuillez venir à... disons quatre heures. Seulement, faites en sorte d'avoir faim ! Le mieux serait que vous ne déjeuniez pas.

— En quoi doivent consister mes fonctions ? se permit de demander Maya.

— Vos fonctions ? Hm... D'abord, attendre. Vous devez attendre que je vous appelle. Et ensuite, manger. Moi et la marquise, ma nièce, nous aimons qu'on mange bien. Nous verrons à vous trouver d'autres fonctions, si l'occasion se présente. Et maintenant, au revoir. Veuillez aujourd'hui même vous installer à l'hôtel. »

Maya serra les mâchoires.

« Je ne m'installerai pas à l'hôtel. »

Il s'éloignait déjà, appuyé au bras d'un garçon, mais il s'arrêta.

« Comment ? Et pour quelle raison ?

— Parce qu'il n'est pas dans mes intentions d'avoir faim, ni d'attendre, ni, pour tout dire, de rester à votre service.

— Ah bon ! Demandez à Tocki de vous donner 200 zlotis de plus.

— Vous pourriez m'en donner deux cent mille que je ne resterai pas, car vous êtes un mufle ! »

Maliniak ouvrit la bouche. Il ne s'attendait pas à cela. Une profonde satisfaction se peignit sur son visage inerte.

« Bravo ! Excellent ! Vous me plaisez. »

Elle se leva.

« Il me semble, monsieur, fit-elle, que toute discussion est inutile. Je vous ai dit que je ne resterai pas, et je ne resterai pas.

— Vous refusez une situation... chez moi ? »

Elle haussa les épaules et le toisa de telle sorte que Maliniak se sentit un zéro, un rien du tout, un ancien émigré. Il devint rouge ponceau et on aurait pu croire qu'il allait servir à Maya quelque déplaisante grossièreté, lorsqu'il remarqua l'air satisfait de sa nièce.

« Hé ! marquise ! tonna-t-il. Ne te réjouis pas trop ! Elle restera ! »

Il prit le bras de Maya.

« Allons, mon petit, ne nous fâchons pas ! Voyez-vous, je suis un vieil original et un rustre... mais je n'ai plus devant moi beaucoup de temps à vivre. Un mois, peut-être deux... Et je vois qu'avec vous ce n'est pas la même chose ! Allons, pardonnez à un vieillard ! Vous voulez bien, n'est-ce pas ? Il n'est pas facile de trouver quelqu'un comme vous. »

Il la pria si cordialement qu'elle ressentit de la pitié pour lui.

« Bien », dit-elle.

Il eut une violente quinte de toux. Les garçons le portèrent plus qu'ils ne le reconduisirent. La marquise, en partant, tendit à Maya le bout des doigts :

« Vous avez su vous y prendre avec mon oncle. Continuez dans cette voie, et vous pourrez bientôt tirer d'excellents profits de votre désintéressement. Je vous complimente, ma fille !

— Je ne suis pas « votre fille » !

— Oh ! mon Dieu, vous êtes si jeune ! Je ne voulais pas vous blesser. Mon oncle aime beaucoup ces petites créatures qu'il peut monter contre moi. Car je ne sais pas si vous vous êtes rendu compte, dit-elle en appuyant ces mots, que vous avez été engagée spécialement pour me provoquer. Mais ce n'est pas si facile, et au bout d'une semaine il n'y pensera plus. »

La marquise avait tourné le dos sans laisser à la jeune fille le temps de répondre.

* * *

C'est ainsi que Maya entra en fonctions comme secrétaire personnelle de Maliniak. Elle s'installa au Bristol.

Au bout de quelques jours, elle s'acquittait parfaitement de sa tâche, dont l'essentiel consistait effectivement à attendre. On ne savait jamais quand Maliniak allait l'appeler auprès de lui. Comme elle ne tenait pas à rester dans le hall de l'hôtel, elle passait le plus clair de son temps dans sa chambre à ne rien faire. Ce qui lui pesait le plus, c'était de ne pas trouver d'occupation. Elle pensait à Waltchak. Enfin, un groom se présentait : M. Maliniak lui demandait de venir. Maya se rendait auprès de lui sans jamais être sûre de la façon dont elle serait reçue ni de ce qui passerait par la tête de ce riche excentrique.

Maya passait tous ses moments de liberté à errer sans but à travers la ville, à chercher partout un regard, si n'allait pas surgir une tête connue, une nuque, une silhouette familières, si le garçon qui venait de tourner là-bas n'était pas par hasard...

Elle savait qu'on avait refusé Waltchak au club. Mais elle ne connaissait pas son adresse. Elle s'était renseignée au bureau des enregistrements. Rien. Il était d'ailleurs à prévoir qu'il se cacherait.

Peut-être n'était-il plus à Varsovie ?

Elle devenait de plus en plus inquiète. La nuit, il lui apparaissait dans des rêves pénibles, tantôt seul, tantôt en sa compagnie.

(A suivre.)

Le Monde DE L'ÉC…
… AMERICAINE SUR
Les méfaits de l'abondance
La préparatio…
Les rendez-vous de septembre
Deux stratégies

tre en transparence

par Witold Gombrowicz

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'EMPRISE AMÉRICAINE SUR LE MARCHÉ DES CÉRÉALES

Les méfaits de l'abondance

A lire la presse américaine, une grave crise alimentaire menace la planète parce que... les récoltes et les réserves céréalières sont trop abondantes. Afin d'enrayer l'effondrement des cours, l'administration américaine envisage de remettre en place « le système de gel des terres » pour limiter la production, mais elle cherche en même temps à renforcer sa domination sur le marché mondial des céréales.

NOS confrères d'outre-Atlantique, qui ne craignent pas le paradoxe, expliquent que les bonnes moissons de ces deux dernières années ont permis une reconstitution des stocks à leur niveau des années 60 ; que ces stocks ne sont pas des réserves, mais des excédents, qui ont provoqué un effondrement des cours ; que les fermiers, dont la rémunération est désormais insuffisante vont diminuer leur production ; qu'une mauvaise récolte planétaire n'est pas à exclure dans les prochaines années, donc qu'une pénurie plus grave que jamais peut survenir à tout moment. C'est la théorie classique du cycle.

A l'appui de cette démonstration, l'hebdomadaire *Business Week*, qui publie, dans son numéro du 25 juillet, la photo d'un énorme tas de blé, laissé en plein vent dans une rue de Marshall (Oklaoma) faute de place dans les silos, affirme que les cultivateurs du Kansas, du Nebraska et du Texas notamment ont commencé de réduire leurs dépenses, et, en particulier, celles d'achats de matériel, provoquant une mévente grave de machines agricoles.

L'administration Carter se préoccupe également de la situation. Elle envisage de remettre en place le système de « gel des terres », appliqué jusqu'en 1973, afin de réduire les possibilités d'emblavement. Elle tente aussi de prendre place sur le marché chinois, qui est traditionnellement approvisionné par le Canada et l'Australie. Cette esquisse de rivalité commerciale s'explique par le fait que la Chine aurait besoin, au cours des douze prochains mois, de 5 à 6 millions de tonnes et qu'elle n'aurait signé actuellement des contrats que pour 3 millions de tonnes. Bref, l'affaire suscite de nombreux remous en Amérique du Nord, le Congrès en est saisi et les organisations agricoles, championnes du libéralisme économique, redoutent un alourdissement des contrôles administratifs sur les cultivateurs.

Faut-il partager les alarmes de nos confrères américains ? « *Quand les Etats-Unis éternuent...* » L'adage est parfaitement vérifié en matière céréalière. En effet, l'Amérique approvisionne aux deux tiers le marché mondial des céréales ; le marché mondial des céréales vit au rythme de la Bourse de commerce de Chicago ; la Bourse de commerce de Chicago est la principale plateforme des cinq multinationales — dont quatre à dominantes américaines — qui contrôlent 80 % des échanges mondiaux.

On comprend dans ces conditions que les prochaines décisions de Washington en matière d'agriculture auront une influence déterminante sur l'équilibre alimentaire de la planète. On comprend les inquiétudes du directeur général de la F.A.O., M. Edouard Saouma, qui constatait récemment : « *Ni les Etats-Unis ni le Canada n'ont gardé des stocks de céréales dans le but de constituer une réserve pour nourrir le tiers-monde.* »

D'un certain point de vue, on pourrait, en effet, considérer les 90 millions de tonnes de grains (blé, maïs, sorgho, avoine et orge), qui resteront dans les silos nord-américains en fin de campagne, comme des excédents qui encombrent le marché, comme des invendus. De fait, la reconstitution des stocks a provoqué un effondrement des cours mondiaux du blé. De 150 dollars la tonne au début de 1976, ils sont tombés à moins de 30 dollars actuellement. Et les cours du maïs et du soja, qui sont des plantes de substitution, ont suivi la même pente.

Deux stratégies

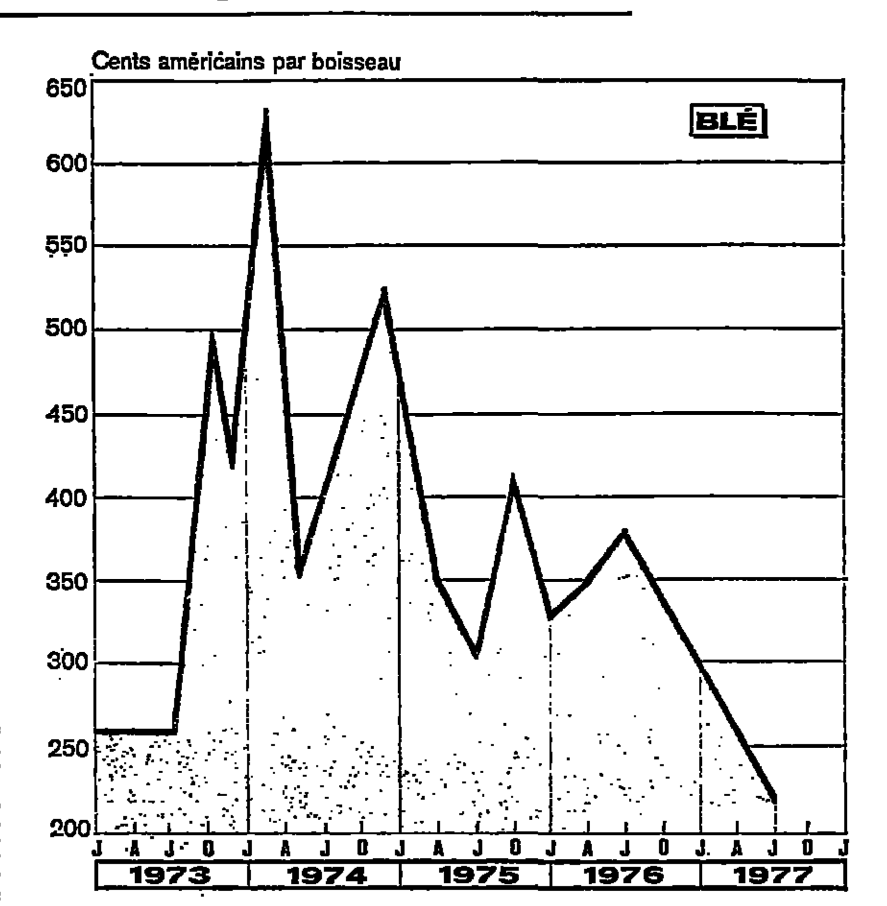
D'un autre côté, on peut estimer que ces réserves, qui représentent moins de 10 % de la consommation mondiale, constituent un minimum de sécurité pour l'équilibre alimentaire de la planète. Certes, le danger d'une disette généralisée dans les pays en voie de développement, qui avait été craint en 1974 lors de la Conférence mondiale de l'alimentation, est écarté. L'Inde, dont les besoins en grains paraissaient insatiables, disposerait actuellement de *18 millions de tonnes de blé et de riz*, dont elle envisagerait d'exporter une partie en raison des difficultés de stockage. Le Pakistan, qui semblait abonné à l'aide alimentaire, n'a pas pris livraison de son contingent. Même au Bangladesh, la situation paraît s'être améliorée après les famines meurtrières de 1974 et 1975.

Toutefois, ces résultats doivent être nuancés, car certaines régions subissent des conditions météorologiques défavorables. Une sécheresse grave frappe depuis plusieurs mois les Caraïbes. En Union soviétique, où la récolte atteindra pourtant un niveau record, il a fallu mobiliser la population de Biélorussie, quatrième région productrice, afin d'éviter que la moisson ne soit gâchée par le mauvais temps. En France même, un « été pourri » compromet les prévisions optimistes du printemps. Pour les mêmes causes, la Pologne devra importer, pour la deuxième année consécutive, 7 millions de tonnes de céréales. Des voyageurs ont remarqué une diminution de la ration alimentaire en Chine, que confirmeraient les intentions d'achat de Pékin à l'Australie et au Canada et les propositions discrètes de Washington.

Bref, l'abondance céréalière globale, momentanément retrouvée, en doit pas faire perdre de vue que la récolte soviétique de céréales peut varier de 165 à 230 millions de tonnes d'une année à l'autre. Autrement dit, il suffit d'une mauvaise moisson en U.R.S.S. pour épuiser les stocks. En outre, dans les pays en voie de développement notamment, la production alimentaire augmente moins rapidement que la consommation. Aussi peut-on prévoir qu'à moyen terme certaines populations, qui consomment actuellement du riz, se tourneront peu à peu vers les céréales des zones tempérées, notamment le blé, dont les marchés deviendront ainsi plus difficiles.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 8.)



PÉCHÉS OUBLIÉS

LES critiques, qui avaient fusé de toutes parts au début de l'année à l'encontre des entreprises publiques, accusées de tous les péchés de la création, se sont tues aussi subitement qu'elles étaient nées. Ni M. Barre, ni M. Fourcade, ni aucun des membres de la majorité n'ont renouvelé des attaques dont le caractère concerté et systématique avait irrité bon nombre de Français très attachés aux entreprises publiques pour ce qu'elles représentent : la sécurité de l'emploi, la garantie du progrès social et souvent aussi du progrès technique et économique.

Le gouvernement s'est-il aperçu qu'il faisait fausse route ou estime-t-il que les divergences entre socialistes et communistes sont suffisantes — notamment sur les nationalisations — pour qu'il ne soit plus utile d'en rajouter ? Toujours est-il que les pouvoirs publics ont abandonné leurs attaques partisanes et parlent maintenant avec sérieux de ces problèmes.

Ce sérieux, on le retrouve dans les déclarations faites par M. Barre au dernier conseil des ministres, même si, sur un certain point, le chef du gouvernement, qui espère un début d'amélioration des comptes des entreprises publiques dès 1977, contredit M. Boulin, qui estimait, il y a deux mois, qu'il n'y aurait pas de progrès cette année, la plupart des firmes devant « *dégager à nouveau des déficits d'exploitation* ».

Après des années de flottement, certaines règles d'action ont été définies : retour à la vérité des prix publics dès que la politique de lutte contre l'inflation aura porté ses fruits ; prise en charge par l'Etat du coût des services imposés aux entreprises nationales ; et, surtout, extinction des féodalités qui ont pu se développer ici ou là, enlevant à l'Etat une partie de son rôle de décideur.

Vieilles idées, dira-t-on, périodiquement remises sur le tapis depuis le rapport Nora, publié en 1967. Sans doute, mais cette fois, le cadre a changé.

Si l'attitude des gouvernements qui se sont succédé depuis dix ans a varié au fil des mois vis-à-vis des entreprises publiques, c'est parce qu'il n'existait pas de continuité dans la politique économique d'ensemble ; que l'inflation s'accélère et rende nécessaire un plan d'austérité et l'on limitait les hausses de tarif ; que les choses aillent mieux et l'on rattrapait le temps perdu par des hausses importantes. Il en va différemment maintenant, tant il et vrai que M. Barre ne pratique pas plus qu'il ne l'apprécie la politique de l'escarpolette. Jusqu'à présent du moins. Et c'est ce qui donne leur valeur à des propos, il est vrai, souvent entendus.

SOCIAL

La préparation de la rentrée

Après avoir reçu en juillet plusieurs dirigeants syndicaux, M. Barre a engagé en août un « tour de France » consacré à la mise en place des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. La C.G.T., de son côté, multiplie les déclarations et les initiatives.

L'évolution des salaires dans le secteur public — les négociations reprendront chez les fonctionnaires dès le 1er septembre — et l'aggravation du chômage seront les préoccupations dominantes de la rentrée sociale ; mais gouvernement et syndicats ont déjà en perspective les élections législatives. Conscients de part et d'autre, au vu de leurs bilans respectifs des huit derniers mois, que leurs moyens d'action sont limités, ils cherchent surtout à occuper le terrain.

C'EST à la « *réponse du berger à la bergère* » que font un peu songer les déclarations respectives de M. Barre et des syndicats. Sans son plan, assure le premier, l'inflation aurait atteint 12 à 13 % fin 1976 et se serait encore accrue cette année. Sans leur combat, affirment les seconds, l'amputation du pouvoir d'achat et le nombre des licenciements auraient été plus lourds. Cependant il n'est personne, dans le monde du travail, à n'être persuadé que tout s'est dégradé depuis un an : salaires, emploi, production industrielle, libertés syndicales. Même si une « conquête sociale » — l'accord patronat-syndicats sur le droit à la pré-retraite à soixante ans — éclaire ce sombre tableau.

Sans doute, depuis l'automne dernier, la combativité des salariés n'a-t-elle pas toujours été conforme aux proclamations des dirigeants ouvriers. Pourtant, le gouvernement et le patronat n'ont guère cessé d'être harcelés : outre les grandes manifestations nationales des 7 octobre et 24 mai et les arrêts de travail dans le secteur public et nationalisé, des conflits se sont prolongés des jours, des semaines, à la Caisse d'Epargne, dans les banques, chez B.S.N.-Gervais-Danone, chez Usinor ou dans la sidérurgie lorraine. Sans parler du *Parisien libéré*.

Quels furent les résultats de ces actions diverses ? Le gouvernement et le patronat n'ont rien lâché sur les principes. Cependant, pour le secteur privé, durant le premier semestre, dans bon nombre de petites et moyennes entreprises — sinon quelques grosses — les salaires ont augmenté de 7 ou 8 %, parfois plus, compte tenu de primes de vacances et de bilan, de reclassements ou d'autres avantages, alors que le C.N.P.F. avait préconisé une hausse égale à l'évolution des prix, soit 5 % selon l'indice officiel pour le premier semestre. « *Il est donc possible de contraindre les employeurs à un recul* », constatent les syndicalistes pour encourager leurs troupes à l'action.

Les rendez-vous de septembre

Les agents du secteur public et nationalisé sont, eux, restés soumis au blocage du pouvoir d'achat. Le gouvernement va-t-il desserrer l'étau à la rentrée, comme M. Barre l'a laissé entendre aussi bien à M. Bergeron (F.O.) qu'à M. Henry (FEN) ? Les conditions dans lesquelles reprendront, dès le début septembre, les négociations dans le secteur public et nationalisé et leur aboutissement auront une influence déterminante sur le climat social des mois qui viennent. D'une part, parce que les propositions gouvernementales seront la pierre de touche de la bonne volonté du pouvoir et auront un effet d'entraînement dans le secteur privé ; d'autre part, parce qu'en cas d'échec les personnels des services publics et assimilés, assurés de la stabilité de leur emploi, sont les plus aptes à pouvoir manifester leur mécontentement par des grèves dures.

Pour les fonctionnaires, électriciens, cheminots, mineurs, etc., la discussion doit porter sur deux points essentiels. D'abord le maintien du pouvoir d'achat comme l'avait promis M. Barre à son arrivée à l'hôtel Matignon. Mais cela n'a pas été le cas, affirment les syndicalistes, car, depuis le 1er janvier, l'application des mécanismes perfectionnés d'échelle mobile qui comportaient des majorations prévisionnelles a été suspendue. Le rattrapage sur les prix ne se fait plus qu'après coup. Le rétablissement d'un système de provision au début de chaque trimestre est la revendication numéro un, même pour ceux qui contestent l'indice officiel des prix. M. Bergeron, fort de ses entretiens avec M. Barre, estime que satisfaction leur sera donnée.

Reste la progression du pouvoir d'achat, admise aussi par le premier ministre dès le lancement de son plan, étant entendu que les petits salariés en bénéficieraient davantage que les gros. Dans sa conception de la lutte contre l'inflation, le gouvernement ne pouvait guère, dès le début de l'année, annoncer en chiffre précis l'importance de cette progression : faible, il aurait été rejeté par les syndicats ; plus substantiel, avec ses incidences sur le secteur privé, il aurait rapidement conduit à un dérapage des salaires.

Il ne sera plus possible, en septembre, de biaiser avec les prévisions économiques. Lors du dernier « tour de piste », en juillet, les directions des entreprises nationales ont proposé des contrats combinant diverses formules, la progression du pouvoir d'achat étant subordonnée à plusieurs indices d'activité économique. Parmi ces paramètres, le gouvernement avait retenu une hausse des prix d'environ 8 % et une augmentation de la production de 3,5 % (alors que, primitivement, les chiffres étaient respectivement de 6,5 et 4,5 %). Dans la meilleure hypothèse, le pouvoir d'achat aurait été amélioré d'environ 1 %. En septembre, M. Barre devra lâcher davantage de lest pour obtenir des signatures de syndicalistes.

L'aggravation du chômage va constituer l'un des autres facteurs primordiaux dans l'équation sociale de la rentrée. Peu soupçonnable d'agiter des épouvantails, M. Bergeron, faisant état des 535 000 personnes actuellement secourues par les Assedic, estime que le nombre des chômeurs va encore s'accroître, indépendamment de la classe d'âge — 700 000 jeunes — qui, théoriquement, va se présenter au seuil de la vie active. De l'application de l'accord sur la pré-retraite volontaire, dont l'un des buts était de dégager des emplois, le secrétaire général de F.O. n'escompte que des résultats limités. Sur 350 000 à 400 000 bénéficiaires en puissance, une centaine de mille, seulement feraient valoir leurs droits. Tous les patrons ne remplaceront pas les partants, et, le voudraient-ils, il n'est pas sûr, dit M. Bergeron, qu'ils trouvent à embaucher des jeunes si le poste offert est peu intéressant ou peu payé. Par exemple, plus de cinquante mille emplois ne trouvent pas preneurs dans les garages, pour la réparation automobile. Et le syndicaliste déplore une fois de plus l'inadéquation entre la formation reçue et les conditions de travail offertes.

A la C.G.T., comme à la C.F.D.T., après s'être félicité des actions qui ont limité ou retardé les vagues de licenciements, on ne se dissimule pas que les compressions de personnel différées ne pourront être finalement écartées puisque « *ni le gouvernement ni le patronat n'ont pris de mesures sérieuses* ».

Les dispositions gouvernementales pour encourager l'embauche des jeunes *sont considérées par les cégétistes* et par les cédétistes comme une opération purement électorale. Et les dirigeants des deux syndicats estiment que dans les semaines qui viennent le gouvernement va subordonner ses choix économiques à un seul critère : leur efficacité politique pour conserver la majorité.

La proximité des « législatives » va, chacun en a conscience, dominer le panorama économique et social. Tantôt elle sera un aiguillon pour les initiatives revendicatives, quand les travailleurs estimeront que le gouvernement cédera plus ou moins pour se concilier les salariés, quitte à se montrer rigoureux pour plaire à d'autres électeurs. Tantôt les syndicats seront soucieux d'éviter des actions dont la dureté se retournerait contre la gauche. Tantôt, encore, l'attentisme prévaudra, les salariés reportant leurs espoirs sur un retournement de majorité.

Cégétistes et cédétistes font les mêmes analyses, avec, quand à l'action à mener, leurs traditionnelles préférences : les premiers pour les vastes mouvements « tous ensemble », les seconds pour les initiatives plus ponctuelles et diversifiées.

Malgré la vigueur du verbe — M. Séguy n'a-t-il pas déjà parlé d'initiative nationale dès la rentrée ? — la circonspection paraît de part et d'autre devoir l'emporter sur les impatiences manifestées ici ou là. M. Barre ne fixera sans doute qu'à la dernière minute la « fourchette » financière des négociations du secteur public et nationalisé, en fonction de la « température » économique et psychologique. Il s'est efforcé, en recevant, durant le mois de juillet, les dirigeants syndicaux « réformistes » (la tâche étant partagée avec le président de la République et plusieurs de ses ministres), d'effacer les fâcheuses impressions laissées par ses propos sur les « *porteurs de pancartes* » et autres aménités. Dans sa dernière interview télévisée du mois de juillet, il s'est gardé de toute allusion agressive à l'égard de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Le ton employé, plutôt que les mots proprement prononcés, exprimait un certain optimisme. De fait, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, n'avait nullement la mine renfrognée en quittant M. Barre. Et M. Charpentié, président de la C.G.C., après son tête-à-tête avec le premier ministre, était visiblement *satisfait* des marques de considération qui lui avaient été témoignées. Cela, même si les promesses gouvernementales vis-à-vis des cadres sont assez vagues, sauf pour le « plafond » de la Sécurité sociale, dont le relèvement sera freiné de façon à protéger les ressources des caisses de retraites. Cet apaisement peut paraître assez mince, pour ramener ou conserver dans le giron majoritaire le milieu socio-professionnel de l'encadrement, dont les voix sont susceptibles de faire pencher la balance électorale d'un côté ou de l'autre.

Tout cela suffira-t-il à ne pas transformer en échec pur et simple sur le plan politique et social ce « demi-échec » auquel M. Barre, avec une modestie feinte ou réelle, déclare s'attendre dans le domaine économique autant qu'à un « demi-succès » ?

JOANINE ROY.

COMMERCE INTERNATIONAL

LA «SAUVAGERIE» DES AUTRES

IL fut pendant longtemps de bon ton de célébrer les vertus de l'ouverture des frontières sur une industrie française qui avait pourtant redouté l'entrée dans le Marché commun. Aujourd'hui, à nouveau, différents secteurs économiques se sentent menacés par une concurrence étrangère qu'avivent les difficultés de l'heure. Dès lors, il est tentant d'accuser les autres de pratiques déloyales plutôt que de tirer la leçon des faits.

La chambre de commerce et d'industrie de Paris apporte de l'eau au moulin des accusateurs, en publiant un document de quatre-vingt-six pages intitulé *La concurrence étrangère et les importations « sauvages »*. L'emploi de cet adjectif, devenu courant, y compris dans le vocabulaire officiel, fait contraste avec le caractère feutré du langage diplomatique. Serait-il surtout à usage interne ?

L'étude constate tout d'abord des évidences. Ainsi, « *le taux moyen de protection douanière de la France a, depuis 1958, baissé plus sensiblement que celui de ses principaux concurrents (R.F.A.)* », ce qui peut apparaître logique dans la mesure où ce taux était plus élevé au départ. De même « *l'institution progressive de systèmes de préférences généralisées depuis 1970 a intensifié la concurrence des pays en voie de développement* », ce qui était prévisible.

Cette concurrence « *est devenue très vive, notamment dans les industries du textile et de l'habillement. Limitée à l'origine aux produits de masse, elle s'exerce aussi actuellement sur des produits à plus forte valeur ajoutée* », ce qui correspond à l'objectif souhaitable d'industrialisation de ces pays.

La Communauté économique européenne est à ce sujet mise en accusation. « *Les réactions communautaires (...) se sont révélées excessivement lentes lorsqu'il y a eu des cas de concurrence anormale ou déloyale : les dossiers anti-dumping aboutissent rarement et avec retard.* » La chambre de commerce reconnaît toutefois que « *les cas de dumping sont difficiles à distinguer* », les avantages de prix pouvant très bien provenir soit de l'utilisation de matières premières bon marché, soit du niveau plus faible des salaires et charges sociales. Il reste alors de condamnables les cas de vente à un prix inférieur ou bien au coût de revient ou bien au prix pratiqué sur le marché intérieur.

L'égalité de concurrence n'existe de toute façon pas, et chaque pays a sa propre conception de l'anormal en fonction de ses intérêts propres. Ainsi la chambre de commerce met en cause les pratiques fiscales de l'Espagne, les facilités de crédit du Japon et de la Norvège pour la construction navale, les « rabais, ristournes ou remises », la dépréciation monétaire de la livre et de la lire.

A la limite, l'accusation est globale. « *Dans certains cas (Japon, pays de l'Est), c'est l'ensemble de la politique d'exportation d'un pays dans son principe et sa structure qui modifie les conditions normales de concurrence.* » Les pays européens ne sont pas épargnés, qui pratiquent détournement et perfectionnement de trafic. Dans certains ports (Anvers, Rotterdam), le faible contrôle douanier permet un habillage national de produits étrangers. La R.F.A. sert d'« entonnoir » à certains articles textiles de l'Est, grâce à la perméabilité des frontières avec la R.D.A.

Face à cette avalanche de critiques, répertoriées par secteur, il est toujours possible de se demander si la France est le seul pays « civilisé » dans le domaine du commerce extérieur. Des réponses pourraient être fournies par les chambres de commerce étrangères. Les industriels français, qui ont été fort satisfaits de livrer des usines « clé en main » et dernier cri aux pays neufs, ne devraient pas, en tout cas, être surpris que ces unités produisent et vendent.

Se défendant de toute pensée ou arrière-pensée protectionniste, le monde des affaires veut néanmoins être protégé contre les méthodes commerciales ou financières « peu orthodoxes ». La définition de l'orthodoxie est délicate et sujette à caution. Est-ce au-delà de 20 % ou de 30 % qu'une différence de prix peut être jugée anormale ?

En fait la crise a révélé la compétitivité structurelle de certains pays. Dès lors, plutôt que dénoncer la « sauvagerie » des autres, qui risque fort de ne pas disparaître de sitôt, il vaudrait mieux s'interroger sur les moyens de tempérer intelligemment les dures lois du marché. Pour des raisons sociales ou politiques, le maintien de certains secteurs, condamnés économiquement, peut être une nécessité. Dans ce cas, il est plus honnête de ne pas jouer sur les mots, car vouloir « organiser » le libre-échange, c'est d'une certaine façon porter atteinte au dogme.

M. B.

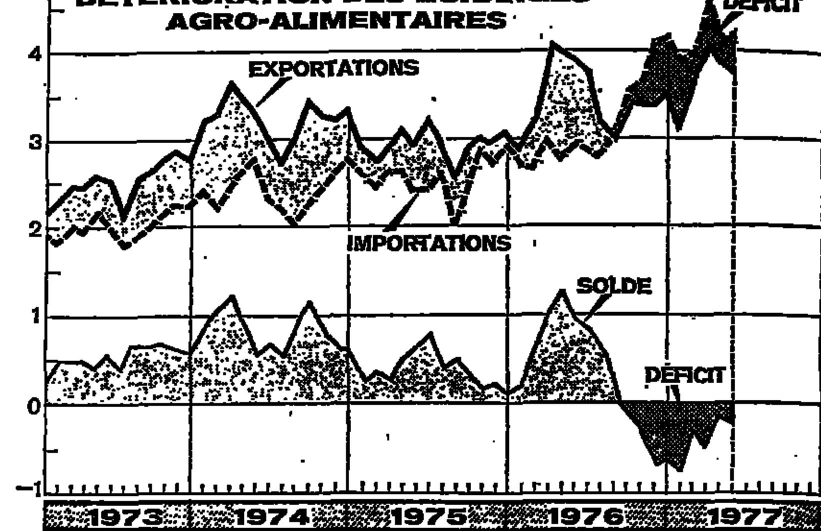
Le déficit agro-alimentaire de la France
2,2 milliards de francs depuis le début de l'année

LE solde des échanges agro-alimentaires français a été globalement positif en 1976 : 3 343 millions de francs. Toutefois, il a été en diminution sensible par rapport à l'année précédente, en raison de la vive progression des importations (+ 22,6 %), qui se sont élevées à 38 191 millions de francs, alors que, dans le même temps, les exportations croissaient moins vite (+ 17,2 %), pour atteindre 41 533 millions de francs.

Les principales causes de l'accroissement de la valeur des achats à l'étranger sont la hausse des cours du café et du cacao, ainsi que les achats massifs de pommes de terre, d'aliments pour animaux (maïs et soja) rendus nécessaires en raison de la sécheresse estivale. Sur l'ensemble de l'année, les ventes de céréales ont progressé de 25,4 %, mais les livraisons ont essentiellement été effectuées au premier trimestre. Le solde positif tient en grande partie à la forte hausse de la valeur des exportations de boissons et alcools (+ 26,9 %), notamment au cours du deuxième trimestre.

Le service central des enquêtes et études statistiques (1) du ministère de l'agriculture indique dans son analyse du commerce extérieur de 1976 : « Si de l'excédent dégagé par les échanges de produits agro-alimentaires (+ 3,3 milliards de francs) est déduit celui réalisé par les céréales (+ 8 milliards) et les boissons et alcools (+ 4,8 milliards), les échanges deviennent déficitaires de 9,5 milliards de francs. En 1975, ce « déficit » était de 5,5 milliards et en 1974 de 4,5 milliards. »

Cette tendance à la dégradation est illustrée par le fait que les quatre derniers mois de 1976 ont été déficitaires, ce qui n'était pas arrivé depuis 1972. Le phénomène s'est aggravé au cours des cinq premiers mois de 1977 :



Source : service central des enquêtes du ministère de l'agriculture

— 780 millions en janvier ; — 320 millions en février ; — 470 millions en mars ; — 170 millions en avril ; — 470 millions en mai. Au total, 2 210 millions de déficit depuis le début de l'année. Une telle situation tient essentiellement à la baisse des ventes de céréales (— 40 % en moyenne) et à l'augmentation des prix du café et du cacao.

Une telle situation, même si elle est due pour partie à une sécheresse exceptionnelle en 1976, risque de remettre en cause les objectifs du VIIe Plan, qui fixaient pour 1980 un solde positif de 20 milliards de francs. Les pouvoirs publics s'en sont d'ailleurs inquiétés qui ont pris, lors de la dernière conférence annuelle agricole, une série de mesures destinées à favoriser les exportations agro-alimentaires.

(1) S.C.E.E.S., 4, avenue de Saint-Mandé, 75570 Paris. Tél. : 344-46-33.

Les méfaits de l'abondance

(Suite de la page 7.)

La frontière entre l'abondance et la pénurie reste donc extrêmement fragile. Rien jusqu'à présent n'est venu démentir les pronostics pessimistes des experts de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) : en 1985, il manquera 85 millions de tonnes de grain aux pays du tiers-monde pour assurer à leur population une ration de subsistance.

Sur ces bases, deux stratégies contraires sont élaborées :

— La première est le fait des organisations internationales. Outre une aide destinée à développer la production dans les pays pauvres, les experts internationaux demandent la mise en place rapide d'une réserve alimentaire de 20 millions de tonnes, ainsi qu'un stock d'urgence de 500 000 tonnes destiné à pallier toute menace de famine. Des engagements internationaux ont été souscrits dans ce sens, mais leur mise en œuvre se heurte à de nombreux obstacles.

— La seconde s'est faite jour aux Etats-Unis, au Canada et en Australie, où désormais l'administration et les cultivateurs tiennent à peu près le même langage : « *Si le monde veut plus de blé et de céréales fourragères, il faudra que les prix soient rémunérateurs.* » Ces prix rémunérateurs sont évalués à quelque 120 dollars la tonne et même un peu plus en Australie. Mais il n'y a pour cela que deux possibilités : maîtriser la production, ce qu'envisage l'administration Carter avec le gel des terres ; s'entendre entre pays exportateurs, ce que Washington, Toronto et Canberra sont en train de faire avec Buenos-Aires. Il y a donc de fortes chances pour qu'au sortir de cette « crise de surproduction », la domination américaine sur le marché mondial des céréales se renforce.

ALAIN GIRAUDO.

AFFAIRES

Des sacs pour les ordures ménagères

Le papier lance un défi au plastique

Les ordures ménagères, une des lèpres de notre civilisation, posent aux municipalités des problèmes de plus en plus aigus, avec l'extension prodigieuse prise par les procédés modernes de conditionnement alimentaire. Quelle solution au problème de leur enlèvement ? En Suède, où le volume des ordures ménagères a augmenté de 20 % en un an, on recourt de plus en plus au sac-poubelle en papier. Lors d'un récent voyage d'étude, une délégation française d'élus locaux a pu se rendre compte sur place des résultats obtenus (1).

SITUE à moins de 250 kilomètres au sud-ouest de Stockholm, dans la partie septentrionale de l'Ostergötland suédois, vaste région de lacs prise entre la Baltique et le Vättern, où la forêt et la roche moutonnée voisinent en parfaite harmonie, Linköping ne donne pas l'impression d'abriter quatre-vingt-cinq mille habitants, cent mille en comptant les banlieusards. La ville ressemble plutôt à un gros bourg. Un centre urbain peu étendu, truffé d'espaces verts, ronronnant aux heures de pointe, à peu près désert le reste du temps ; quelques immeubles trapus de taille modeste, et presque aussitôt l'agglomération se fond dans la campagne.

Tantôt riant, tantôt plus sévère, le paysage n'est en tout cas jamais gâché par les résidus de la société de consommation. Cette préservation de l'environnement, les Suédois la doivent à leur Parlement, qui, fermement décidé à marquer des points dans le combat mené contre les nuisances, interdisait au début des années 70 de déposer les poubelles sur les trottoirs et sur les bords de route. En même temps, il rendait obligatoire, dans tous les immeubles et maisons individuelles, l'aménagement de locaux réservés à cet usage. Profitable à la salubrité publique et surtout flatteuse pour la vue, cette série d'initiatives n'allait pas sans poser de sérieux problèmes pratiques aux différents services chargés de l'enlèvement des ordures. Dans d'innombrables cas, ces locaux se révélaient être difficiles d'accès dans un habitat inadapté aux nouvelles exigences de la loi. Quel remède adopter pour éviter de compliquer leur tâche ?

Les municipalités suédoises n'avaient guère le choix des moyens : elles ont choisi le sac perdu. Restait à trancher entre le papier et le plastique. La Scankraft (2) étant disposée à fournir son concours, et les avantages du sac en papier apparaissant assez prometteurs, de nombreuses localités, Linköping en tête, décidèrent de tenter l'expérience. Aucune ne le regrette.

« *L'usage du sac-poubelle en papier a transformé la vie de nos éboueurs* », affirme le responsable du service de ramassage de Linköping. N'exagérons rien. Il a contribué à résoudre de manière élégante le problème posé par l'entreposage et la collecte des ordures ménagères, ce qui n'est déjà pas si mal. Deux fois plus solide que le plastique, affirment ses promoteurs, le sac en papier a subi un traitement chimique qui lui donne une étanchéité suffisante pour résister à l'humidité et séjourner une huitaine de jours sous la pluie, mais assez limitée quand même pour ne pas gêner la pénétration de l'air. Les ordures sèchent et sont ainsi plus facilement incinérables. A la combustion, le papier ne laisse aucun déchet. Côté plastique, quand les objets tranchants ou pointus ne les crèvent pas, les sacs explosent sous la pression des gaz de fermentation. Ils ont pour inconvénient principal de laisser après la combustion des résidus difficiles à éliminer.

Du papier de récupération

Les taxes acquittées par les habitants pour ce nouveau service n'apparaissent pas exorbitantes. A Linköping, elles s'élèvent à 190 couronnes (213 francs) par an pour un logement de deux à trois personnes et à 259 couronnes (280 francs) pour une maison individuelle (un ramassage hebdomadaire). Ces taxes incluent le prix des sacs et des porte-sacs.

L'exemple de Linköping a été contagieux. Aujourd'hui, après quatre ans d'expérimentation, 65 % des ordures ménagères en Suède sont rassemblées dans des sacs-poubelles en papier (5 % seulement en sacs plastiques).

En France, hormis quelques initiatives isolées, à Saint-Louis (Haut-Rhin), où les sacs en papier sont employés depuis bientôt cinq ans, à La Rochelle, dans quelques quartiers de Marseille et de Paris, à Echirolles, dans l'Isère (mise en service d'une collecte par pneumatiques) l'enlèvement des ordures se fait dans des conditions encore assez déplorables. Faut-il généraliser ces expériences ? Les sacs en papier existent et, de plus, soulignent ses partisans, ils sont fabriqués avec des papiers de récupération, n'occasionnant ainsi aucune sortie de devises. Produits à partir de dérivés du pétrole, les sacs plastiques préconisés par le conseil municipal de Paris (*le Monde* du 7 juin), coûteront au contraire de précieux dollars, ajoutent-ils.

Promosac, qui couvre 98 % du marché national, a vendu l'an passé 40 millions de sacs en papier. Les quantités de vieux papiers employés à leur fabrication n'ont représenté qu'une faible partie des tonnages récupérés. En 1976, 110 millions de sacs en papier ont été utilisés en Suède, soit 2,75 fois plus que chez nous. La population française étant six fois supérieure, le calcul donne, à taux de consommation équivalent, 660 millions de sacs, dont la fabrication n'exigerait pas plus de 76 000 à 80 000 tonnes de vieux papiers. Reste le problème des capacités de production.

D'après M. Serge Coudert, directeur général de Promosac, les usines françaises peuvent sans problème doubler leur production. Après la Norvège, la Finlande, l'Autriche et même le Royaume-Uni, la France va-t-elle adopter la formule suédoise ?

Les pouvoirs publics hésitent à prendre ouvertement parti en faveur du papier. Est-ce parce que le premier fabricant français de sacs plastiques n'est autre qu'une entreprise publique, C.d.F.-Chimie (100 millions de sacs par an) ? N'est-ce pas aussi parce que le prix de revient des sacs en papier reste beaucoup plus élevé que celui de leurs concurrents ? L'écart est de 50 % au moins, affirme-t-on à C.d.F.-Chimie.

Pour le moment, le ministre de la culture et de l'environnement a décidé d'envoyer à toutes les mairies de France, à la rentrée, une première brochure contenant un certain nombre de recommandations sur la collecte des ordures dans les immeubles neufs et de renseignements sur les procédés en usage. D'autres documents d'information suivront. Ils peuvent favoriser une première réflexion en attendant l'établissement d'un code de salubrité publique en la matière. « *Les municipalités, aussi bien intentionnées qu'elles puissent être* », a fait remarquer le docteur Pratt, premier adjoint au maire de Saint-Louis, « *n'ont qu'un pouvoir législatif limité. La responsabilité de la coordination des conceptions de salubrité est le fait des parlements, des gouvernements* ».

ANDRÉ DESSOT.

(1) Ce voyage était organisé par Promosac, société créée par les principaux fabricants français de papier afin de promouvoir la vente des sacs-poubelles en papier séché. Ses actionnaires sont : La Charfa (24,2 %), Lafarge Emballage (17,7 %), Les Papeteries de Gascogne (14,8 %), La Cellulose du Pin (11,8 %), Aubry (7,6 %), Les Papeteries de la Seine (7,2 %).

(2) The Scandinavian Kraft Paper Institute : organisme regroupant les vingt-trois fabricants de papier kraft de Suède, Norvège et Finlande. Il est chargé de diffuser les sacs-poubelles en papier et de promouvoir les exportations de papier kraft.

LE PÉROU FACE A L'ÉPUISEMENT DE SES DEVISES

Le régime militaire, instauré en 1968, traverse une grave crise économique et financière. Bien que le déficit de la balance commerciale, qui avait dépassé 1 milliard de dollars en 1976, soit en voie de résorption, les réserves en devises sont épuisées et le montant de la dette extérieure à payer cette année s'élève à plus de 500 millions de dollars.

De notre correspondant

Lima. — Après plusieurs mois d'incertitude, le gouvernement péruvien a-t-il enfin déterminé une stratégie, face à la sérieuse crise économique que traverse le pays ? Officiellement, c'est le mutisme le plus complet, après que le nouveau ministre de l'économie, le général Alcibiades Saenz, a annoncé, à la mi-juillet, des « *changements substantiels* ». Mais déjà se dessinent les contours de la nouvelle politique économique, élaborée cette fois par le président Morales Bermudez en personne et par un groupe très restreint de conseillers.

Quels en sont les principes directeurs ? On considère, à Lima, qu'un accord avec le Fonds monétaire international est, à terme, indispensable. Il permettrait l'obtention d'un crédit « *stand-by* », et ouvrirait au Pérou les portes des banques privées. Il s'agirait, cette fois, de ne pas aborder la négociation avec le F.M.I. dans une position d'extrême faiblesse, ce qui implique de prendre, avant toute discussion, des premières mesures correctives élaborées en dehors de la pression directe du F.M.I.

Tout le monde est d'accord sur ce point. Les très faibles disponibilités en devises constituent le goulet d'étranglement de l'économie péruvienne, ce qui rend impossible, à court terme, toute véritable politique de relance. Dans ces conditions, poursuit-on à Lima, il faut accepter la perspective d'une certaine récession. Le F.M.I. préconisait des réductions purement quantitatives, établies de façon indiscriminée. Les nouveaux responsables affirment, quant à eux, que l'Etat doit intervenir pour contrôler le processus d'austérité.

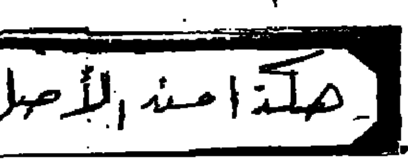
Le changement le plus notable est intervenu dans le domaine extérieur : pour réduire le déficit de la balance des paiements, le F.M.I. préconisait une politique de mini-dévaluations accélérées, ou de fortes dévaluations. A Lima, les autorités préfèrent établir un contrôle plus strict des importations — ce que demandaient les milieux de gauche, — dont le montant global vient d'être diminué de 200 millions de dollars (moitié pour le secteur public, moitié pour le secteur privé) pour le second semestre. Cette réduction des achats à l'étranger pourra être programmée en fonction du facteur social et de son incidence sur la production de biens essentiels. De plus, les assignations de devises pour importations attribuées durant le premier semestre et non utilisées ont été annulées, ce qui représenterait environ 260 millions de dollars.

Sur le plan interne, quelques prudentes mesures « *sociales* » et de relance ont été décidées : légère hausse des rémunérations et du salaire minimum, augmentation du rythme de l'émission monétaire, retour partiel à une politique de subventions aux produits de base. Enfin les taux d'intérêts pourraient être abaissés, afin de stimuler la demande. Les charges nouvelles que ces mesures représentent pour l'Etat pourront-elles être financées facilement ? Le déficit du budget apparaît déjà nettement supérieur à celui prévu par les prédécesseurs du général Saenz ; mais ces décisions étaient sans doute indispensables pour débloquer une situation sociale à la limite du soutenable. Afin de compenser en partie leur effet inflationniste, le taux de réserve obligatoire des banques a été augmenté en une fois de 35 %.

Les nouveaux responsables de l'économie péruvienne gagneront-ils leur pari ? Les mesures en cours suffiront-elles pour faire face à la crise, afin d'aborder ensuite dans des conditions plus favorables la discussion avec le F.M.I. ? Le talon d'Achille semble être, une fois de plus, les réserves de devises. Si leur montant reste officiellement secret, le Pérou n'aurait plus aujourd'hui, en caisse, que quelque 30 millions de dollars. Quelles que soient les perspectives de récupération économique à moyen terme du pays — et elles semblent exister, — la crise financière immédiate reste en tout cas des plus graves.

THIERRY MALINIAK.

● PRECISION. — Dans le tableau consacré à l'évolution des résultats de quelques grandes entreprises françaises publié dans « le Monde de l'économie » daté du 8 août, nous avons indiqué que le groupe Air Liquide avait réalisé, en 1974, un bénéfice net consolidé de 202,1 millions de francs. La direction du groupe nous fait remarquer, à juste titre, que ce chiffre prenait en compte des réalisations de titres, pour un montant de 25,5 millions de francs. Dans un souci de cohérence, il eût été effectivement préférable de retenir le chiffre de 176,6 millions de francs, pour l'exercice 1974, chiffre qui fait apparaître une croissance continue de bénéfice de l'Air Liquide ces trois dernières années.



RADIO-TÉLÉ

15 AOUT

16 AOUT

MOTS CROISÉS

Visites et conférences

mentaire de la France
... depuis le début de l'a...

de l'abo...

PÉROU FACE A L'ÉPUISEMENT
SES DEVISES

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 15 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, FILM : L'HOMME DE LA PLAINE, d'A. Mann (1954), avec J. Stewart, A. Kennedy, D. Crisp, C. O'Donnel, A. Nicol (redif.).

Venu au Nouveau Mexique pour venger la mort de son frère, un homme entre en conflit avec un puissant propriétaire foncier. Le classicisme du western dans toute sa beauté.

22 h. 10, Gala de l'UNESCO.
23 h. 35, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Music-hall, de R. Pradines ; 21 h. 40, Documentaire : Regards sur le Cameroun, de J.-R. Vivet.
22 h. 23, Catch.
22 h. 55, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, FILM (cinéma public) : AVENTURES DE JEUNESSE, de M. Ritt (1962), avec R. Beymer, D. Baker, F. Clark, P. Newman, S. Strasberg.

La jeunesse difficile et les aventures de guerre sur le front d'Italie (1917) de celui qui devint le célèbre écrivain Ernest Hemingway. D'après plusieurs nouvelles autobiographiques, une approche superficielle, anecdotique, d'une personnalité exceptionnelle.

22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Mélodrames : « la Vengeance de la mort », par M. Sarfati (rediffusion) ; 21 h., Concert d'Ivan Wyschnegradsky, par S. Billier, M. Joste, J.-F. Heisser, J. Koerner, J. Wiederker, direction M. Decoust ; 22 h. 30, Entretiens avec... F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg 1977 : « la Création », oratorio pour soli, chœur et orchestre de Haydn, par le Chœur de l'Opéra d'Etat et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. H. Von Karajan, avec A. Tomawa Sintow, P. Schreier, J. Van Dam ; 22 h. 30, Haydn, par P. Szersnovic ; 23 h. 30, Huit jours à Washington, par J.-P. Lentin... Festival des arts traditionnels 1976 : Musiques du Ghana ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Concert de minuit : « Marlène Dietrich », par A. de Carvalho et A. André.

MARDI 16 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Le francophonissime ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Téléfilm (spécial Anna Magnani) : Rome libérée, de Bertolucci et Bendico, avec A. Magnani, M. Mastroianni, D. Cruciani (red.).

Dans l'Italie du Risorgimento, un couple séparé par la prison et la maladie.

18 h. 5, Spécial jeunes ; 18 h. 20, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 45, Candide caméra ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série documentaire : Au-delà de l'horizon (les Vikings), par A. Bombard et J. Floran ; 21 h. 30, Variétés (avec Petula Clark) ; 22 h. 25, Les grandes expositions : Hommage à Corot, réal. J. Plessis. Commentaires H. Toussaint.
22 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Série britannique : Le monde en guerre ; 15 h. 55, Aujourd'hui, madame ; 16 h. 45, Série : L'homme à la valise ; 17 h. 35, Documentaire : La vie des insectes, de G. Calderon ; 18 h., Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : FILM : LA CECILIA, de J.-L. Comolli (1975), avec M. Foschi, M. Carta, V. Mezzogiorno, M. Bussolino, B. Cattaneo.

A la fin du dix-neuvième siècle, la création, au Brésil, par un groupe d'anarchistes italiens, d'une communauté libertaire. L'histoire — vraie — d'une utopie, de sa réalisation et de son échec, dans un film politique français, qui se situe du côté de Francesco Rosi et des frères Taviani.

Vers 22 h., Débat : Au dix-neuvième siècle, le rêve d'une société idéale.

Avec MM. Cl. Mazauric, maître-assistant d'histoire à l'université de Haute-Normandie ; J. Rougerie, maître-assistant d'histoire à Paris-I ; H. Desroches, directeur d'étude à l'E.P.H.E. ; E. Cabrousse, historien ; M. Mermoz, président de la Cité horlogère et Mme Dominique Desanti, écrivain.

23 h. 40, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le club d'Ulysse et Carroyage ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : LA POUSSIERE, LA SUEUR ET LA POUDRE, de D. Richard (1972), avec G. Grimes, B. Bush, L. Askew, B. Hopkins, G. Lewis.

Après la guerre de Sécession, un garçon de seize ans, qui rêve de devenir cow-boy, part comme cuisinier avec des convoyeurs de troupeaux. Il fait un dur apprentissage. Un western sans romantisme. Le réalisme simple, vrai, « documentaire », de la vie dans l'Ouest telle qu'elle était.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Parallèles ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusion) : L'esprit de la main, par J. Peignot ; à 8 h. 32, Les rues de l'intelligence, par C. Mettra ; 9 h. 7, Les pérégrins d'autrefois : Marc Twain ; 9 h. 15, Aquarium : « Cimetière » ; 9 h. 30, Promenade en Ariège : Les Couserans, par M. Bichebois ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Entretiens avec J. Février, par M. Soumagnac ; 14 h., « Guerre et Paix », de Tolstoï, adapt. G. Govy, réal. R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 47, Les après-midi de France-Culture : Reportage ; à 16 h. 30, Les Français s'interrogent ; à 16 h. 40, L'heure de pointe ; 17 h. 30, Entretiens avec Ivan Wyschnegrasky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne : « la Femme à la puce », de F. de La Tour ; 19 h. 30, Feuilleton : Une certaine France de mon grand-père... « Et compagnie », de J.-R. Bloch ;

20 h., Profession délirante, par O. Germain Thomas, avec G. Matzneff, J.-L. Guérin, Ph. de Saint-Robert, J.-E. Hallier, J.-M. Benoît et P. Covo, réalisation J. Couturier :

Un hommage à Dominique de Roux, mort en mars 1977. Fondateur des Cahiers de l'Herne, *ancien directeur de la collection « 10-18 ». Dominique de Roux était aussi écrivain. Parmi ses œuvres :* la Mort de Céline, Gombrowicz, Maison jaune, Immédiatement *et* le Cinquième Empire.

21 h. 30, Œuvres de Janacek ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux ; 10 h., Cicerenella ; 10 h. 30, Boréales : Liszt, Schumann, Schubert, Mendelssohn, Berio ; 12 h., La chanson : Antilles ; 12 h. 40, Jour J de la musique ;

13 h., Les classiques du jazz ; 13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive : Gabrieli, Bramieri, Massaino, Neri, Pesenti, Paolo ; 16 h. 2, Le livre des mélanges... L'octuor : Haydn, Mendelssohn, Stravinski... Musique française : A. Tisne, J.-P. Holstein... Paysages parisiens : Wagner, Chopin ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz ; 19 h. 45, Jeunes solistes ;

20 h. 30, Echanges internationaux... Festival de Flandres 1976, The consort of voices de Londres : œuvres de P. de Monte, J.-B. Besard, G. de Macque, H. Waelrant, R. de Lassus, R. Deering, P. Philipps ; 22 h. 30, Escales au pays des légendes indiennes (Mexique, Brésil, Argentine) : S. Revueltas, C. Chavez, Villa-Lobos, Ginastera ; 23 h. 30, Huit jours à Washington... « African Diaspora : les Antilles », par J.-P. Lewtin ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Iberica.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

Une farce écologique

(Suite de la première page.)

« Dans le lit du Rhône », est une farce (une « farcejade écologique et scatologique », dit plus précisément la troupe), montée dans la tradition du jeu populaire carnavalesque, très proche de la Comedia dell'Arte. M. Cagostroni (industriel en long, en large et en travers), Mme Pissegoutte, son employée, délurée et vite licenciée, le microbe Mortibus Fatalissimus Contaminae et quelques autres personnages s'affrontent en faisant des bonds au milieu des poubelles et des déchets radio-actifs, pirouettent dans des couleurs criardes. « Putaing de putaing », dit le Rhône, qui fait la cour à Mme Pissegoutte une fois veuve.

« Dans le lit du Rhône » raconte l'histoire de la destruction d'un fleuve et en analyse les causes. Le Rhône, celui des mariniers, des pêcheurs, des bateliers, des hâleurs, était tellement plus beau qu'aujourd'hui ! Mais l'exploitation économique aveugle, les enjeux politiques, sont évoqués dans une atmosphère de franche rigolade. A la sortie, des jeunes signent une pétition en faveur des condamnés de Creys-Malville.

« Cette pièce a pu être écrite grâce à une enquête auprès des mariniers », a expliqué un comédien au début du spectacle. Ce sont eux qui ont raconté ce qu'était le Rhône avant la pollution, qui ont donné les vieux chants et les légendes. Ils ont dit aussi ce qu'il est devenu. Leur témoignage, celui des écologistes, des techniciens de l'E.D.F., constituent la base de ce spectacle divisé en deux parties, très différentes dans la forme et le fond.

« Dans le lit du Rhône » est un spectacle un peu long, confus, trop décousu, mais le théâtre est inséparable de son public, et le public de la Carriera est un public populaire qui réagit au quart de tour aux grimaces, aux plaisanteries. Il y a une sorte de plaisir évident à écouter une langue qu'on ne parle presque plus, mais que personne n'oublie. Quelque chose de très vif se passe et qui est étonnant.

La Carriera oriente depuis quelque temps ses recherches vers le carnaval, le masque, tente de renouer avec un jeu dramatique véritablement méridional. Travail difficile, car il n'en reste presque plus de trace, même si Molière s'en est fortement inspiré. « Dans le lit du Rhône » est un essai dans ce sens, le premier témoignage des efforts que la troupe entend systématiser à la rentrée avec la création d'un Centre d'action culturelle occitane. A l'origine petit sketch d'un quart d'heure devenu un spectacle de deux heures, la pièce a été créée dans le cadre d'une animation globale menée par la ville d'Arles sur le thème du fleuve à laquelle toutes les associations ont été invitées à participer.

L'enquête et la réflexion n'ont cependant pas été assez longues. Il y manque la précision et la rigueur montrées auparavant avec les viticulteurs (« Mort et résurrection de M. Occitania »), les ouvriers de Fos (« la Pastorale de Fos »), les mineurs des Cévennes (« Tabo »), spectacles longuement préparés, critiqués par ceux-là mêmes qui les ont inspirés, ou y ont contribué, indispensables et enracinés. « Dans le lit du Rhône » est une parenthèse ouverte.

CATHERINE HUMBLOT.

■ Un tableau d'Antoine Le Nain vient d'être retrouvé par la police chez un tripier de Bougival, dans les Yvelines.

Ce tableau avait été volé en mai 1975 dans une salle du Louvre. Il semble que le commerçant l'ait acheté sans en connaître la provenance. Il a cependant été inculpé de recel d'œuvre d'art et écroué à Versailles, ainsi que le vendeur, M. Jean Espinette.

Exposition

AU CHATEAU DE SAINTE-FEYRE

Gilioli et ses amis

Voici le premier hommage rendu à la mémoire d'Emile Gilioli, le premier hommage d'envergure, s'entend, car depuis la date fatale du 11 janvier 1977, ils n'ont pas manqué, çà et là. L'oubli n'a de prise ni sur l'œuvre ni sur la personne de l'artiste, rayonnante de chaleur humaine. L'exposition « Gilioli et ses amis », ouverte tout l'été au château de Sainte-Feyre, à 5 kilomètres de Guéret, montre quels liens de sympathie réciproque l'unissaient à ses pairs, morts ou vifs, dont les tapisseries forment une sorte de cortège en son honneur.

Nous nous trouvons, en effet, sur la Route de la tapisserie *et les seize, ici réunies sont signées, Arp, Bordeirie, Calder, Caly, Chazaud, Sonia Delaunay, Jullien, Lagrange, Loewer, Lurçat, Picart Le Doux, Saint-Saëns, Tourlière, Seuphor, Vaugelade, Wogensky. On imagine la bigarrure offerte par un tel éventail et son éclat. Evidemment les vingt-six tapisseries de Gilioli n'ont pas cette diversité. Le même amoureux de la vie et de la lumière, qui sentait « la laine comme une matière animale », s'exprime à travers les variations qui ont ponctué son cheminement vers une simplification de plus en plus dépouillée.*

La grisaille des Roseaux, *ramifiés en profondeur, contraste étrangement avec l'incarnat de* Fiesta *— les rouges purs de Gilioli ne perdront jamais leur pouvoir de fascination, — au graphisme tout aussi fignolé. Même profondeur dans les gris unis de* Commencement du monde, *et dans les oppositions chromatiques de* Clair de lune, *croissant bleu dominant des masses noires, bleues, rouges. On trouvera encore des graphismes dans* la Magicienne, *mais déjà Gilioli, qui considère le cercle, ou la sphère, comme la forme parfaite, donne les deux versions de la* Célébration de la boule, *proclame la* Persistance de la sphère, *et souligne, pour qui ne l'aurait pas sentie, l'identification de la circonférence avec l'aspect bidimensionnel des astres avec* Soleil sur la colline, *un soleil noir. Et pourquoi ne pas voir dans l'envahissement d'une surface uniformément rouge par un disque, toujours noir, précédé d'une frange blanche, le soleil levant. Plus les compositions sont élémentaires, plus elles gagnent en intensité. On en sera convaincu devant les toutes dernières tapisseries, exécutées, comme leurs sœurs, par l'atelier Picaud, à Aubusson, qui atteignent des sommets que seule la mort a empêché Gilioli de dépasser :* Aile dans la lumière, *les blancs rendus éblouissants par leur duo avec le jaune citron, et* Ovale blanc, *symbole de vie sur fond noir.*

Le disque solaire irradie en équilibre instable sur le V mutilé du monument de la Résistance au plateau des Glières — on espère que l'anniversaire de l'inauguration, le 3 septembre 1973, par André Malraux de cet ensemble promu, à la suite de l'adjonction d'autres statues, au rang de musée Gilioli, donnera lieu à une nouvelle manifestation, — et il se retrouve parmi la dizaine de sculptures qui, en compagnie de lithographies et de médailles, complètent l'exposition organisée dans la Creuse.

Celles-ci rappellent que Gilioli est d'abord un sculpteur, a commencé par tailler la pierre. Les thèmes de certaines pièces, la Magicienne *ou* Célébration de la boule, *par exemple, ont été repris par les tapisseries. Mais c'est la même spiritualité qui émane des surfaces ou des volumes d'où le moindre détail inutile a été impitoyablement exclu — même dans les traits de* Babet, *figure exceptionnellement et puissamment figurative, modelée avec un amour exemplaire, et qui a trouvé sa place aussi bien dans la crypte des Glières qu'au château de Sainte-Feyre.*

Pareillement, sur le papier et dans l'espace, le volume finira par être suggéré par une simple ligne, un plan incliné le long duquel, en défi à la loi de la pesanteur, le disque à peine indiqué englobant la totalité des nombres et des êtres, demeure éternellement suspendu.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Château de Sainte-Feyre (Creuse), route départementale 942. Jusqu'au 18 septembre.

TOURISME

FIN DE LA GRÈVE DU PERSONNEL HOTELIER SUR LA COSTA-DEL-SOL

Malaga. — Après plusieurs heures de pourparlers, les travailleurs du secteur de l'hôtellerie, en grève depuis le samedi soir 13 août, ont décidé de reprendre le travail le lundi 15 août sur toute la Costa-del-Sol (région de Malaga).

L'accord accepté par les trois principales centrales syndicales comporte trois points : augmentation générale de 5 000 pesetas (300 F), alors que les travailleurs de l'hôtellerie réclamaient 8 000 pesetas ; reprise des pourparlers en avril 1978 avant la prochaine saison ; reconnaissance des garanties syndicales et promesse que des sanctions ne seront pas prises contre les grévistes. — *(A.F.P.)*

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 841

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II									
III			■		■	■			
IV							■		
V					■		■		
VI			■						■
VII		■							
VIII									
IX	■			■		■		■	
X					■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Chassait le naturel... lequel partait au galop. — II. Loin d'être généreux. — III. Quelque chose de collant ; N'a pas le cœur à gauche. — IV. Plus proche du lis que de la rose ; Diffamateur. — V. Prophète ; Pronom. — VI. Divinité ; Parfois bouclées. — VII. N'ont donc pas la ligne. — VIII. Pas unie. — IX. Baie (épelé). — X. En user légèrement avec le temps ; Affreux quand il est noir. — XI. Compositions somnifères.

VERTICALEMENT

1. Veut toujours avoir le dernier mot ; Abréviation. — 2. Mère accueillante ; Met paradoxalement bien des gens à sec. — 3. Ce n'est qu'un jeu ; Mot provençal ; S'élever. — 4. Des pierres ou de l'eau ; Aplanir (épelé). — 5. Canton ; Danse au bras d'une cuisinière. — 6. Conjonction ; Esquiva ; Anime un site. — 7. Pousse un cri de bête ; Pincent les lèvres. — 8. Sont donc assurés d'un très large crédit ; A moitié vert. — 9. Elément d'un salaire peu encourageant ; Confiés à une nourrice.

GUY BROUTY.

Solution du problème n° 1 840

Horizontalement

I. Doit ; Rani. — II. Europe ; In. — III. Crâneuses. — IV. Là ; Unité. — V. Igor ; In. — VI. Cal ; Argus. — VII. Net ; Aère. — VIII. Unir. — IX. Molestai. — X. Eva ; Ion. — XI. Serinette.

Verticalement

1. Déclic ; Ames. — 2. Ouragan ; Ove. — 3. Ira ; Ole ; LAR. — 4. Ton ; Tue. — 5. Peu ; N.S. — 6. Réunirait. — 7. Singerait. — 8. Niet ; Ur ; Iot. — 9. Insensée ; Ne.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 août à 0 heure et le mardi 16 à 24 heures.

Les hautes pressions centrées sur la Scandinavie dirigent vers la France des vents faibles de secteur nord-est et le temps n'évoluera que très lentement sur notre pays.

Mardi 16 août, la matinée sera souvent brumeuse, surtout au lever du jour. Dans le cours de la journée, le ciel deviendra variable. Il y aura du soleil, mais aussi des nuages passagers qui pourront donner quelques ondées ou orages dans la moitié sud-ouest et plus particulièrement des Pyrénées au Massif Central. Les vents de nord-est seront faibles, les températures varieront peu par rapport à celles de lundi. Lundi 15 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 020,5 millibars, soit 765,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 août ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 23 et 19 ; Bordeaux, 29 et 15 ; Brest, 23 et 12 ; Caen, 21 et 11 ; Cherbourg, 18 et 14 ; Clermont-Ferrand, 26 et 11 ; Dijon, 24 et 15 ; Grenoble, 25 et 11 ; Lille, 21 et 15 ; Lyon, 26 et 12 ; Marseille, 29 et 17 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 26 et 15 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-LeBourget, 23 et 11 ; Pau, 28 et 15 ; Perpignan, 28 et 18 ; Rennes, 24 et 13 ; Strasbourg, 22 et 12 ; Tours, 25 et 13 ; Toulouse, 29 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger 30 et 18 degrés ; Amsterdam, 23 et 15 ; Athènes, 31 et 25 ; Berlin, 22 et 14 ; Bonn, 23 et 12 ; Bruxelles, 22 et 15 ; îles Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 22 et 11 ; Genève, 25 et 11 ; Lisbonne, 30 et 17 ; Londres, 19 et 15 ; Madrid, 35 et 17 ; Moscou, 16 et 9 ; New-York, 24 et 21 ; Palma-de-Majorque, 30 et 15 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 18 et 11.

SCIENCES

LE PÈRE DU BATHYSCAPHE

A l'occasion de la mort du commandant Georges Houot, nous avions indiqué que celui-ci était le « *père du bathyscaphe* » (*le Monde* du 10 août). Nous aurions dû écrire « *le père du bathyscaphe français* ».

Un de nos lecteurs de Belgique, M. R. Weber, nous demande, en effet, à juste titre, de « *rendre à César ce qui revient à César* » : « *le bathyscaphe,* écrit-il, *a été conçu sur le principe du ballon libre par le professeur suisse Auguste Piccard, à l'époque professeur de physique à l'université libre de Bruxelles* ».

Mort en 1962, celui-ci s'était illustré, dans les années 30, par des ascensions, à bord d'un ballon stratosphérique qu'il avait mis au point, jusqu'à des altitudes de 16 000 mètres. Avec l'aide du Fonds national de la recherche scientifique belge, il construisit le premier bathyscaphe *F.N.R.S.-III*, qui fut racheté par la marine française et confié à Georges Houot. Auguste Piccard et son fils Jacques construisirent ensuite le bathyscaphe *Trieste*, qui atteignit, avec les deux hommes à bord, la profondeur de 3 150 mètres, le 30 septembre 1953. Racheté par les Etats-Unis, et piloté par un ingénieur américain et Jacques Piccard, le *Trieste* battit en 1960 le record absolu de plongée profonde, en atteignant 10 916 mètres dans la fosse des Mariannes.

Visites et conférences

MARDI 16 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, devant l'église Saint-Merri, rue Saint-Martin, Mme Allaz : « Les flots piétonniers : le quartier Saint-Merri-Beaubourg ».

15 h., devant l'Hôtel de Ville, Mme Garnier-Ahlberg : « Les hôtels de la rue du Temple ».

15 h., parvis de l'église, Mme Oswald : « L'église et le quartier Saint-Germain-des-Prés ».

10 h. 30 (en anglais), porche central, façade principale : « Notre-Dame ».

21 h. 30 (en anglais), 6, place des Vosges, Mme Garnier-Ahlberg : « Le Marais illuminé » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. 15, métro Télégraphe « Descente de la courtille à Belleville et les jardins potagers » (Mme Barbier).

15 h., place du Puits-de-l'Ermite : « La mosquée de Paris, souk, café maure » (Mme Ferrand).

15 h., métro Sentier, sortie côté rue des Petits-Carreaux : « Un parcours « policier » dans les ruelles et les passages du vieux Paris ».

15 h., rue de Vaugirard, angle rue de Condé : « Le palais du Luxembourg » (Paris et son histoire).

10 h. 30, 21, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « L'île Saint-Louis ».

14 h. 30, métro Saint-Paul : « Le Marais inconnu » (Mme Rouch-Gain).

CONFERENCES. — 13 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale ».

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 14 août 1977 :

DES DECRETS

● Relatif à la structure de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales ;

● Portant approbation de deux délibérations du conseil général de la Guyane tendant à modifier le tarif des droits d'octroi de la mer.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

LES FILMS « OFF » D'AVIGNON

« Le cinéma de recherche intéresse un public minoritaire. On le dit aussi indépendant : indépendant du système de production », déclare Alain Sudre, professeur de français à Avignon, qui s'est mis en tête d'implanter sa diffusion régulière dans la cité des papes.

Il aurait été possible de se joindre aux Rencontres cinématographiques organisées chaque été par Jacques Robert, en juillet-août, sur la lancée du Festival. On a préféré s'isoler.

« L'expérience doit se poursuivre après le Festival, précise Alain Sudre, *la tentative de 1977 était un coup d'envoi. »* Il existe en France trois coopératives du cinéma indépendant qui se font parfois une farouche concurrence : le collectif jeune cinéma, la coopérative des cinéastes, la Paris-film-coop. Le principe est voisin : on dépose des films en 16 mm ou en super-8, sans sélection préalable. Un pourcentage fixe, 70 %, des recettes éventuelles, en général, reviennent au cinéaste, le reste sert à la coopérative pour les frais de fonctionnement.

Quinze jours durant, le « collectif » puis la « coopérative », présents à Avignon, ont donc projeté un choix de leurs films dans une salle de la maison des jeunes et de la culture, prêtée pour la circonstance, à raison de trois séances par jour. Le public a varié à chaque séance de un à cinquante spectateurs (capacité maximale), selon qu'il s'agissait d'inconnus ou d'Andy Warhol. On a vu aussi, ou revu, des films à la frontière du cinéma narratif classique (Luc Moullet). Aucune distinction n'existait entre films courts et longs.

L'an prochain, Alain Sudre et sa collaboratrice, Rose Lowder, espèrent obtenir de la municipalité un budget de fonctionnement qui permettra une implantation au centre de la ville : un lieu dans les remparts. D'ici là, des contacts ont été pris avec le centre universitaire d'Avignon, l'Ecole des beaux-arts, les écoles du deuxième cycle, pour pouvoir travailler toute l'année.

A qui s'adressent ces films ? Un animateur culturel de Pau, présent à une des discussions après projection, désespérait de jamais les montrer à un public « normal », familier du cinéma d'art et d'essai. A la M.J.C., on parlait un autre langage : le film, travaillé comme un objet, une chose, sans message, sans intrigue apparente, se suffisant à lui-même. Ce qui inquiète.

LOUIS MARCORELLES.

LE PALMARÈS DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LOCARNO

Le Léopard d'or du trentième Festival international du film de Locarno a été décerné dimanche au film italien *Antonio Gramsci*, de Lino del Fra. Le prix spécial du jury est allé à *San Gottardo*, du cinéaste tessinois Willi Herman, et le grand prix du jury à Joszef Madaras, interprète du film hongrois *Pokfoci*, de Janos Rozsa.

La Fédération internationale de la presse cinématographique (FIPRESSI) a attribué son prix à deux films classés ex aequo : *Jane bleibt Jane*, de Walter Bockmayer et Rolf Bührman (Allemagne fédérale) et *Madame Bovary c'est moi*, de Zbigniew Kaminski (Pologne). Le film sud-africain *The Guest* a reçu le prix du jury œcuménique, qui a attribué une mention à *Mort à l'aube*, de Francisco José Lombardi *Je suis un délinquant*, du cinéaste vénézuélien Clemente de la Cerda, a également reçu une mention du jury international, ainsi que *Passing through*, de Larry Clark (Etats-Unis) et *les Indiens sont encore loin*, de Patricia Moraz (Suisse).

Dans un communiqué, le jury international, composé de Nelson Pereira dos Santos, président (Brésil), Jean-Luc Bideau (Suisse), Anja Breien (Norvège), Istvan Dosai (Hongrie), Lino Micciche (Italie) « *constate que même la sélection du Festival international de Locarno est à l'image des autres manifestations cinématographiques de l'année. Elle reflète l'état de crise structurelle et culturelle du cinéma, crise liée à une difficile phase de croissance qui met en discussion la fonction sociale, l'autonomie expressive, les modèles linguistiques, les schémas narratifs du cinéma.*

» *Dans une telle situation, les prix se justifient dans la mesure où ils contribuent à rendre possibles des rapports nouveaux et plus libres entre les films et le public et permettent également aux œuvres de franchir les barrières de la censure du marché.* »

MORT DU SCÉNARISTE AMÉRICAIN JOHN HOWARD LAWSON

Le scénariste américain John Howard Lawson, qui fut parmi les « dix d'Hollywood » interdits de travail à l'époque du maccarthysme, est mort le jeudi 11 août à San-Francisco.

[Né à New-York en 1886, John Lawson, longtemps journaliste à Rome, a d'abord écrit des pièces de théâtre : dans *Bloomer*, *Success Story* et *Processional*, John Lawson, assez influencé par Bertolt Brecht, affirmait déjà des idées progressistes. S'il a bâti le scénario de *Dynamite* pour Cecil B. de Mille, en 1929, c'est en 1937 seulement qu'il commence à travailler vraiment pour le cinéma, collaborant à la réalisation de *Heart of Spain*, le documentaire antifranquiste de Paul Strand et Leo Hurwitz. Il écrira ensuite *Algiers* de J. Cromwell, *Blocus*, film antifasciste de W. Dieterle, *Five Came Back* de J. Farrow, *Samara* et *Contre-attaque* de Z. Korda, enfin *Smash up* de S. Heisler.

De même qu'il avait, dans les années 20, pris part à de nombreuses manifestations en faveur de *Sacco et Vanzetti*, John Lawson s'opposera aux activités de la « légion blanche », un organisme dépendant du Ku Klux Klan. Refusant en 1947 de témoigner devant la commission parlementaire des activités antiaméricaines, qui enquêtait sur la subversion communiste dans l'industrie cinématographique, il fut condamné à une amende et à un an de prison. Exilé au Mexique, il publia avec les « dix d'Hollywood » — qui figuraient sur une liste noire — un ouvrage où il défendait sa conception du cinéma engagé. Paru en 1953, ce livre a été traduit en France sous le titre *le Cinéma, art du vingtième siècle*.]

théâtres

Les salles ouvertes

Cloître des Billettes, 21 h. 15 : le Maître de Santiago.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.

Festival estival

Quai du Port-Saint-Bernard, 18 h. 30 : Marc Richard Trio.
Faculté de droit, 20 h. 30 : Orchestre de chambre J.-F. Paillard, sol. G. Jarry, violon (Bach, Debussy).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Hommage à Jacques Prévert ; 21 h. 30 : la Collection ; 23 h. : les Berganotes.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : les Frères ennemis.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Démarieuse ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 22 h. : Tango. — II, 20 h. 45 : Popeck ; 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.

Lundi 15 août

Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77 ; 23 h. : Vive la culture.
Le Fanal, 20 h. 30 : Béatrice Arnac.
Petit Casino, 21 h. 15 : Cami ; 22 h. 30 : Montells.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Manoujan Omar Said, sitar, et Mohamed Taha, tabla (musique indienne) ; 22 h. : les Shantidans (musique européo-indienne).
Notre-Dame de Paris, 17 h. 45 : P. Cochereau, orgue (improvisations).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot, relâche.

Les exclusivités

AGUIRRE (All., v.o.) : Ursulines, 5e (033-39-19).
AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All. vers am.) : Le Marais, 4e (278-47-86) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BILITIS (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BROTHERS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75)
LE DERNIER DINOSAURE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (22-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Palais des arts, 3e (272-62-98).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) . Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; P.L.M.-Saint-Jacques 14e (589-68-42) ; v.f. Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
HEDDA (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. Impérial, 2e (742-72-52).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18). V.f : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43).
JAMBON D'ARDENNE (Fr.) Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA JEUNE LADY CHATTERLEY (A., v.f.) (**) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62), Paramount-Opéra, 9e Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.) . Quintette, 5e (033-35-40).
MADAME CLAUDE (Fr.) (**) : Impérial, 2e (742-72-52), Marignan, 8e (359-92-82)
LE MAESTRO (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99), Richelieu, 2e (233-56-70), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16)
LE MESSAGE (A., vers. arabe) : Wepler, 18e (387-50-70).
NETWORK (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUCLEAIRE, DANGER IMMEDIAT (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Berry, 11e (357-51-55).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
PAINTERS PAINTING (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). H. Sp
LA PLUIE DU DIABLE (A., v.f.) (*) Richelieu, 2e (233-56-70).
LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY (Fr.) Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80).
PROVIDENCE (Fr., vers. angl.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
RAGE (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Orléans 14e (540-45-91).
ROCKY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
SALO (It.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), Styx, 5e (633-08-40)
STARDUST (A., v.o.) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29)
LA THEORIE DES DOMINOS (A., v.o.) Quartier Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Lumière, 9e (770-84-64), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-33).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-Fr., v. ang.) (*) : Paramount-Elysée, 8e (359-49-34) : v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
TROIS FEMMES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14)
UNE SI GENTILLE PETITE FILLE (Fr.-Can., v. ang.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17)).
UN FLIC SUR LE TOIT (Suéd., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17)
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Daumesnil, 12e (343-52-97), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'OR SE BARRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Caméo, 9e (770-20-89), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Tourelles, 20e (636-51-98).
LE PASSAGER DE LA PLUIE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Colisée, 8e (359-29-46), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Champollion, 5e (033-51-60).
POUR QUI SONNE LE GLAS (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
QUAND LES AIGLES ATTAQUENT (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46), — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Fauvette, 13e (331-56-86).
REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
TAKING OF (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LES TRENTE-NEUF MARCHES (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70), Capri, 2e (508-11-69).
LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE (Can.) (*) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
ZABRISKIE POINT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

Les grandes reprises

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86)
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36).
L'AUTRE (A., v.o.) (**) La Clef, 5e (337-90-90)
LES AVENTURES DE PETER PAN (A., v.f.) La Royale, 8e (265-82-66).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78)
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) La Clef, 5e (337-90-90).
COSA NOSTRA (A., v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22 ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59). ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00)
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) . Les Images, 18e (522-47-94)
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.
LA FIANCE DU PIRATE (Fr.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40 ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Athéna, 12e (343-07-48).
GET AWAY (A., v.o.) (*) U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. . Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.- Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-53-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
JOUR DE FETE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LE KID (A.) Actua Champo, 5e (033-51-60)
LE LAUREAT, (A., v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12)
LUCKY LUKE (Fr.-Belg.) Biarritz, 8e (723-69-23) . Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02)
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) Noctambules, 5e (033-42-34).
LOLITA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42)
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62)
MA FEMME EST UN VIOLON (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42)
LE MAGNIFIQUE (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Convention, 15e 828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MALICIA (It., v.o.) (**) . Biarritz, 8e (723-69-23), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Mistral, 14e (539-52-43).
MILAREPA (It., v.o.) : Studio Git-Le-Cœur, 6e (326-80-25).
MORE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
MORT A VENISE (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-7-34).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55)

Les festivals

L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Chinatown.
POLANSKI (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; 13 h. 45 : Répulsion ; 15 h. 45 et 22 h. 15 : Chinatown ; 18 h. : le Bal des vampires ; 20 h. : le Locataire.
I. BERGMAN (v.o.), Racine, 6e (633-43-71) : le Septième Sceau.
ETRANGE (v.o.), Le Seine, 5e (325-95-99). 22 h. : Solaris ; 24 h. 15 : le Manuscrit trouvé à Saragosse. — II, 22 h. 30 et 24 h. : la Nuit des morts-vivants.
G. GARBO (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : la Reine Christine ; Anna Karenine.
PASOLINI (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83) : 16 h. : les Contes de Canterbury ; 20 h. : le Décaméron ; 22 h. : les Mille et Une Nuits.
CARNE - PREVERT - RENOIR : La Pagode, 7e (705-12-15) : la Kermesse héroïque.
FERNANDEL : Bilboquet, 6e (222-87-23) : 13 h. 30 : les Rois du sport ; 15 h. 30 : Ignace ; 17 h. 30 : Une vie de chien ; 19 h. 30 : François Ier.
M. BROTHERS (v.o.), Grands Augustins, 6e (633-22-13) : la Pêche au trésor.
EROTISME ART ET ESSAI (v.o.) Le Seine, 5e (325-95-99) I : 12 h. 15 : Je, tu, il, elle. 14 h. : Jeban. 15 h. 30 : Sweet Movie. 17 h. 15 : Dehors, dedans. 18 h. 45 : Maîtresse. 20 h. 45 : le Jeu avec le feu. — II : 14 h. 30 et 15 h. 45 : le Regard. 17 h. : Sweet love.
CLASSIQUES DU FILM NOIR (v.o.) Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Adieu ! ma jolie.
CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), I, 11 h. 50 (sf dim.) : la Grande Bouffe ; 14 h. et 20 h. 40 : Dersou Ouzala ; 16 h. 20 : Vol au-dessus d'un nid de coucou. — II, 12 h. (sf dim.) : les Mille et Une Nuits ; 14 h. : Satyricon ; 16 h. : Cria Cuervos ; 18 h. : Taxi Driver ; 20 h. 40 et 22 h. 40 : le Dernier Tango à Paris
H. BOGART (v. o.). — Action Christine, 6e (325-85-78) : le Trésor de la Sierra Madre. — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Bas les masques.
GRANDS SPECTACLES. — Broadway, 16e (527-41-16) : Lawrence d'Arabie (v. o.).
BOITE A FILMS (17e) (754-51-50) 13 h. : Jeremiah Johnson 14 h. 45 : 1900 (1re époque). 17 h. 30 : 1900 (2e époque). 20 h 15 : Mort à Venise. 22 h. 30 : Phantom of the paradise. — II, 13 h. : Pink Floyd à Pompéi. 14 h. : le Lauréat. 16 h. : Amarcord. 18 h. : Lenny. 20 h. : Carrie. 21 h. 45 : Zardoz.
COMEDIES MUSICALES (v. o.). — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Born to Dance.

Les films nouveaux

LE PASSE SIMPLE, film français de Michel Drach. Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
L'HOMME PRESSE, film français d'Edouard Molinaro. Richelieu, 2e (233-56-70) . Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) . Fauvette, 13e (331-56-86) . Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE VEINARD, film américain de C. Mills. — V.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
SINBAD ET L'ŒIL DU TIGRE film américain de S. Wanamaker. V.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Paramount-Elysée, 8e (359-49-34) V.f . Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
LE CASSE-COU, film américain de G. Douglass. V.o U.G.C-Danton, 6e (329-42-62) . Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75).
OPERATION THUNDERBOLDT film israélien de M. Golan. V. angl : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) V.o : A.B.C., 2e (236-55-54)

CARNET

Décès

— Mme Alferd Brunier, son épouse,
M. et Mme Alfred Brunier,
M. et Mme Eugène Gaudron,
M. et Mme Edgar Garnier,
Ses enfants,
M. et Mme Jacques Poignant et leur fils,
Mlle Michèle Gaudron,
Ses petits-enfants et arrière-petit-fils,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Alfred BRUNIER
survenu le 11 août 1977, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, à Rambouillet (Yvelines).

Les obsèques ont eu lieu le samedi 13 août 1977, en la chapelle de l'hôpital de Rambouillet, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Rambouillet.
19, rue Lenôtre
78120 Rambouillet.

— Le président et les membres du comité de la protection des obtentions végétales,
Le secrétaire général et le personnel du comité,
ont le regret de faire part du décès de
Jean-Jacques Nicolas VERISSI,
secrétaire général adjoint,
survenu le 6 août 1977.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Remerciements

— Smarves.
Le docteur et Mme B. Malapert et leurs fils remercient sincèrement tous ceux qui par leur présence ou leurs marques de sympathie se sont associés à leur peine lors du décès de
Laure

JUSTICE

En bref...

● *Le bureau* de l'ancien avocat du groupe Baader-Meinhof, Me Croissant, a été plastiqué dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 août à Stuttgart, a indiqué lundi matin un associé de l'avocat, qui a récemment demandé l'asile politique à la France. L'attentat n'a fait aucun blessé, mais d'importants dégâts matériels. — *(A.F.P.)*

● *La statue de la « Madone des pauvres »* a été dépouillée de ses bijoux — d'une valeur de 7 millions de francs — dans le sanctuaire de Seminara (Calabre), où des inconnus ont pénétré, le samedi 13 août.

Les voleurs ont notamment emporté les deux couronnes de la madone noire et de l'enfant, des joyaux en or et en argent incrustés de diamants, ainsi que d'autres parures de joaillerie. D'autres objets précieux et des ex-voto ont également été dérobés.

● *Le double crime de la forêt des Maures.* — Les gendarmes chargés de l'enquête sur l'assassinat du couple de touristes britanniques, M. et Mme Sydney Broderick, tués de plusieurs coups de feu dans la nuit du 8 au 9 août, au col du Canadel, dans la forêt des Maures (*le Monde* du 11 août), ont publié le portrait robot d'un individu qui aurait dîné le soir du crime dans le même restaurant que les victimes. L'homme aurait suivi les Anglais avec sa voiture, une Volkswagen. Les époux Broderick avaient, quelques jours auparavant, déposé plainte dans un commissariat de Marseille pour le vol de sept chèques de voyage dont le carnet a été retrouvé par des promeneurs, le lendemain du meurtre, à 2 kilomètres de l'endroit où les corps ont été retrouvés. Les policiers de Nice ont, d'autre part, révélé, après la publication du portrait robot, qu'il existait un certain nombre de points de ressemblance entre le croquis et un homme d'origine italienne arrêté à Nice le 11 août, alors qu'il était en situation irrégulière. Les gendarmes envisagent de l'entendre, mais rien ne permet d'affirmer qu'il a été ou non impliqué dans le double assassinat.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

UN ARRÊT DE LA ONZIÈME CHAMBRE DE LA COUR DE PARIS

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a rendu, le 22 juin, l'arrêt suivant :

LA COUR,

Considérant que FAUVET a été poursuivi pour diffamation publique envers un particulier, sur citation délivrée à la requête de GABELLA, pour avoir publié dans le numéro daté 15-16 février 1976 du journal *le Monde*, dont il est le directeur de la publication, un article intitulé : « L'affaire de la Barclay's Bank », et dont GABELLA retenait plusieurs passages comme diffamatoires à son égard ;

Considérant que le jugement entrepris, devenu définitif en ses dispositions pénales, n'a retenu FAUVET dans les liens de la poursuite qu'à raison du membre de phrase suivant : « ... Un homme identifié depuis comme étant Robert GABELLA, repris de justice... » et a prononcé relaxe pour le surplus des textes retenus ;

Que ce même jugement a condamné FAUVET à payer à GABELLA la somme de 5 000 francs à titre de dommages-intérêts, le tribunal ayant en outre ordonné la publication de sa décision dans le journal *le Monde* et dans un autre journal au choix de la partie civile et aux frais du prévenu sans que le coût de cette dernière insertion puisse excéder la somme de 2 500 F ;

Considérant que FAUVET fait plaider la bonne foi du journaliste qui ne perçoit pas avec exactitude la signification juridique qui s'attache à l'expression « repris de justice » et demande à la Cour de modérer les condamnations civiles prononcées contre lui ;

Considérant que GABELLA conclut à la confirmation du jugement ;

Considérant qu'il apparaît que, eu égard aux circonstances de la cause, les premiers juges ont surestimé le préjudice subi par GABELLA ;

Que la Cour possède des éléments qui lui permettent de ramener à la somme de 3 000 F le montant de ce préjudice ;

Qu'il convient d'autre part de limiter les mesures ordonnées à titre de réparation complémentaire à la publication du présent arrêt dans le journal *le Monde* ;

PAR CES MOTIFS

Statuant contradictoirement et ce par application de l'article 411 du code de procédure pénale ;

Reçoit FAUVET en son appel ;

Constate que le jugement est devenu définitif en ses dispositions pénales ;

AMENDANT LE JUGEMENT SUR LES REPARATIONS CIVILES ;

Fixe à trois mille francs (3 000 F) le montant du préjudice subi par GABELLA, partie civile ;

Condamne FAUVET à payer à GABELLA la somme de trois mille francs (3 000 F) à titre de dommages-intérêts ;

Ordonne la publication du présent arrêt dans le journal *le Monde* ;

Déboute FAUVET du surplus de ses conclusions ;

Le condamne aux dépens de première instance afférents à l'action civile et les dépens d'appel liquidés à la somme de deux cent quatre-vingt-six francs vingt centimes (286,20 F) en ce non compris 30 F pour droits de poste, ceux du timbre, de l'enregistrement et de la taxe parafiscale du présent arrêt (articles 473, 477 du Code de procédure pénale) ;

Dit n'y avoir lieu à contrainte par corps.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MATIÈRES PREMIÈRES

Reprise du café - Nouvelle baisse du cuivre

DENREES. — *Nouveau retournement de tendance sur le marché du café, dont les cours progressent en moyenne de 10 %. Le projet visant à constituer entre certains producteurs latino-américains un fonds de régularisation des cours est à l'origine de ce raffermissement, ainsi que les achats de soutien effectués par le Brésil.*

Les cours du sucre se maintiennent à de bas niveaux. L'achat par Israël d'une cargaison à bas prix a déprimé le marché, ainsi que la perspective d'une récolte plus abondante que la précédente.

Reprise des cours du cacao, malgré l'estimation par un organisme international d'une prochaine récolte mondiale de fèves supérieure à la précédente.

METAUX. — *Amorcée depuis plusieurs semaines, la baisse se poursuit sur les cours du cuivre au Metal-Exchange de Londres. L'importance des stocks mondiaux reste toujours l'élément déterminant, susceptible d'ailleurs de freiner éventuellement tout mouvement durable de reprise.*

Nouvelle avance des cours de l'étain, tant à Londres qu'à Singapour, qui dépassent leurs précédents niveaux records. En prévision d'un déficit de production plus important que prévu, les utilisateurs accélèrent leurs achats de couverture, justifiés également par la tension politique qui règne en Extrême-Orient.

Sur le marché libre de Londres, les cours du nickel s'établissent à 1,90-2,10 dollars la livre.

Cours des principaux marchés

du 12 août 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 663,50 (684), à trois mois 679 (700) ; étain comptant 6 500 (6 410), à trois mois 6 472 (6 380) ; plomb 312,50 (320) ; zinc 296 (305,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 53,10 (54,50) ; aluminium (lingots) inch. (53) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (61,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) inch. (113-128). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 670 (1 657).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 54,30 (54,25), déc. 54,35 (54,30). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) oct. 236 (235) ; jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C 317 (423). — Roubaix (en francs par kilo) : laine oct. 23,20 (23,25). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute inch. (525).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 52,50-54 (52-52,50). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 195,50-196 (194-194,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao sept. 202,50 (197,75), déc. 179,50 (176,30) ; sucre disp. 7,75 (7,55), sept. 7,79 (7,65) ; café sept. 207,50 (188), déc. 192,70 (190,06). — Londres (en livres par tonne) : sucre oct. 112 (111), déc. 116,30 (115,10) ; café sept. 2 750 (2 531), nov. 2 480 (2 290) ; cacao sept. 2 740 (2 662), déc. 2 480 (2 465). — Paris (en francs par quintal) : cacao sept. 2 460 (2 430), déc. 3 150 (2 114) ; café sept. 2 200 (2 075), nov. 2 065 (1 998) ; sucre (en francs par tonne) oct. 832 (870), déc. 915 (924).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé sept. 223 1/2 (227), déc. 234 1/4 (238 1/2) ; maïs sept. 194 1/2 (199 1/4), déc. 203 1/2 (207).

BOURSE

LONDRES

Calme et irrégulier

Peu d'affaires ce lundi 15 août au London Stock Exchange. Les industrielles s'effritent légèrement. Tendance irrégulière aux fonds d'Etat. Les pétroles et les mines d'or varient peu.

OR (ouverture) (dollars) : 144 30 contre 144 90

VALEURS	CLOTURE 11/8	COURS 12/8
Beecham	524 ...	522 ...
British Petroleum	924 ...	920 ...
Courtaulds	111 ...	110 ...
De Beers	264 ...	260 ...
Imperial Chemical	406 ...	400 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	209 ...	210 ...
Shell	569 ...	565 ...
Vickers	196 ...	195 ...
War Loan 3 1/2 %	31 3/4	31 3 8
*West Driefontein	20 5/8	20 5 8
*Western Holdings	17 3/16	17 3 16

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

ÉNERGIE

Face à la crise du raffinage

LES GROUPES PÉTROLIERS NE DOIVENT PAS SE LIVRER A DES « LUTTES STÉRILES »

estime le directeur des carburants

Le développement de raffineries dans les pays producteurs n'est pas une bonne chose dans les circonstances présentes, estime M. Piketty, directeur des carburants, qui a récemment développé, au cours d'une réunion des dirigeants de moyennes entreprises de négoce et de distribution des produits pétroliers, ses idées pour résoudre la crise de l'industrie du raffinage.

Compte tenu d'une capacité de raffinage pléthorique, « *il n'est de l'intérêt de personne ni dans la Communauté ni dans les pays exportateurs de voir se développer des investissements inutiles globalement, coûteux et générateurs de peu d'emplois* ». Ces investissements « *devraient donc a priori se limiter à la satisfaction des marchés intérieurs, à ce qui est nécessaire pour assurer le développement à l'exportation sur des marchés assez disséminés, faibles individuellement et parfois fortement déséquilibrés* ».

M. Piketty se prononce en faveur d'un système d'affichage des prix de gros à la sortie des raffineries et des principaux dépôts. Si « *les cotations de Rotterdam représentent bien l'état du marché de gros, aux différentiels de transport près, on voit mal pourquoi un tel affichage pour les transactions à court terme ne pourrait être mis en place, dût-il changer fréquemment. Cela constituerait un progrès sérieux dans le fonctionnement du marché* ».

Mais, pour le directeur des carburants, cela ne saurait suffire. Le remède à la crise du raffinage se trouve... ailleurs. Dans l'adoption, notamment des mesures destinées à empêcher que les « *profits issus des productions domestiques ne soient divertis insidieusement vers les activités de raffinage et de distribution comme c'est en certains endroits le cas aujourd'hui* ».

Ces profits obtenus sur le sol français ne doivent pas servir à « *des luttes stériles* » entre les groupes.

M. Piketty pense que l'on pourrait également « *s'inspirer du traité CECA et limiter les quantités traitées par les raffineries avec un contrôle des prix de gros maxima, à l'instar de ce que font aujourd'hui les Japonais pour ménager le dynamisme de leur industrie pétrolière dans la recherche de nouveaux approvisionnements* ».

PRIX

TAXATION DES MARGES DES GROSSISTES ET DES IMPORTATEURS DE CAFÉ ET DE CHOCOLAT

La marge des commerçants de gros et des importateurs sur les prix de vente du chocolat et du café est réduite par un arrêté publié au « Bulletin officiel des services des prix » du 12 août. « *Les marges des grossistes et des importateurs (...) ne peuvent être supérieures en valeur absolue à celles licitement pratiquées à la date du 31 janvier 1977 ou a défaut, à la date antérieure la plus proche* (...) », note l'arrêté.

D'autre part, le coefficient multiplicateur fixé autoritairement par l'administration et permettant aux commerçants détaillants de calculer leur prix de vente, est fixée à 1,16 au lieu de 1,18 pour le chocolat, aux termes d'un second arrêté.

Enfin, les fabricants de chocolat dont les prix sont bloqués bénéficient de certaines augmentations.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

L'EXCÉDENT COMMERCIAL DE LA R.F.A. A DÉPASSÉ 38 MILLIARDS DE FRANCS DE JANVIER A JUIN

Wiesbaden *(A.F.P.)*. — La balance commerciale de l'Allemagne fédérale a enregistré un excédent de 18,4 milliards de deutschemarks (38,6 milliards de francs) au cours du premier semestre de 1977. Selon l'Office fédéral de statistiques, les exportations ont atteint 134,6 milliards de deutschemarks, en augmentation de 9 % par rapport aux six premiers mois de 1976 et les importations 116,2 milliards de deutschemarks, en hausse de 8 %. Les produits finis ont représenté 52 % du total des achats et 86 % du total des ventes.

Les exportations vers les pays en voie de développement ont progressé de 16 %, s'élevant à 22,2 milliards de deutschemarks, soit 16,4 % du total des ventes à l'étranger. Les importations en provenance de ces pays ont, quant à elles, progressé de 15 % pour atteindre 24,5 milliards de deutschemarks (21,1 % du total). Les ventes à l'Amérique du Nord ont augmenté de 18 % et les achats de 3,8 %. En revanche, les exportations vers les pays de l'Est ont baissé de 8,6 et les importations de 0,6 %. Enfin, la part des autres pays de la C.E.E. a diminué d'un point, représentant 46 % du total des ventes et 48 % du total des achats, bien que les exportations et les importations aient progressé respectivement de 7,4 % et 6 % pour s'élever à 62,2 et 56,2 milliards de deutschemarks.

[Ces excédents importants n'ont pas été suffisants pour empêcher la balance générale des paiements d'être déficitaire de 813 millions de deutschemarks pendant le premier semestre (« le Monde » du 4 août), à cause des importantes sorties de capitaux à long terme entraînées par les investissements allemands à l'étranger.]

EMPLOI

PAUL VI : honneur et soutien à ceux qui œuvrent pour procurer du travail aux chômeurs.

Castelgandolfo *(A.F.P.)*. — S'adressant, le dimanche 14 août, à quelque quatre mille fidèles réunis à Castelgandolfo, sa résidence d'été, Paul VI a loué les initiatives gouvernementales prises par divers pays européens, dont la France et l'Italie, pour résorber le chômage.

Le Saint Père a notamment déclaré : « *Les nouvelles générations ont besoin de travail. Elles ont besoin de s'engager dans une activité qui assure la dignité de leur vie, qui leur permette de gagner honnêtement leur pain et de se préparer un avenir encourageant répondant à leurs aspirations légitimes. Honneur et soutien à ceux qui œuvrent pour procurer du travail aux chômeurs, aux jeunes spécialement. Que Dieu les bénisse !* »

[Avant de prononcer cette allocution, Paul VI n'avait sans doute pas eu connaissance, pour ce qui concerne la France, des dernières statistiques de l'emploi : trente mille demandeurs de plus en juillet qu'en juin et deux cent mille chômeurs de plus qu'il y a un an (*le Monde* daté 14-15 août).]

FAITS ET CHIFFRES

Emploi

● *M. Christian Poncelet*, secrétaire d'Etat (R.P.R.) chargé des relations avec le Parlement et ancien député des Vosges, a assuré que, dans l'affaire de Montefibre, « *des contacts avaient été pris* » par la France avec des partenaires ou acquéreurs éventuels, et surtout que « *le gouvernement français interviendrait, si besoin est, auprès de l'Etat italien* », actionnaire important de Montedison, afin que cette société multinationale accepte une solution qui garantisse le maintien des mille trente-neuf emplois à l'usine de Saint-Nabord (Vosges).

Etranger

● *Au Canada, le coût de la vie* a augmenté de 0,9 % en juillet, soit la plus forte hausse mensuelle enregistrée en deux ans. Depuis juillet 1976, l'augmentation a été de 8,8 %, alors que le gouvernement canadien s'était fixé un objectif de 7 % pour 1977. Toujours en juillet, le chômage a représenté 8,1 % de la population active contre 7,1 % un an auparavant. — *(A.F.P.)*.

● *En Suède, la hausse des prix* a été, de janvier à juillet, de 9,7 %, contre 5,7 % durant la même période de 1976. Pour les sept premiers mois de 1977, le déficit commercial a atteint 4,1 milliards de couronnes.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A LONDRES

Les affrontements entre militants d'extrême droite et manifestants anti-racistes ont fait plus de cent dix blessés

Londres (*A.F.P.*). — Le calme est revenu dans le sud-est de Londres, après les affrontements d'une rare violence qui ont opposé, samedi 13 août, 7 000 Noirs et manifestant de gauche à la police et aux 3 000 manifestants de l'organisation d'extrême droite Front national.

Le bilan est lourd : plus de 110 blessés, dont 55 policiers. Il y a eu 214 arrestations.

Les charges de la police à cheval, repoussées par une pluie de projectiles divers, n'ont pas empêché la foule d'assiéger un commissariat de police, d'incendier une moto et de démolir à coups de pierre les façades des magasins.

Toutes les précautions avaient pourtant été prises pour éviter des incidents graves. Plus de 4 000 policiers, le quart des forces métropolitaines, équipés pour la circonstance de nouveaux casques et boucliers de plastique, avaient pour tâche d'empêcher les bagarres entre les manifestants du Front national et ceux de la « *campagne contre le racisme et le fascisme* ».

Dès vendredi soir, les « pubs » et les magasins du quartier avaient fermé leurs portes et barricadé leurs devantures, tandis que des dizaines de personnes âgées étaient évacuées.

Depuis plusieurs semaines, de nombreux hommes politiques demandaient au gouvernement d'interdire la manifestation projetée par le Front national, dans le quartier de New Cross, à forte population noire, pour protester contre la criminalité croissante, qui est, selon eux, le fait des jeunes Noirs.

Au nom de la liberté d'expression, la manifestation était cependant autorisée tandis que les opposants au Front national, des trotskistes, des communistes, des libéraux, des syndicalistes, des hommes d'Eglise et les organisations de Noirs appelaient à une contre-manifestation dans le même quartier.

Le Front national n'est pas découragé

La contre-manifestation présidée par le Dr Mervyn Stockwood, évêque anglican de Southwark, s'était déroulée dans le calme samedi matin. Mais de nombreux participants, au moment de la dispersion, avaient fait route vers l'endroit d'où devait partir la manifestation du Front national.

Tandis que les manifestants de gauche et certains députés dénonçaient les « erreurs de jugement » commises par la police, de nombreux députés conservateurs et les autorités municipales locales critiquaient le gouvernement pour ne pas avoir interdit la manifestation du Front national.

Pour sa part, le chef de la police métropolitaine, M. David McNee, a estimé que les violences de samedi étaient le résultat d'une tentative « *organisée* » des extrémistes pour empêcher la marche du Front national

Quant à M. Martin Webster, responsable du Front national, il assure que les événements de samedi ne l'ont pas découragé. Son parti, a-t-il dit, défilera de nouveau dans six semaines. Il s'est déclaré « *soulagé et fier* » que la marche ait pu s'achever « *normalement* ».

En Italie

MORT MYSTÉRIEUSE D'UN GÉNÉRAL

(De notre correspondant.)

Rome. — Le général de corps d'armée italien Antonino Anza a été trouvé mort d'une balle de revolver au cœur, le vendredi 12 août, à son domicile romain.

Le général Anza était l'un des candidats les mieux placés pour prendre prochainement le commandement du corps des carabiniers. Il avait rendu visite au ministre de la défense, M. Vito Lattanzio, quelques heures seulement avant le drame. Les enquêteurs ont d'abord envisagé l'hypothèse d'un meurtre, le revolver du général ayant été retrouvé non pas aux pieds de la victime, mais posé sur son bureau. Après l'autopsie, pratiquée samedi, le juge d'instruction, M. Sica, chargé de l'enquête, écartait cependant cette thèse et penchait pour l'accident : le général aurait oublié de vérifier si une balle était engagée dans le canon avant de percuter son arme. Il n'excluait pas toutefois la possibilité d'un suicide. La preuve du « gant de paraffine » devait montrer que le général Anza avait bien appuyé sur la détente de son revolver. — (Intérim.)

LA FRANCE ET L'ARABIE SAOUDITE SERAIENT SUR LE POINT DE CONCLURE UN IMPORTANT CONTRAT DE VENTES D'ARMES.

Selon l'hebdomadaire arabe, *Al Nahar arabe et international*, publié à Paris, la France et l'Arabie Saoudite seraient sur le point de conclure l' « *un des plus gros contrats de vente de matériel militaire de l'histoire des relations franco-arabes* ».

Se référant à des « *sources diplomatiques informées* » de la capitale française, le journal ajoute que « *le contrat porte sur des centaines de millions de dollars* » et prévoit la fourniture de Mirage, de batteries anti-aériennes, de tanks, de missiles sol-air et anti-chars, de radars et d'hélicoptères.

Al Nahar affirme que « *les négociations ont commencé il y a plus de deux mois* » et indique que ces armes « *ne sont pas destinées aux seules forces armées saoudiennes* ». « *Une partie d'entre elles*, écrit-il, *seront distribuées à de nombreux Etats arabes de la confrontation avec Israël ou riverains de la mer Rouge.* »

AVANT DE VENIR EN FRANCE A L'AUTOMNE

Le président Tito se rend à Moscou à Pyongyang et à Pékin

Le président Tito entreprend à partir du mardi 16 août l'un de ses plus longs déplacements à l'étranger : durant trois semaines, il visitera successivement Moscou, Pyongyang et Pékin. Compte tenu de son âge — quatre-vingt-cinq ans, — quelques journées de repos sont prévues dans des centres touristiques entre les entretiens avec les dirigeants de l'U.R.S.S., de la République démocratique de Corée et de la Chine.

Selon l'hebdomadaire américain « Newsweek », le président Tito pourrait faire une visite officielle aux Etats-Unis au début de l'année prochaine. Son principal collaborateur, M. Edvard Kardelj, sera le 30 septembre à Washington, où il sera reçu par le président Carter. Entre-temps, le président Tito fera « à l'automne » un voyage officiel à Paris.

De notre correspondant

Belgrade. — Le dossier soviéto-yougoslave a été ouvert pour la dernière fois il y a neuf mois à peine, lors du séjour à Belgrade de M. Brejnev. Il a été constaté que les rapports entre les deux Etats étaient bons, que leurs échanges économiques avaient progressé d'une manière presque spectaculaire (de 5,3 milliards de dollars pour la période de 1971 à 1975, ils doivent être portés de 1976 à 1980 à 14 milliards), mais que les divergences entre les deux partis communistes demeuraient même si elles ne revêtaient plus des formes aiguës. Les mêmes constatations seront faites cette fois-ci, car les rapports entre les deux pays ont cessé de donner lieu à de brusques revirements.

A part les questions bilatérales, les entretiens du président Tito avec ses hôtes porteront également sur les derniers développements au sein du mouvement communiste international, sur les suites de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui doit reprendre ses travaux le 4 octobre à Belgrade, et les conflits armés en Afrique qui, attribués ici aux ingérences extérieures à ce continent, suscitent une vive inquiétude, puisqu'ils constituent une grave menace à l'unité du mouvement des non-alignés.

La Yougoslavie a reconnu la République démocratique de Corée dès 1948. Il a fallu cependant attendre vingt-trois ans l'échange des ambassadeurs en raison de profondes divergences idéologiques. Le grand événement dans les rapports entre les deux pays a été la visite du président Kim Il Sung, arrivé un peu à l'improviste en juin 1975 à Belgrade. Ses déclarations de foi « *inébranlable* » dans les destinées du non-alignement lui ont valu l'appui yougoslave à la conférence de Colombo, et à ses propositions de réunification de la Corée et de retrait de la Corée du Sud de toutes les forces étrangères. Enfin, les échanges commerciaux, pratiquement inexistants par le passé, ont atteint en 1976 25 millions de dollars. On est convaincu ici que la République démocratique de Corée deviendra à brève échéance un partenaire économique intéressant et que sa politique d'indépendance nationale et d'équilibre entre l'U.R.S.S. et la Chine aboutira à une « *ouverture* » plus large vers le monde et à une participation plus active dans les affaires internationales.

C'est en avril, semble-t-il, lors du séjour d'une délégation de l'Assemblée nationale chinoise, que le président Tito a été invité à Pékin. Cette invitation couronne les efforts patients des dirigeants, des hommes d'affaires, des parlementaires, des représentants des syndicats, des organisations culturelles et sportives qui, par des échanges de visite, ont créé, depuis la normalisation des relations diplomatiques sino-yougoslaves en 1969, un climat favorable à la concrétisation d'un projet déjà envisagé du vivant du président Mao. La nouvelle direction chinoise, qui semble témoigner d'un intérêt accru pour la Yougoslavie, a accéléré la réalisation de cette visite.

Les rapports actuels entre la Chine et la Yougoslavie reposent sur les principes de la « *coexistence pacifique* ». Après la mise en sourdine des polémiques idéologiques, ils se sont d'abord développés dans le domaine économique. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont jugés cependant insuffisants : le commerce, sujet à des fluctuations, est limité à quelques articles seulement — la Yougoslavie exporte surtout des navires et les Chinois certains produits de large consommation. Les échanges, de 138,5 millions de dollars en 1974, n'ont atteint que 30 millions les deux années suivantes. Ils seront probablement de 80 millions de dollars en 1977.

Le soutien que la Chine accorde au mouvement des non-alignés, ses efforts en faveur des pays en voie de développement, son intérêt pour la collaboration inter-balkanique et le refus catégorique de la Ligue des communistes de contester le caractère socialiste de la Chine comme l'ont fait certains autres partis frères, furent parmi les principaux facteurs de rapprochement entre les deux pays. Mais les divergences restent nombreuses et profondes. Les Yougoslaves sont, par exemple, en désaccord total avec la théorie chinoise sur l'inévitabilité de la guerre et les critiques acerbes de Pékin de la politique de détente ; on se méfie également ici des rumeurs faisant état d'une « *démaoïsation* » de la Chine et de la modification de son attitude à l'égard du mouvement ouvrier international. Les Yougoslaves ne verraient cependant pas d'inconvénient, si tel en était le désir de leurs hôtes, d'examiner les divergences idéologiques qui, jusqu'à présent, ont empêché tout contact entre les deux partis communistes.

PAUL YANKOVITCH.

Le Japon a entrepris la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon a commencé la construction de sa première usine d'enrichissement de l'uranium dans la région d'Okayama, au sud-ouest de Tokyo. L'usine, d'un coût de 181 millions de dollars, a été commandée par la Corporation pour le développement de l'énergie nucléaire, organisme public. Elle doit être achevée en 1979 et sera mise en activité deux ans plus tard.

L'usine pourra produire, selon la méthode de la séparation par centrifugation, de l'uranium enrichi à 3 %. Sa capacité annuelle sera de 10 tonnes. Cette quantité est suffisante pour alimenter une centrale nucléaire d'une puissance de 300 MW. L'uranium naturel utilisé proviendra de la mine voisine de Ningyo.

La Corporation pour le developpement de l'énergie nucléaire fait depuis 1973 des expériences sur la production d'uranium enrichi selon la méthode de centrifugation à l'usine de Tokaimura, située dans la région d'Ibaraki. Cette usine, construite par la France, est destinée au retraitement du combustible nucléaire. En raison d'un veto américain, elle n'a pu être mise en activité en juillet comme prévu. Une mission d'experts américains s'était rendue, le mois dernier, sur place pour examiner les possibilités de retraiter le combustible nucléaire sans séparer totalement le plutonium de l'uranium (les Etats-Unis, conformément à la politique définie par M. Carter, s'opposent, en effet, à l'extraction du plutonium, qui peut servir à la fabrication d'armes nucléaires). Pour l'instant, aucun accord n'est intervenu. Une « troisième phase » de négociations devrait avoir lieu prochainement à Tokyo entre Américains et Japonais avec la venue de M. Smith, récemment nommé représentant spécial du président Carter pour les questions de non-prolifération. Bien qu'ils continuent à afficher un certain optimisme, les Japonais sont conscients que la position américaine n'a pas varié.

Développer à Tokaimura une technologie qui permette de retraiter le combustible irradié sans produire de plutonium, procédé qui en est encore à son stade expérimental, supposerait une transformation de l'usine qui retarderait son ouverture de trois à quatre ans.

Les Japonais espèrent que leur usine d'enrichissement d'Okayama — dont le projet est ancien, mais avait été retardé par les exigences de sécurité formulées par les autorités préfectorales — leur permettra de se dégager quelque peu de la dépendance des Etats-Unis pour leur approvisionnement en uranium enrichi. Aux termes de l'accord signé entre les deux pays en 1958, Washington a un « droit de suite » sur l'uranium enrichi qu'il fournit au Japon et peut notamment s'opposer à son retraitement : c'est ce qui se produit dans le cas de Tokaimura.

PHILIPPE PONS.

LES AFFRONTEMENTS SE POURSUIVRAIENT ENTRE VIETNAMIENS ET KHMERS ROUGES

Le *Times* de Londres publie, ce lundi 15 août, le témoignage d'un chef de village thaïlandais sur les récents incidents frontaliers avec le Cambodge, au cours desquels trente et une personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées par des Khmers rouges (*le Monde* du 3 août). Selon l'envoyé spécial du quotidien britannique, deux cents Khmers rouges en uniforme ont systématiquement « *fusillé ou poignardé* » tous les villageois rencontrés dans trois hameaux frontaliers de la région de Sanlo Changan.

Selon les déclartion d'un « *témoin cambodgien récemment arrivé en Thaïlande* » les heurts entre les deux pays ont commencé le 18 mai et se poursuivraient depuis lors. Ils auraient été provoqués par un différend commercial. Les Vietnamiens vendaient au Cambodge des clous, des pièces de rechange et des médicaments. Les Khmers rouges ayant suspendu leurs paiements (en dollars et en or), les Vietnamiens auraient cessé les livraisons, ce qui semble avoir déclenché les attaques khmères sur la frontière.

TOKYO A SIGNÉ AVEC LA FRANCE UN CONTRAT POUR LE RETRAITEMENT DE COMBUSTIBLE IRRADIÉ

Tokyo (*A.F.P.*). — « *Les industries électriques japonaises ont paraphé un contrat avec une compagnie française pour le retraitement de combustible nucléaire japonais* », annonce une source gouvernementale de Tokyo.

Le contrat, qui serait rendu officiel à la mi-septembre, a été signé, au mois de juillet à Paris, par M. Nagao Matsunaga, responsable de la Tokyo Electric Power Cy et de l'administration japonaise de l'énergie atomique, et par le représentant d'une filiale du commissariat français à l'énergie atomique (C.E.A.), la Compagnie générale de matières nucléaires (Cogema).

Selon le contrat, la compagnie française retraitera 1 600 tonnes de déchets nucléaires pour le compte des firmes japonaises d'ici à 1982. Le plutonium produit sera la propriété des compagnies japonaises, qui se chargeront du stockage des déchets hautement radioactifs.

Les firmes japonaises verseront plus de 1 milliard de dollars à la Cogema. Ce montant comprend des investissements pour la construction d'installations de retraitement en France.

Les compagnies japonaises souhaitaient conclure ce type de contrat à la fois avec des sociétés britanniques et françaises. Mais la British Nuclear Fuels Ltd (B.N.F.L.) a demandé, il y a plusieurs mois, le report de la signature du contrat. Elle souhaite savoir comment l'opinion publique britannique réagira à son projet de construction d'une unité de retraitement dans le nord de l'Angleterre, et si le gouvernement américain approuvera les projets du Japon de faire retraiter son combustible nucléaire en Europe.

Mme Simone Veil à Mexico : une politique démographique ne peut être coercitive

Prononçant, à Mexico, le discours de clôture du XVIII[e] congrès de l'Union internationale d'étude scientifique de la population, Mme Simone Veil, ministre de la santé, a fourni, le 13 août, son analyse du rôle et des responsabilités de l'Etat dans l'élaboration d'une politique démographique.

Estimant que, jusqu'à une période relativement récente, l'homme « *assurait la survie de la collectivité par une fécondité poussée jusqu'aux limites physiologiques* », le ministre de la santé a déclaré : « *L'idée d'une politique démographique active est une notion relativement neuve.* »

Un Etat, s'est ensuite demandée Mme Simone Veil, « *est-il fondé à se donner des objectifs démographiques ?* » Oui, quand « *le renouvellement des générations est gravement compromis* », ou, à l'inverse, quand « *un taux excessif de croissance démographique fait obstacle au développement économique et à l'épanouissement de l'ensemble des citoyens* ».

Le ministre de la santé a alors analysé la situation propre à la France, « *où la descendance finale des générations actuellement en cours de vie féconde se situera vraisemblablement en dessous du niveau de remplacement* ». Mais la population, dans notre pays, « *réprouve les actions trop directement natalistes* », alors qu'elle « *admet des mesures à finalités sociales pouvant avoir des incidences natalistes* ». C'est ainsi, a ajouté Mme Veil, que la politique familiale est « *assez universellement approuvée par l'opinion française* », mais elle l'est parce que ses effets démographiques ne sont qu'indirects.

S'élevant ensuite contre « *la propagande tapageuse, le moralisme dogmatique, le nationalisme exacerbé ou la volonté de puissance* », le ministre de la santé a estimé indispensable de promouvoir « *une sorte d'éducation à la responsabilité collective* ».

Quels sont les moyens légitimes d'une politique démographique ? De toute façon, « *l'Etat ne pourra jamais obliger un individu à procréer contre son gré ni à l'en empêcher totalement* » et ce qui fonde cette notion est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Il en découle, en fait, une série de devoirs pour l'Etat et des exigences parfois contradictoires. Ainsi, on constate « *une certaine tendance à la privatisation croissante de la sexualité et de la reproduction, qui sont considérées de plus en plus comme l'affaire du couple et de lui seul, alors que les conséquences — c'est-à-dire l'enfant — sont de plus en plus socialisées* ».

En bref, a conclu Mme Simone Veil, « *tout Etat qui a souscrit aux principes essentiels des droits de l'homme doit écarter de ses moyens d'intervention dans le domaine démographique la coercition et la répression pénale, en vertu du principe de subordination des droits sociaux aux libertés fondamentales* ». Il doit donc « *préférer les incitations aux sanctions* » sans créer de « *brutales discontinuités dans ses interventions* ».

● *Mgr Antoni Baraniak*, archevêque de Poznan, est mort, samedi 14 août, des suites d'une longue maladie, à Poznan.

[Né en 1904 et ordonné en 1930, Mgr Baraniak était licencié en théologie et en droit canonique. De 1946 à 1951, il a occupé les fonctions de directeur du secrétariat du cardinal Stefan Wyszinski, primat de Pologne. Il était archevêque de Poznan depuis mai 1957.]

● *Dix-neuf mille sacs de café vert en provenance du Zaïre ont été volés*, dans un port kényan, pour être revendus en Europe. Ce trafic, découvert sur plainte des assureurs des cargaisons détournées, porte sur un montant de 40 millions de francs français, soit 1 100 tonnes de café. Selon l'enquête des experts britanniques des compagnies d'assurance, un gang pakistanais serait l'auteur de cette escroquerie.

A Paris

UNE ÉGLISE POUR LES PORTUGAIS

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a annoncé, samedi 13 août à Fatima, que les émigrés portugais de la région parisienne disposeront d'une église qui leur sera spécialement affectée près de la Porte d'Orléans, à Paris.

Longuement applaudi par les pèlerins émigrés, le cardinal a aussi annoncé la création d'un centre d'accueil pour émigrés à Paris. La décision a été prise en accord avec le clergé du diocèse de Paris et la commission épiscopale portugaise pour les migrations.

DANS LA NUIT DE SAMEDI A DIMANCHE

Une charge de dynamite a explosé sur le dôme de la basilique souterraine de Lourdes

L'attentat n'a pas été revendiqué

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Une bombe a explosé, dans la nuit du 13 au 14 août, sur le dôme de la basilique souterraine de Saint-Pie X à Lourdes, où se déroulent, depuis quelques jours, le pèlerinage national, avec ses quelque cinquante mille fidèles, et le premier pèlerinage traditionaliste, qui n'a réussi à rassembler que trois cents « Croisés du Sacré-Cœur », au lieu des dix mille annoncés.

L'engin — une charge de 3 kilos de dynamite — a explosé sur la terrasse de la basilique souterraine. La déflagration a creusé un cratère de 1,50 m de diamètre dans le béton armé. Il n'y a pas eu de blessés, et l'attentat n'a pas été revendiqué.

« *L'explosion s'est produite à 1 heure moins 20 du matin*, raconte le gardien de nuit de l'hôtel Royal, situé à 200 mètres de la basilique. *Elle était tellement puissante qu'elle a brisé plusieurs vitres de l'hôtel et fait éclater quelques tubes de néon.* »

Plusieurs personnalités (le préfet des Hautes-Pyrénées, le sous-préfet, le député-maire de Lourdes, le premier substitut du procureur de la République de Tarbes) se sont rendues sur les lieux en pleine nuit. Mgr Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes, a publié un communiqué pour déplorer cet acte de violence dans un lieu d'accueil et de piété. « *Les cérémonies prévues pour le 15 août dans le cadre du pèlerinage national sont maintenues* », ajoute le communiqué.

Personne n'a revendiqué l'attentat. Au commissariat de Lourdes on se borne à déclarer qu'une enquête est en cours, menée par la P.J. de Bordeaux avec la collaboration de la police de Lourdes. Les premiers témoins sont actuellement interrogés.

On voit mal, au demeurant, à qui cet acte pourrait profiter, sinon à quelqu'un qui voudrait discréditer ces catholiques traditionalistes, qui eux clament avec véhémence leurs intentions pacifiques. Bien que la salle des fêtes ait été mise à leur disposition par le député-maire, ils persistent à « doubler » les cérémonies officielles (messes, processions, chapelets...) en latin et à leur manière.

Il n'y a pas eu d'incidents jusqu'à présent, si ce n'est la réaction quelque peu naïve des responsables du sanctuaire de sonner les cloches à toute volée au moment où les chants traditionalistes en latin étaient jugés déplacés. — A. W.

Le numéro du « Monde » daté 14-15 août 1977 a été tiré à 467 178 exemplaires.